

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Réponses aux demandes de
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS

Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Table des matières

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	1
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	
– de l’opposition officielle	2
– du deuxième groupe d’opposition	3
– du troisième groupe d’opposition	4
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	
– de l’opposition officielle	5
– du troisième groupe d’opposition	6

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Liste des questions

1	Voyages hors Québec
2	Voyages en avion – Conseil des ministres et cabinet
3	Publicité, articles promotionnels et commandites
4	Conférences de presse et événements
5	Formation en communication
6	Contrats
7	Appels d’offres publics
8	Consultations externes
9	Développements informatiques
10	Dépenses diverses
11	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
12a	Minorités visibles 35 ans et +
12b	Minorités visibles - de 35 ans
12c	Jours de maladie
12d	Réserve de maladie
12e	Heures supplémentaires
12f	Jours de vacances

12g	Réserve de jours de vacances
12h	Personnel double rémunération
12i	Effectifs par catégorie d’emploi et par territoire
12j	Effectifs complexité
12k	Effectifs traitement supérieur
12l	Postes par catégorie d’emploi
12m	Effectifs 5 prochains exercices
12n	Nombre employés permanents et temporaires
12o	Départs volontaires
12p	Postes abolis par ministère
12q	Effectif autorisé Loi 15
12r	Postes vacants
13a	Départs à la retraite
13b	Remplacement selon PGRH
13c	Retraités à contrat
14	Baux SQI
15	Actifs immobiliers excédentaires

16	Aménagement
17	Membres du Cabinet
18	Budget discrétionnaire
19	Personnel hors structure
20	Personnel en disponibilité
21	Occasionnel mis à pied
22	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
23	Abonnements
24	Billets de saison, loges, club privé
25	Sites Internet
26	Visites ministérielles et sous ministérielles
27	Adjointes parlementaires
28	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
29	Crédits périmés et gel de crédits
30	Revenus autonomes et tarification
31	Plan de réduction
32	Transferts du gouvernement fédéral
33	Primes au rendement et bonis - SCT
34	Primes au rendement et bonis - Cabinet
35	Primes de départ, allocation de transition
36	Augmentations de salaire
37	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée
38	Reconduction des programmes existants

39	Initiative ou majoration des programmes existants
40	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques
41	Masse salariale
42	Taux d'absentéisme
43	Cotisation à des associations
44	Sondages
45	Dépenses publicitaires – Médias communautaires et Internet
46	Achats crédits carbone
47	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
48	Rapport final CSDEPJ
49	Protection des renseignements personnels
50	Occupation et vitalité des territoires 2018-2022
51	Mesures de télétravail à distance
52	Remboursement matériel télétravail
53	Employés absents COVID-19
54	Soutien employés – Santé mentale
55	Entretien ménager et désinfection des locaux
56	Coût mesures – CNESST
57	Autorisation Art.17, <i>Loi sur les contrats</i>
58	Demandes d'accès à l'information
59	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO
60	Rémunération des stages
61	Dépenses supplémentaires COVID-19

62	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
63	Amendes perçues 5 dernières années

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions;
- l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

Aucun voyage hors Québec en 2021-2022.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1.%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

2. VOYAGES EN AVION – CONSEIL DES MINISTRES ET CABINETS

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 :

- a) **les raisons du déplacement;**
- b) **l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) **les coûts ventilés;**
- d) **le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- e) **pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1.%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

Communications numériques

Gré à gré

Facebook

Description : Publicités sur les médias sociaux pour les circuits virtuels primaire et secondaire pour le programme Découvrir la Capitale.

Coût : 1 348 \$

Active Campaign

Description : Envoi d'infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 1 657 \$

Alerti Business

Description : Outil afin de surveiller les sites d'avis, le web et les réseaux sociaux.

Coût : 858 \$

GoDaddy

Description : Renouvellement de noms de domaine- Observatoirecapitale.com et ccnq.org avec les certificats de sécurité pour 2 ans.

Coût : 403 \$

Jotform

Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles.

Coût : 65 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Publicités pour l'Observatoire de la Capitale Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)

Description : Publicité et rédactionnel dans le guide touristique 2020-2021 de l'OTQ.

Coût : 2 000 \$

Autres Gré à gré

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Description : Avis dans la gazette officielle pour lois et règlements.

Coût : 596 \$

Actions institutionnelles Gré à gré

Jean-Philippe Labrie

Description : Photos et retouches pour le rapport annuel 2020-2021, séance de photos au parc des Moulins et contrat pour la réalisation de photos hivernales sur 7 sites de la Commission.

Coût : 1 238 \$

CNW Telbec (une société Cision)

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d'annonce de projet.

Coût : 679 \$

Contrat ou mandats en graphisme Gré à gré

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d'affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 8 529 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Contrat ou mandats pour révision linguistique Gré à gré

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 1 716 \$

4. CONFÉRENCES DE PRESSE, ÉVÉNEMENTS

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme

- e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe

- i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement

BILAN 2021-2022

11 mai 2021	Communiqué de presse – Dévoilement de l'œuvre sélectionné pour la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain Coût : 85 \$
21 mai 2021	Communiqué de presse – La Commission permet la consommation d'alcool et l'utilisation d'un BBQ dans trois de ses parcs. Coût : 85 \$
31 mai 2021	Communiqué de presse – La Commission réduit les heures de consommation d'alcool dans les parcs. Coût : 85 \$
10 juin 2021	Conférence de presse – Inauguration de l'œuvre d'art en hommage à Joe Malone. Coût : 0 \$
17 juin 2021	Conférence de presse – Annonce d'investissements pour la réalisation de deux projets sur le territoire de la ville de Lévis. Coût : 0 \$
23 juin 2021	Communiqué de presse – Annonce de la remise en fonction des fontaines du Quai-des-Flots Coût : 85 \$
Juillet 2021	Communiqués de presse (2) – Diffusion des capsules audio historiques – Hôpital-Général Coût : 170 \$ (2 x 85 \$)
27 août 2021	Conférence de presse – Annonce de la tenue des Mosaïcultures Coût : 0 \$
25 octobre 2021	Communiqué de presse – Annonce de l'aménagement d'un nouveau lien piétonnier entre le parc du Bois-de-Coulouge et le parc des Champs-de-Bataille. Coût : 85 \$

4. CONFÉRENCES DE PRESSE, ÉVÉNEMENTS

27 octobre 2021	Conférence de presse – Inauguration des œuvres d’art en hommage à Guy Lafleur et Réal Cloutier ainsi que de la murale de l’allée commémorative dédiée au hockey à place Jean-Béliveau. Coût : 0\$
-----------------	--

5. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Ne s'applique pas.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Une formation en communication générant des dépenses a été suivie en 2021-2022.

Montant	Organisateur	Description de l'activité	But
489 \$	Isarta	Stratégie de planification médias	Efficiencie

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%20202.pdf>

6. CONTRATS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indique.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

DÉTAILS AUX PAGES SUIVANTES

6. CONTRATS

APPELS D'OFFRES SUR INVITATION

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
A.G. Consultant en affichage événementiel	Impression, livraison, réparation, installation, démontage et nettoyage des oriflammes de la promenade Samuel-De Champlain et du domaine Catarqui	12 729,00 \$
Gestion vert-sol-eau inc.	Entretien des bassins d'eau des parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	30 520,00 \$
La Jardinerie F. Fortier	Fleurs annuelles saison 2022	11 751,25 \$
Les Productions Cina inc.	Capsule numérique pour le secondaire « Découvrir la capitale »	15 925,00 \$
Matériaux Paysagers Savaria ltée	Achat et livraison de substrats pour les parcs et espaces verts de la Commission	23 174,40 \$
Mono-Lino inc.	Impression, récupération, installation et démontage des oriflammes de la Promenade Samuel-De-Champlain, du domaine Catarqui et du parc du Bois-de-Coulonge	15 208,00 \$
Productions Go	Production d'une capsule numérique dédiée au niveau primaire pour le programme « Découvrir la capitale nationale »	8 500,00 \$
Référence Systèmes inc.	Achat de douze (12) ordinateurs portables avec sacs de transport	15 417,00 \$
Solotech inc.	Acquisition de bornes interactives pour la vitrine stratégique de la place des Canotiers	20 376,00 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
9319-0791 Québec inc. f.a.s.r.s. Hotte de la Capitale	Nettoyage des hottes de cuisine au domaine Catarqui	4 320,00 \$
9412-7628 Québec inc. (Entretien Bionaissance)	Éradication des espèces nuisibles	25 900,00 \$
Active Campaign	Renouvellement du contrat Active Campaign	1 613,00 \$
Advisa inc.	Modification des écrans tactiles de l'Observatoire de la Capitale	3 150,00 \$
Agence spatiale inc.inc.	Services professionnels – Conception d'une vitrine stratégique à la place des Canotiers	23 500,00 \$
Alexandre Zacharie	Production de capsules vidéos pour le chantier des Nouvelles-Casernes	9 760,00 \$
Atelier D. Architecture et design Laflamme	Services professionnels en architecture – Étanchéisation des fondations du bâtiment de l'atelier du jardinier au domaine Catarqui	8 050,00 \$
Auger & Dubord, arpenteurs- géomètres inc.	Services professionnels – Relevé d'arpentage du pont n° 1 au parc des Moulins	4 500,00 \$
Auger & Dubord, arpenteurs- géomètres inc.	Services professionnels – Relevé d'arpentage et lignes bathymétriques le long de la rivière Duberger au parc des Moulins	5 000,00 \$
Av-Tech inc.	Contrat à exécution sur demande/Entretien et réparation d'équipement de cuisine commerciale dans les bâtiments de la Commission	7 337,50 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Axys consultants inc.	Services professionnels en ingénierie - Consolidation des fondations de la serre horticole et réparation de la dalle de béton de la serre viticole du domaine Catarauqui	14 215,00 \$
Axys consultants inc.	Analyse dalle structurale - Écurie parc du Bois-de-Coulonge	2 500,00 \$
Bell Canada	Connexion internet Bell pour les bâtiments B1 et B5 à la promenade Samuel-de Champlain	6 692,40 \$
Bell Canada	Connexion internet Bell et ligne pour ascenseur pour le bâtiment B4 (bâtiment des baigneurs) à la promenade Samuel-de Champlain	4 786,20 \$
Bêty Expert-conseil inc.	Services d'ingénierie pour l'ajout de gicleurs à la maison du gardien au domaine Catarauqui	16 650,00 \$
Bio Naissance Charlesbourg Beauport	Contrat à exécution sur demande - Éradication espèces nuisibles dans les parcs et espaces verts de la Commission	14 000,00 \$
Bouthillette Parizeau inc.	Services professionnels en ingénierie pour la salle mécanique du Quai-des-Flots	1 968,75 \$
Brille-O-Max inc.	Nettoyage de gouttières sur l'ensemble des bâtiments de la Commission	12 420,00 \$
Christian Denis	Évaluation de la valeur patrimoniale du mobilier ancien du domaine Catarauqui	5 000,00 \$
Claris	Renouvellement licences d'utilisateurs FileMaker	1 300,00 \$
Compagnie Général Motors du Canada	Achat d'un véhicule léger via le Centre d'approvisionnement gouvernemental (CAG)	58 751,00 \$
Compugen inc.	Renouvellement licences "Creative Cloud"	3 810,30 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Côté Fleury inc.	Système de communication des alarmes au Quai-des-Flots	4 079,00 \$
CPU Service d'ordinateur inc.	Contrat à exécution sur demande - Entente de support informatique 2021-2022	2 125,00 \$
CPU service inc.	Achat et livraison d'équipement réseau pour les bâtiments B1, B4 et B5 – promenade Samuel-De Champlain	5 044,00 \$
Daoust Lestage inc.	Services professionnels en architecture - Entretien et mise à jour de la finition des éléments en bois de la promenade Samuel-De Champlain, phase 1	18 000,00 \$
Delisle Monuments	Fabrication et installation socle en granite pour bicentenaire de l'indépendance de l'Amérique du Sud	4 940,00 \$
Denis Bouchard	Assistance de suivi de travaux dans les différents parcs et espaces verts de la Commission	9 500,00 \$
Département studio créatif inc. (DPT inc.)	Services professionnels en technologie de l'information pour le développement d'une expérience numérique pour l'interprétation du site historique Cartier-Roberval	97 100,00 \$
DeVroomen Bulb Canada inc.	Fourniture et livraison de bulbes pour la saison 2021	2 945,75 \$
Douglas Consultants inc.	Services professionnels en génie de structure/ Restauration de deux (2) ponts au parc des Moulins	19 200,00 \$
Douglas Consultants inc.	Services professionnels en génie de structure / Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes au parc du Bois-de-Coulonge	4 750,00 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Fabrication de bannières d'accueil et de parcs de la Commission	6 480,00 \$
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Fabrication et livraison de bannières d'accueil pour les parcs de la Commission	6 365,00 \$
Écogénie inc.	Services professionnels en ingénierie – Assistance au projet de restauration des rives du parc des Moulins	23 700,00 \$
Émile Guilbeault-Cayer	Production du contenu de deux capsules numériques pour le programme « Découvrir la capitale nationale	5 000,00 \$
EMS Ingénierie inc.	Services professionnels en ingénierie/Inspection de la structure de la grange du parc du Bois-de-Coulonge	2 250,00 \$
Englobe Corp.	Services professionnels de laboratoire – Consolidation des fondations de la serre horticole et réfection de la dalle de béton de la serre viticole au domaine Cataraqui	13 746,00 \$
Enseigne Dumas	Fabrication et livraison d'une plaque en bronze en hommage au bicentenaire de l'Amérique-Centrale	3 747,00 \$
Entretien J.B. Expert inc. (Division Abris Auto Experts inc.)	Pavoisement pour les parcs et les espaces verts de la Commission	13 310,00 \$
Entretien JB Expert inc.	Remplacement d'un câble d'acier galvanisé sur un mât de drapeau au parc du Bois-de-Coulonge	2 350,00 \$
François Ménard	Services professionnels en ingénierie - Étanchéité du bassin de la fontaine au parc de la Francophonie	11 475,00 \$
Géolocation SPRCP inc.	Arpenteur-géomètre pour nouvelles servitudes PSDC Phase 3	5 975,00 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Gérard Bourbeau & Fils inc.	Fourniture et livraison d'équipement de jardinage pour l'entretien des parcs et espaces verts de la Commission	2 388,74 \$
Gestion parasitaire de la Capitale inc.	Services antiparasitaires pour les bâtiments et les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	11 175,00 \$
Groupe ETR	Contrat à exécution sur demande / Achat d'affiches diverses, de quincaillerie et d'installation pour les parcs et les espaces verts de la Commission	2 500,00 \$
Groupe F.V.P. inc.	Nettoyage des surfaces dures de la promenade Samuel-De Champlain	7 833,35 \$
Groupe V.R.S.B. inc.	Services professionnels en arpentage - Relevé topographique - Nouvelles-Casernes	1 875,00 \$
H2prO	Contrat à exécution sur demande pour l'entretien des équipements de filtration dans les parcs et espaces verts de la Commission	1 746,00 \$
Hypertec Systèmes inc.	Achat de portables Dell	11 847,80 \$
Icetek Climatisation inc.	Inspection et réparation des systèmes de ventilation, de climatisation et de géothermie du quai des Cageux	7 184,00 \$
Insight Canada inc.	Achat de portables HPZbook	9 925,25 \$
Investigation EMS inc.	Services professionnels en ingénierie structurale pour le pont n° 1 au parc des Moulins	90 221,95 \$
J P Labrie, photographe	Suivi photographique de chantier – Nouvelles-Casernes	2 025,00 \$
Jobillico inc.	Abonnement de 2 ans sur le site Jobillico	3 771,00 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
KPMG s.r.l./ S.E.N.C.R.L.	Évaluation des processus	10 000,00 \$
La Boîte à Idées Architecture inc.	Services professionnels en architecture / Rénovation et restauration de l'ancienne centrale électrique au parc du Bois-de-Coulonge	21 355,00 \$
La Horde patrimoine appliqué inc.	Surveillance archéologique des travaux d'inspection des fortifications du Parc du Cavalier du Moulin	13 200,00 \$
Laboratoire d'expertise de Québec ltée	Services professionnels en ingénierie pour le contrôle de la qualité des matériaux pour les travaux de l'escalier du Bois-de-Coulonge	13 551,50 \$
Lamontagne Consultants	Traitement chimique d'urgence contre la maladie hollandaise de l'orme	13 613,60 \$
Le Groupe Essa inc.	Nettoyage des surfaces dures à la promenade Samuel-De Champlain	11 380,00 \$
Les Consultants Gen+ inc.	Services professionnels d'ingénierie en structure - Avis technique sur la structure de toiture à l'atelier du peintre au domaine Catarauqui	2 000,00 \$
Les Jardins d'Antoine inc.	Nivellement de la cour intérieure de la Villa du domaine Catarauqui	4 780,00 \$
Les Services EXP inc.	Services professionnels en ingénierie - Enlèvement de l'amiante et du réservoir de mazout de l'ancienne serre viticole au domaine Catarauqui	18 970,55 \$
Lirette Dactylo Service inc.	Acquisition d'ordinateurs et mise à niveau de la caisse enregistreuse à l'Observatoire de la Capitale	4 055,00 \$
Lizotte Médico-experts	Expertise médicale	2 100,00 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Malette	Avis fiscal pour la cession du boisé des Compagnons-de-Cartier	2 625,00 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Services de graphisme pour la réalisation de divers mandats et du rapport annuel de la Commission	8 300,00 \$
Méconair inc.	Services professionnels en ingénierie / Conception de plans et devis pour la rénovation et la mise aux normes de l'ancienne centrale électrique	8 900,00 \$
Médisolution (2009) inc.	Mise à jour Virtuo	4 370,00 \$
Médisolution (2009) inc.	Contrat d'entretien et support applicatif pour VIRTUO du 1 ^{er} avril 2022 au 31 mars 2023	22 584,00 \$
Menuiserie Gilles Simard inc.	Contrat à exécution sur demande de travaux d'ébénisterie	12 450,00 \$
Monette Express (Québec)	Contrat à exécution sur demande - Services de déménagement pour l'année 2021-2022	7 500,00 \$
Norton Rose Fulbright Canada LLP	Services professionnels / Accompagnement juridique en droit du travail	15 000,00 \$
Nvira Environnement inc.	Services professionnels – Prélèvement et analyse de matériaux pour vérifier la présence d'amiante au parc des Moulins	3 400,00 \$
Nvira Environnement inc.	Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols au parc des Moulins	18 520,00 \$
Paul-Gaston L'Anglais	Services professionnels en archéologie– Identification et analyse d'un canon ancien	2 800,00 \$
Pépinières Jasmin	Approvisionnement de vivaces, d'arbres et d'arbustes	3 556,25 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Présence	Acquisition d'haut-parleurs et installation pour PSC3 bâtiment B4	3 760,00 \$
Protection incendie PC inc.	Contrat d'entretien du système d'extinction automatique d'incendie des hottes de cuisine aux bâtiments pour 2 ans	9 596,40 \$
Publicité Maca inc.	Fourniture et livraison de vêtements promotionnels	1 827,80 \$
Québec multiplants	Approvisionnement de vivaces, d'arbres et d'arbustes	1 142,90 \$
Reboisement Les Cents Frontières inc.	Travaux de terrassement de finition autour de la maison Brassard	3 750,00 \$
Régulvar inc.	Inspection et réparation du système de contrôle de ventilation du quai des Cageux	4 350,00 \$
Rénovation M.D.R. inc.	Reconstruction du chaperon en bardeau de cèdre du muret au domaine Catarqui	14 008,00 \$
Réserve Indienne de Wendake	Services de surveillance archéologique dans le cadre des projets réalisés par la Commission de la capitale nationale du Québec	90 000,00 \$
Scierie Mobile Gilbert inc.	Fourniture et livraison d'outillage	1 983,95 \$
Société Rivière St-Charles	Damage du sentier au parc des Moulins	8 205,90 \$
Solid Caddgroup inc.	Renouvellement de licences AutoCad	3 590,00 \$

6. CONTRATS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Stantec Experts-conseils ltée	Services professionnels en ingénierie pour des travaux de drainage et d'éclairage d'une section de bâtiment des Nouvelles-Casernes	36 253,00 \$
STB Experts-Conseils inc.	Service Ingénierie entrée d'eau gicleur maison du gardien CAT	6 100,00 \$
St-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	Services professionnels en architecture / Restauration du moulin à vent au parc des Moulins	24 760,00 \$
Tétra-Tech QI inc.	Services professionnels en ingénierie / Consolidation du mur remblai de la falaise du domaine Catarauqui (Lot 2)	20 109,00 \$
Unified Communications (Tele-Communication inc.) (Master Card)	Achat d'une tablette	2 157,80 \$
WSP Canada inc.	Expertise en ingénierie pour le dossier de réclamation d'assurances du projet des Nouvelles-Casernes - phase 1	15 000,00 \$
WSP Canada inc.	Expertise de l'état de la maçonnerie du mur pignon nord de la maison Cayouette	8 000,00 \$
Xerox Canada ltée	Location d'imprimante Xerox	3 000,00 \$
XYZ Technologie culturelle inc.	Achat et livraison de lampes pour projecteur à l'Observatoire	1 349,74 \$

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2021-03-009 Services de nature technique</p> <p>Déneigement au sol pour divers parcs et espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>Lot 1 1) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (58 167 \$) -non conforme 2) Les Entreprises Lou-Vil inc. (66 240 \$) 3) Transport GCH inc. (70 590 \$)</p> <p>Lot 2 1) Transport GCH inc. (76 800 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (77 982 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (80 100 \$)</p> <p>Lot 3 1) Transport GCH inc. (140 880 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (140 952 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (142 500 \$)</p> <p>Lot 4 1) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (93 522,00 \$) – non conforme 2) Les Entreprises P.N.P. inc. (95 640 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (102 960 \$)</p>	<p>Lot 1 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant non conforme, le contrat est octroyé au 2^e soumissionnaire soit à Les Entreprises Lou-Vil inc. au montant de 66 240 \$, soit 22 080 \$ par année.</p> <p>Lot 2 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Transport GCH inc. au montant de 76 800 \$, soit 25 600 \$ par année.</p> <p>Lot 3 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Transport GCH inc. au montant de 140 880 \$, soit 46 960 \$ par année.</p> <p>Lot 4 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant non conforme, le contrat est octroyé au 2^e soumissionnaire soit à Les Entreprises P.N.P. inc. au montant de 95 640 \$, soit 31 880 \$ par année.</p>

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2021-03-024 Services de nature technique</p> <p>Entretien ménager et cueillette d'ordures dans les bâtiments, les parcs et espaces verts de la Commission</p>	<p>1) Société Prospara inc. (Lot 1: 157 320 \$, Lot 2: 125 025 \$ et Lot 3: 296 415 \$) 2) Opus Coop, Coopérative de solidarité (Lot 1 : 179 756,70 \$, Lot 2: 156 836,85 \$ et Lot 3 : 365 717,28 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Opus Coop, Coopérative de solidarité au montant de 674 994,90 \$, soit: Lot 1 : 170 147,94 \$ (56 715,98 \$ par année) Lot 2 : 152 011,38 \$ (50 670,46 \$ par année) Lot 3 : 352 835,58 \$ (117 611,86 \$ par année)</p>
<p>2021-10-009 résilié Construction</p> <p>Travaux de drainage en façade au centre d'interprétation au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Le Groupe Less-Vil inc. (82 764 \$) 2) Drolet R. Excavation inc. (84 560 \$) 3) Gosselin Tremblay excavation inc. (87 800 \$) 4) Déneigement Daniel Lachance inc. (90 800 \$) 5) Excavation ETR inc. (98 800 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Le Groupe Less-Vil inc. au montant de 82 764 \$.</p>
<p>2021-10-014 Construction</p> <p>Consolidation des serres au domaine Catarqui</p>	<p>1) Construction TransParent (98 400 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction TransParent au montant de 98 400 \$.</p>
<p>1916-2122-10-004 Construction</p> <p>Travaux de drainage et d'électricité en façade au centre d'interprétation au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Drolet R. Excavation inc. (84 560 \$) 2) Construction Galipeau inc. (103 300 \$) 3) Les Entreprises Antonio Barrette inc. (115 749 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Drolet R. Excavation inc. au montant de 84 560 \$.</p>

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>1915-2122-10-002 Construction</p> <p>Restauration de la toiture en bardeaux de cèdre de la Maison du fermier et de la grange attenante au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (288 768 \$) 2) Signature Paquet Construction inc. (443 853,68 \$) – non conforme et non admissible.</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant négocié de 279 768 \$.</p>
<p>1914-2122-10-006 Construction</p> <p>Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes, lot 2, au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay (34 505 \$) 2) Construction N. Bossé inc. (59 940 \$) 3) Qualité Construction (CDN) ltée (63 250 \$) 4) Construction Bruno Blanchette (79 400 \$) 5) Canevas construction inc. (87 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay au montant de 34 505 \$.</p>
<p>2122-03-008 Construction</p> <p>Contrat à exécution sur demande - Travaux de peinture pour l'entretien des bâtiments et des infrastructures de la Commission</p>	<p>1) Services Peinture St-Laurent inc. (60 881 \$ par année) 2) Peinture Platinum inc. (67 375 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Services Peinture St-Laurent au montant de 182 643 \$, soit 60 881 \$ par année.</p>
<p>2122-03-007 Services de nature technique</p> <p>Vérification, inspection, estimation, entretien et réparation des systèmes et réseaux HVAC et de leurs contrôles</p>	<p>1) Av-Tech inc. (9 335,38 \$ par année) 2) Baulne inc. (10 450 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Av-Tech inc. au montant de 28 006,14 \$, soit 9 335,38 \$ par année.</p>

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2122-03-009 Construction</p> <p>Contrat à exécution sur demande - Service de maçonnerie pour l'entretien des immeubles</p>	<p>1) Maçonnerie Nouveau-Monde inc. (91 200 \$ par année) 2) Briquetal ltée (99 000 \$ par année) 3) Atwill-Morin (Québec) (100 264 \$ par année) 4) Gervais Jacques inc. (113 400 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Nouveau-Monde inc. au montant de 273 600 \$, soit 91 200 \$ par année.</p>
<p>2122-03-013 Construction</p> <p>Services d'un entrepreneur général pour contrat à exécution sur demande pour divers travaux auprès de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>1) Construction TransParent (161 480 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction TransParent au montant négocié de 452 670 \$ pour 3 ans soit un montant de 150 890 \$ par année.</p>
<p>2122-03-015 Construction</p> <p>Services d'un entrepreneur en électricité pour contrat à exécution sur demande pour divers travaux auprès de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>1) Pagui inc. (44 521 \$ par année) 2) Les Installations électriques monsieur Watt (Canada) inc. (48 530 \$ par année) 3) Av-Tech inc. (48 862,50 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Pagui inc. au montant de 133 563 \$, soit un montant de 44 521 \$ par année.</p>
<p>2003-2122-10-015 Construction</p> <p>Travaux de remplacement de parement en bois, de menuiserie et de peinture de la maison du gardien et de son garage au domaine Catarauqui</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (91 610 \$) 2) Construction Marc Bolduc inc. (143 000 \$) 3) Laberge & Allard inc. (223 500 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 91 610 \$.</p>

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2009-2122-01-003 Construction</p> <p>Lien piétonnier de la Coulée Saint-Denis</p>	<p>1) Construction Deric inc. (1 891,839 \$) 2) Construction BSL inc. (1 930 875 \$) 3) Parko inc. (1 976 943 \$) 4) Les Constructions Bé-Con inc. (1 989 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Deric inc. au montant de 1 891 839 \$.</p>
<p>2110-2122-10-020 Construction</p> <p>Consolidation du mur de remblai au domaine Catarauqui - Phase 2</p>	<p>1) Les Constructions Bé-Con inc. (409 490 \$) 2) Cimota inc. (418 500 \$) 3) Groupe Manexco inc.(454 910,04 \$) 4) Construction BSL inc. (563 675 \$) 5) Les Excavations Lafontaine inc. (702 015,51 \$) 6) Charles-Auguste Fortier inc. (702 834 \$) 7) Germain Construction inc. (1 274 862 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Constructions Bé-Con inc. au montant de 409 490 \$.</p>
<p>2103-2122-10-022 Construction</p> <p>Remplacement du revêtement et restauration des portes et fenêtres, façades nord et est de la maison Richard – parc des Moulins</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (174 315 \$) 2) Lévesque & Associés Construction inc. (196 500 \$) 3) Construction Marc Bolduc inc. (217 756 \$) 4) Menuiserie D. Pouliot inc. (223 700 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 174 315 \$.</p>
<p>2105-2122-10-024 Construction</p> <p>Construction pour une nouvelle entrée d'eau pour gicleurs à la maison du Gardien au domaine Catarauqui</p>	<p>1) Paradis aménagement urbain inc. (48 575,90 \$) 2) Maxi-Paysage inc. (57 557,43 \$) 3) Gosselin Tremblay excavation inc. (62 210 \$) 4) Groupe Manexco inc. (62 299,65 \$) 5) Les Excavations Lafontaine inc. (52 498,47 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Paradis aménagement urbain inc. au montant de 48 575,90 \$.</p>

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2102-2122-01-012 Construction</p> <p>Construction pour l'aménagement des aires d'accueil pour 5 parcs et sites de la Commission</p>	<p>1) Les mains vertes du paysage inc. (687 190,02 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les mains vertes du paysage inc. au montant négocié de 677 189,70\$.</p>
<p>2102-2122-01-006 Services professionnels</p> <p>Services professionnels en conception et fabrication de panneaux d'interprétation pour les sites de la Commission</p>	<p>1) Arium Design inc. 2) Bisson et Associés inc.</p>	<p>Évaluation par un comité de sélection tenue le 17 janvier 2022. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la qualité et prix ajusté le plus bas, le contrat est à Arium Design inc. au montant de 132 100 \$.</p>
<p>2122-03-028 Services de nature technique</p> <p>Contrat à exécution sur demande – Travaux d'arboriculture</p>	<p>1) Gestion Arboriculture inc. (47 790 \$) 2) Biothec Foresterie inc. (59 990 \$) 3) Histoire d'arbres, Coop de travailleurs (76 150 \$) 4) Abattage Larivée inc. (90 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Gestion arboriculture inc. au montant de 47 790 \$.</p>

8. CONSULTANTS EXTERNES

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :

- a) **la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) **le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) **le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) **le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) **une description de son mandat;**
- f) **la date de début de son contrat;**
- g) **la date prévue de fin de son contrat;**
- h) **sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

9. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.

a) le nom du projet :

- 1) Poursuite de l'implantation d'un logiciel de gestion de projets.
- 2) Développement d'un outil pour la gestion des requêtes citoyennes.
- 3) Poursuite d'abonnement en continu aux licences Microsoft Office avec offre infonuagique en collaboration et bureautique pour un an.

b) la nature du projet :

- 1) Consiste à soutenir les opérations implantées du système et développer des rapports personnalisés pour les suivis de l'organisation.
- 2) Terminer l'optimisation de diverses requêtes citoyennes.
- 3) Avoir une meilleure maintenance et gestion des systèmes informatiques incluant la téléphonie.

c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :

- 1) 163 890 \$
- 2) 10 800 \$
- 3) 35 13 \$

e) les plus récentes évaluations du coût du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

9. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total, et ventilés par année financière :

- 1) 65 520 \$ en 2018-2019 et 47 252 \$ en 2019-2020 et 31 054 \$ en 2020-2021 et 9 894 \$ en 2021-2022
- 2) 2 295 \$ en 2020-2021 et 5 065 \$ en 2021-2022
- 3) 2 886 \$ en 2020-2021 et 22 096 \$ en 2021-2022

g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :

Non pertinent à l'étude des crédits.

i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :

- 1) 94 %
- 2) 68 %
- 3) 71 %

j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :

Non pertinent à l'étude des crédits

k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

Non pertinent à l'étude des crédits.

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;

Non applicable pour les infrastructures, mais en cours d'évaluation pour les outils de bureautique.

m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

Aucun

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles.

(https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_r_eference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf).

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

10. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 14 045 \$
 - b) mobilier de bureau : 11 716 \$
 - c) ameublement : aucun
 - d) décoration et embellissement : aucun.
 - e) distributeur d'eau de source : Coût : 281 \$
 - f) remboursement des frais de transport
 - g) remboursement des frais d'hébergement
 - h) remboursement des frais de repas
- } Coût total pour f) g) h)
- Coût : 7 251 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
- i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
 - j) participation à des congrès et colloques
Coût : 174 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 11 265 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

11. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 ventilé par mois de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- c) les coûts d'acquisition des appareils;

- d) le coût d'utilisation des appareils;

- e) le coût des contrats téléphoniques;

- f) les noms des fournisseurs;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- g) le nombre de minutes utilisées;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministre ou l'organisme;

- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministre ou l'organisme;

- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;

- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Téléphones cellulaires utilisés :

Nombre de téléphones cellulaires	27
Coût d'acquisition	0 \$
Coût d'utilisation	9 272,44 \$
Coût des contrats téléphoniques	9 213,23 \$
Nom des fournisseurs	Telus
Nombre de minutes utilisées	115 883

Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
-------------------------------------	---

Nombre de tablettes électroniques et d'ordinateurs portables utilisés	4 tablettes et 25 portables
Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables)	28 523 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1.%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

12a MINORITÉ VISIBLES 35 ANS ET +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- **le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique

12b MINORITÉS VISIBLES DE 35 ANS ET MOINS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12c JOURS DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12d RÉSERVE DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique

12e HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12f JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- **le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12g RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12h PERSONNEL DOUBLE RÉMUNÉRATION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

12i EFFECTIFS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR TERRITOIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12j EFFECTIFS COMPLEXITÉ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12k EFFECTIFS TRAITEMENT SUPÉRIEUR

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

12I POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie d'emploi	
Personnel d'encadrement	4
Personnel professionnel	21
Techniciens	14
Personnel de bureau	3
Ouvriers	8
Autres (personnel des services à la clientèle)	5
TOTAL ⁽¹⁾	55

- (1) L'ensemble du personnel de la Commission travaille dans la région de la Capitale-Nationale.

12m EFFECTIFS 5 PROCHAINS EXERCICES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- **le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

12n NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- **le nombre d'employés permanents et temporaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

12o DÉPARTS VOLONTAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

12p POSTES ABOLIS PAR MINISTÈRE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- **Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.**

Aucun poste n'a été aboli en 2021-2022.

12q EFFECTIF AUTORISÉ LOI 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- **l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

12r POSTES VACANTS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Au 31 mars 2021 il y a 16 postes vacants représentant 21,83 ETC.

13a. DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023 :

- **le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.**

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

13b. REMPLACEMENTS SELON PGRH

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023 :

- **le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**

Ne s'applique pas.

13c. RETRAITÉS À CONTRAT

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023 :

- **le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Nous avons embauché une personne retraitée à contrat pour l'année 2021-2022.

14. BAUX SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2021 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

15. ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) la valeur estimée de ceux-ci;**
- c) les coûts d'entretien annuel;**
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Aucun.

16. AMÉNAGEMENT

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La réponse à cette question est incluse à la question 14.

17. MEMBRE DU CABINET

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description des tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Ne s'applique pas.

18. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Ne s'applique pas.

19. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2022-2023.

La Commission de la capitale nationale du Québec est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la *Loi sur la fonction publique*.

20. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

21. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

22. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

La Commission de la capitale nationale du Québec est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la *Loi sur la fonction publique*.

23. ABONNEMENTS

La liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.

Journal de Québec	89,99 \$	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l'information loi annotée (mise à jour)	396,00 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 21-22	32,00 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	163,34 \$	Finance (électronique)
Cap-aux-Diamants	74,58 \$ / 2 ans	Histoire et patrimoine
L'Ancêtre	Gratuit	Histoire et patrimoine
Total :	865,86 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)

Aucun.

24. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune.

25. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- k) Coûts liés à la réservation de noms de domaines avec GoDaddy.

2021-2022

a) Nom du site Web :	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :	Commission : Ixmédia ancien site et Vortex Solution nouveau site Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site :	capitale.gouv.qc.ca : 25 500\$ pour la refonte et 800 \$ pour la sauvegarde FTP de l'ancien site Web par Vortex Solution (26 300 \$)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	Ixmédia : 455 \$ (hébergement) + 500 \$ (entretien) Vortex Solution : 798 \$ (hébergement) + 3 128 \$ (entretien) Hébergement sites Commission et Observatoire : 1 253 \$ Entretien sites Commission et Observatoire : 3 628 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte :	Le site a été refait 1 fois en 2021-2022 pour des raisons d'efficacité et d'optimisation. 25 500\$ pour la refonte et 800\$ pour la sauvegarde FTP de l'ancien site Web par Vortex Solution (26 300 \$)
f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site	Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
g) Fréquence moyenne de mise à jour :	En continu.
h) Responsable du contenu sur le site :	Service des communications et de la promotion : Josyca Mercier, conseillère en marketing

25. SITES INTERNET

i) Noms de domaines réservés :	domainecataraqi.com domainecataraqi.ca domainecataraqi.org observatoirecapitale.org observatoirecapitale.com observatoirecapitale.org
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines avec GoDaddy:	108 \$ pour 2 ans pour deux noms de domaine : observatoirecapitale.com ccnq.org
k) Coûts liés au renouvellement de certificat de sécurité (SSL) avec GoDaddy	www.observatoirecapitale.com : 124,99 \$ pour 1 an

26. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Ne s'applique pas.

27. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Ne s'applique pas.

28. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

29. CRÉDITS PÉRIMÉS ET GEL DE CRÉDITS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

30. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

31. PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

32. TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement, indiquer, de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre :

- a) les sommes reçues;
- b) la ou les dates des versements;
- c) et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

33. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – SCT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- **le montant total des primes au rendement et des bonis.**

Aucune prime au rendement n'a été versée en 2021-2022.

34. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – CABINET

Pour chaque cabinet ministériel, fournir, pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas.

35. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATION DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- **le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

Aucune prime de départ n'a été versée en 2021-2022.

36. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

37. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

38. RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

39. INITIATIVES OU MAJORATIONS DES PROGRAMMES EXISTANTS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. DÉPENSES EN INFORMATIQUE ET EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres)

a) la dépense totale (opération et capital)

Les informations sont disponibles dans la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

b) les grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

41. MASSE SALARIALE

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

42. TAUX D'ABSENTÉISME

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

43. COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Association	Dépense totale
Ordre des ingénieurs du Québec	1 127,26\$
Chambre des notaires	1 834,11\$
Barreau du Québec	1 811,36\$
Ordre des architectes	1 147,14\$
Ordre des urbanistes	705,05\$
Ordre des CPA	2 114,80\$
Ordre des CRHA	701,60\$
Total	9 441,32\$

44 SONDAGES

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisé par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

Aucun sondage effectué en 2021-2022.

45. DÉPENSES PUBLICITAIRES – MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET INTERNET

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;**

Dans la dernière année, aucune dépense publicitaire n'a été effectuée dans les médias communautaires (0 %).

- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

Le pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux (1 348 \$) de l'ensemble des dépenses en publicité et en articles promotionnels (19 089 \$) se situe à 7 %.

46. ACHATS CRÉDITS CARBONE

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun.

47. TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

Ne s'applique pas.

48. RAPPORT FINAL CSDEPJ

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le ministre responsable de ce dossier.

49. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous sommes dans l'obligation de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

50. OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2020

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

51. MESURES DE TÉLÉTRAVAIL / TRAVAIL À DISTANCE

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- b) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;**
- c) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

52. REMBOURSEMENT MATÉRIEL TÉLÉTRAVAIL

Sommés dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucun remboursement n'a été effectué aux employés pour le matériel requis pour le télétravail.

53. EMPLOYÉS ABSENTS COVID-19

Nombre d'employés ayant été absents du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

54. SOUTIEN EMPLOYÉS – SANTÉ MENTALE

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) **les sommes dépensées;**
- b) **le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);**
- c) **les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

55. ENTRETIEN MÉNAGER ET DÉSINFECTION DES LOCAUX

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) le total des sommes dépensées;
- b) le nom des fournisseurs retenus;
- c) la liste des contrats.

La Société québécoise des infrastructures est responsable du contrat d'entretien ménager et désinfection des locaux.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

56. COÛT MESURES – CNESST

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST.

57. AUTORISATION ART. 17, LOI SUR LES CONTRATS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

58 DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 de la Commission.

59. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Ne s'applique pas.

60. RÉMUNÉRATION DES STAGES

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :

a) nombre de stagiaires reçus;

1 stagiaire reçu en 2021-2022

b) heures de stages effectués;

Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits

c) rémunération totale déboursée.

2 370,17 \$

61. DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES COVID-19

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

	Année 2020-2021			Année 2021-2022		
	Siège social	Parcs	Chantier Nouvelles-Casernes	Siège social	Parcs	Chantier Nouvelles-Casernes
Matériel désinfectant	1 257 \$	321 \$		Aucune	357 \$	
Matériel de protection	1 173 \$	500 \$		52 \$	111 \$	
Entretien ménager	Aucune	23 150 \$		Aucune	30 995 \$	
Cueillette ordures	Aucune	2 587 \$		Aucune	3 332 \$	
Mesures sanitaires	Aucune	Aucune	56 250 \$	Aucune	Aucune	18 750 \$
Total	2 430 \$	26 558 \$	56 250 \$	52 \$	34 795 \$	18 750 \$

62. DÉPENSES IMPLANTATION NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

Ne s'applique pas.

63. AMENDES PERÇUES 5 DERNIÈRES ANNÉES

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucune.



RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des questions

1.	Voyages hors Québec	18.	Actifs immobiliers excédentaires
2.	Voyages en avion ou en hélicoptère	19.	Portrait des actifs excédentaires
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	20.	Rénovations, déménagement, aménagement
4.	Publicité Internet	21.	Cabinet ministériel – Rénovations, déménagement, aménagement
5.	Conférence de presse, événements médiatiques	22.	Cabinet ministériel – Personnel
6.	Formation en communication	23.	Budget discrétionnaire
7.	Formation en communication – Personnel politique	24.	Personnel hors structure
8.	Contrats octroyés	25.	Personnel en disponibilité
9.	Appels d'offres publics	26.	Occasionnels mis à pied
10.	Consultants externes	27.	Postes abolis par bureau au régional
11.	Développement informatique	28.	Effectifs – Bureau régional
12.	Développement informatique en infonuagique	29.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
13.	Dépenses diverses	30.	Abonnements
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	31.	Abonnements cabinet
15.	Effectif	32.	Billets de saison, loges, club privé
16.	Départs à la retraite, remplacements et contrats	33.	Sites Internet
17.	Baux SQI	34.	Nominations négociateurs, commissaires, experts, enquêteurs

35.	Visites ministérielles et sous-ministérielles
36.	Adjointes parlementaires
37.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
38.	Ententes gouvernement fédéral et province
39.	Crédits périmés et gel de crédits
40.	Revenus autonomes et tarification
41.	Dépenses de fonctionnement – Plan de réduction
42.	Sommes reçues du gouvernement fédéral
43.	Primes au rendement et bonis
44.	Cabinet ministériel – Primes au rendement et bonis
45.	Primes de départ, allocations de transition
46.	Augmentations de salaire
47.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée – Cadres et dirigeants
48.	Déplacés de leur fonction – Cadres et dirigeants
49.	Programmes existants – Reconduction
50.	Programmes existants – Initiatives ou majorations
51.	Plan Nord – Employés ou ETC
52.	Plan Nord – Budget
53.	Stratégie maritime – Employés ou ETC
54.	Stratégie maritime – Budget
55.	Fonds d'électrification et de changements climatiques -Programmes financés
56.	Fonds des ressources naturelles – Programmes financés

57.	Fonds du Plan Nord – Programmes financés
58.	Services juridiques – Sommes allouées à l'externe
59.	Informatique et technologies de l'information – Sommes dépensées
60.	Masse salariale
61.	Taux d'absentéisme
62.	Rapports, études, avis, analyses, enquêtes
63.	Cotisations à des associations
64.	Rencontres diplomatiques, politiques, sommets et négociations – Liste
65.	Rencontre diplomatiques, politiques, sommets et négociations – Détails
66.	Sondages
67.	Publicité – Médias communautaires et Internet
68.	Achat crédits carbone
69.	Portrait de l'empreinte carbone
70.	Transfert d'emplois en région
71.	Politique jeunesse du Québec
72.	Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026
73.	Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026
74.	Droit des enfants et Protection de la jeunesse
75.	Action communautaire – Plan d'action
76.	« Le racisme au Québec, Tolérance zéro »
77.	Personnes immigrantes – Reconnaissance des acquis et des compétences
78.	Protection des renseignements personnels

79.	Politique culturelle du Québec
80.	Autochtones – Femmes et filles autochtones – Enquête nationale
81.	Commission des autochtones – Suivi des recommandations
82.	« Faire plus et mieux » – Plan d'action pour le développement social et culturel des Premières nations et des inuits
83.	« Prévenir, réduire et traiter » – Plan d'action
84.	Politique gouvernementale de prévention en santé – Plan d'action interministériel 2017-2021
85.	« Agissons » contre la violence conjugale – Plan d'action
86.	« Ensemble, nous sommes le Québec » – Stratégie d'action
87.	Main-d'œuvre 2018-2023 – Stratégie nationale
88.	Plan d'action pour la main-d'oeuvre
89.	« Un Québec pour tous les âges » – Plan d'action 2018-2023
90.	Occupation et vitalité des territoires – Stratégie gouvernementale 2018-2022
91.	Allègement réglementaire et administratif – Plan d'action 2020-2025
92.	Plan d'agriculture durable 2020-2023
93.	Politique bioalimentaire 2018-2025
94.	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois
95.	Économie sociale – Plan d'action 2020-2025
96.	Croissance et technologies propres – Plan d'action 2018-2023
97.	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022
98.	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2020
99.	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027
100.	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026

101.	Économie numérique – Plan d'action 2016-2021
102.	Stratégie maritime 2015-2023
103.	Aluminium – Stratégie québécoise de développement 2015-2025
104.	Produits forestiers – Stratégie de développement de l'industrie québécoise 2018-2023
105.	Relance des exportations – Plan d'action
106.	Plan pour une économie verte 2020-2023
107.	Développement durable – Stratégie gouvernementale 2015-2020
108.	Stratégie québécoise de l'eau – Actions et dépenses
109.	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec
110.	Conciliation travail-famille
111.	Application de l'analyse différenciée selon les sexes
112.	Électrification des transports
113.	Rétention des travailleurs d'expérience
114.	Violence conjugale – Plan d'action
115.	Femmes en contexte de pandémie – Plan d'action
116.	Droits des enfants et Protection de la jeunesse
117.	Exploitation sexuelle des mineurs – Rapport de la commission spéciale
118.	« Rebâtir la confiance » Victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale
119.	COVID-19 – Mesures de télétravail
120.	COVID-19 – Primes
121.	COVID-19 – Mises à pied et non-renouvellement de contrats
122.	COVID-19 – Télétravail coût matériel

123.	COVID-19 – Sécurité informatique
124.	COVID-19 – Vidéo-conférence
125.	COVID-19 – Remboursement matériel télétravail
126.	COVID-19 – Employés absents
127.	COVID-19 – Soutien employés santé mentale
128.	COVID-19 – Matériel de protection individuel
129.	COVID-19 – Entretien ménager et désinfection des locaux
130.	COVID-19 – Avis DNSP et INSPQ
131.	COVID-19 – Coût mesures CNESST
132.	COVID-19 – Plaintes du public
133.	COVID-19 – Consignes des cabinets ministériels

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions;
- l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

Aucun voyage hors Québec en 2021-2022.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 :

- a) **les raisons du déplacement;**
- b) **l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) **les coûts ventilés;**
- d) **le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- e) **pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Communications numériques

Gré à gré

Facebook

Description : Publicités sur les médias sociaux pour les circuits virtuels primaire et secondaire pour le programme Découvrir la Capitale.

Coût : 1 348 \$

Active Campaign

Description : Envoi d'infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 1 657 \$

Alerti Business

Description : Outil afin de surveiller les sites d'avis, le web et les réseaux sociaux.

Coût : 858 \$

GoDaddy

Description : Renouvellement de noms de domaine- Observatoirecapitale.com et ccnq.org avec les certificats de sécurité pour 2 ans.

Coût : 403 \$

Jotform

Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles.

Coût : 65 \$

Publicités pour l'Observatoire de la Capitale

Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)

Description : Publicité et rédactionnel dans le guide touristique 2020-2021 de l'OTQ.

Coût : 2 000 \$

Autres

Gré à gré

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Description : Avis dans la gazette officielle pour lois et règlements.

Coût : 596 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Actions institutionnelles

Gré à gré

Jean-Philippe Labrie

Description : Photos et retouches pour le rapport annuel 2020-2021, séance de photos au parc des Moulins et contrat pour la réalisation de photos hivernales sur 7 sites de la Commission.

Coût : 1 238 \$

CNW Telbec (une société Cision)

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d'annonce de projet.

Coût : 679 \$

Contrat ou mandats en graphisme

Gré à gré

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoiement, d'affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 8 529 \$

Contrat ou mandats pour révision linguistique

Gré à gré

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 1 716 \$

4. PUBLICITÉ INTERNET

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Dépenses mensuelles sur les médias sociaux	Dépenses en valeur monétaire	Nom de la firme	Liste des contrats octroyés et mode d'octroi	But visé pour la dépense
Février et mars 2022	1 348 \$	Facebook	Aucun contrat octroyé Dépenses sur Facebook	Notoriété de la Commission (Programme Découvrir la capitale nationale)

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

4. PUBLICITÉ INTERNET

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

5. CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme

- e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe

- i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement

Veillez vous référer à la question 4 des renseignements généraux pour cette question.

6. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Voir la réponse à la question 5 des renseignements généraux.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%20202.pdf>

6. FORMATION EN COMMUNICATION

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

7. FORMATION EN COMMUNICATION – PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) **les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;**
- b) **le but visé par chaque dépense;**
- c) **la nature de la formation;**
- d) **les personnes ou la firme qui ont donné la formation;**
- e) **les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1.%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

8. CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

APPELS D'OFFRES SUR INVITATION

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
A.G. Consultant en affichage événementiel	Impression, livraison, réparation, installation, démontage et nettoyage des oriflammes de la promenade Samuel-De Champlain et du domaine Catarqui	12 729,00 \$
Gestion vert-sol-eau inc.	Entretien des bassins d'eau des parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	30 520,00 \$
La Jardinerie F. Fortier	Fleurs annuelles saison 2022	11 751,25 \$
Les Productions Cina inc.	Capsule numérique pour le secondaire Découvrir la capitale	15 925,00 \$
Matériaux Paysagers Savaria ltée	Achat et livraison de substrats pour les parcs et espaces verts de la Commission	23 174,40 \$
Mono-Lino inc.	Impression, récupération, installation et démontage des oriflammes de la Promenade Samuel-De-Champlain, du domaine Catarqui et du parc du Bois-de-Coulonge	15 208,00 \$
Productions Go	Production d'une capsule numérique dédiée au niveau primaire pour le programme « Découvrir la capitale nationale »	8 500,00 \$
Référence Systèmes inc.	Achat de douze (12) ordinateurs portables avec sacs de transport	15 417,00 \$
Solotech inc.	Acquisition de bornes interactives pour la vitrine stratégique de la place des Canotiers	20 376,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
9319-0791 Québec inc. f.a.s.r.s. Hôte de la Capitale	Nettoyage des hottes de cuisine au domaine Catarauqui	4 320,00 \$
9412-7628 Québec inc. (Entretien Bionaissance)	Éradication des espèces nuisibles	25 900,00 \$
Active Campaign	Renouvellement du contrat Active Campaign	1 613,00 \$
Advisa inc.	Modification des écrans tactiles de l'Observatoire de la Capitale	3 150,00 \$
Agence spatiale inc.inc.	Services professionnels – Conception d'une vitrine stratégique à la place des Canotiers	23 500,00 \$
Alexandre Zacharie	Production de capsules vidéos pour le chantier des Nouvelles-Casernes	9 760,00 \$
Atelier D. Architecture et design Laflamme	Services professionnels en architecture – Étanchéisation des fondations du bâtiment de l'atelier du jardinier au domaine Catarauqui	8 050,00 \$
Auger & Dubord, arpenteurs- géomètres inc.	Services professionnels – Relevé d'arpentage du pont n° 1 au parc des Moulins	4 500,00 \$
Auger & Dubord, arpenteurs- géomètres inc.	Services professionnels – Relevé d'arpentage et lignes bathymétriques le long de la rivière Duberger au parc des Moulins	5 000,00 \$
Av-Tech inc.	Contrat à exécution sur demande/Entretien et réparation d'équipement de cuisine commerciale dans les bâtiments de la Commission	7 337,50 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Axys consultants inc.	Services professionnels en ingénierie - Consolidation des fondations de la serre horticole et réparation de la dalle de béton de la serre viticole du domaine Catarauqui	14 215,00 \$
Axys consultants inc.	Analyse dalle structurale - Écurie parc du Bois-de-Coulonge	2 500,00 \$
Bell Canada	Connexion internet Bell pour les bâtiments B1 et B5 à la promenade Samuel-de Champlain	6 692,40 \$
Bell Canada	Connexion internet Bell et ligne pour ascenseur pour le bâtiment B4 (bâtiment des baigneurs) à la promenade Samuel-de Champlain	4 786,20 \$
Bêty Expert-conseil inc.	Services d'ingénierie pour l'ajout de gicleurs à la maison du gardien au domaine Catarauqui	16 650,00 \$
Bio Naissance Charlesbourg Beauport	Contrat à exécution sur demande - Éradication espèces nuisibles dans les parcs et espaces verts de la Commission	14 000,00 \$
Bouthillette Parizeau inc.	Services professionnels en ingénierie pour la salle mécanique du Quai-des-Flots	1 968,75 \$
Brille-O-Max inc.	Nettoyage de gouttières sur l'ensemble des bâtiments de la Commission	12 420,00 \$
Christian Denis	Évaluation de la valeur patrimoniale du mobilier ancien du domaine Catarauqui	5 000,00 \$
Claris	Renouvellement licences d'utilisateurs FileMaker	1 300,00 \$
Compagnie Général Motors du Canada	Achat d'un véhicule léger via le Centre d'approvisionnement gouvernemental (CAG)	58 751,00 \$
Compugen inc.	Renouvellement licences "Creative Cloud"	3 810,30 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Côté Fleury inc.	Système de communication des alarmes au Quai-des-Flots	4 079,00 \$
CPU Service d'ordinateur inc.	Contrat à exécution sur demande - Entente de support informatique 2021-2022	2 125,00 \$
CPU service inc.	Achat et livraison d'équipement réseau pour les bâtiments B1, B4 et B5 – promenade Samuel-De Champlain	5 044,00 \$
Daoust Lestage inc.	Services professionnels en architecture - Entretien et mise à jour de la finition des éléments en bois de la promenade Samuel-De Champlain, phase 1	18 000,00 \$
Delisle Monuments	Fabrication et installation socle en granite pour bicentenaire de l'indépendance de l'Amérique du Sud	4 940,00 \$
Denis Bouchard	Assistance de suivi de travaux dans les différents parcs et espaces verts de la Commission	9 500,00 \$
Département studio créatif inc. (DPT inc.)	Services professionnels en technologie de l'information pour le développement d'une expérience numérique pour l'interprétation du site historique Cartier-Roberval	97 100,00 \$
DeVroomen Bulb Canada inc.	Fourniture et livraison de bulbes pour la saison 2021	2 945,75 \$
Douglas Consultants inc.	Services professionnels en génie de structure/ Restauration de deux (2) ponts au parc des Moulins	19 200,00 \$
Douglas Consultants inc.	Services professionnels en génie de structure / Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes au parc du Bois-de-Coulonge	4 750,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Fabrication de bannières d'accueil et de parcs de la Commission	6 480,00 \$
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Fabrication et livraison de bannières d'accueil pour les parcs de la Commission	6 365,00 \$
Écogénie inc.	Services professionnels en ingénierie – Assistance au projet de restauration des rives du parc des Moulins	23 700,00 \$
Émile Guilbeault-Cayer	Production du contenu de deux capsules numériques pour le programme « Découvrir la capitale nationale	5 000,00 \$
EMS Ingénierie inc.	Services professionnels en ingénierie/Inspection de la structure de la grange du parc du Bois-de-Coulonge	2 250,00 \$
Englobe Corp.	Services professionnels de laboratoire – Consolidation des fondations de la serre horticole et réfection de la dalle de béton de la serre viticole au domaine Cataraquí	13 746,00 \$
Enseigne Dumas	Fabrication et livraison d'une plaque en bronze en hommage au bicentenaire de l'Amérique-Centrale	3 747,00 \$
Entretien J.B. Expert inc. (Division Abris Auto Experts inc.)	Pavoisement pour les parcs et les espaces verts de la Commission	13 310,00 \$
Entretien JB Expert inc.	Remplacement d'un câble d'acier galvanisé sur un mât de drapeau au parc du Bois-de-Coulonge	2 350,00 \$
François Ménard	Services professionnels en ingénierie - Étanchéité du bassin de la fontaine au parc de la Francophonie	11 475,00 \$
Géolocation SPRCP inc.	Arpenteur-géomètre pour nouvelles servitudes PSDC Phase 3	5 975,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Gérard Bourbeau & Fils inc.	Fourniture et livraison d'équipement de jardinage pour l'entretien des parcs et espaces verts de la Commission	2 388,74 \$
Gestion parasitaire de la Capitale inc.	Services antiparasitaires pour les bâtiments et les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	11 175,00 \$
Groupe ETR	Contrat à exécution sur demande / Achat d'affiches diverses, de quincaillerie et d'installation pour les parcs et les espaces verts de la Commission	2 500,00 \$
Groupe F.V.P. inc.	Nettoyage des surfaces dures de la promenade Samuel-De Champlain	7 833,35 \$
Groupe V.R.S.B. inc.	Services professionnels en arpentage - Relevé topographique - Nouvelles-Casernes	1 875,00 \$
H2prO	Contrat à exécution sur demande pour l'entretien des équipements de filtration dans les parcs et espaces verts de la Commission	1 746,00 \$
Hypertec Systèmes inc.	Achat de portables Dell	11 847,80 \$
Icetek Climatisation inc.	Inspection et réparation des systèmes de ventilation, de climatisation et de géothermie du quai des Cageux	7 184,00 \$
Insight Canada inc.	Achat de portables HPZbook	9 925,25 \$
Investigation EMS inc.	Services professionnels en ingénierie structurale pour le pont n° 1 au parc des Moulins	90 221,95 \$
J P Labrie, photographe	Suivi photographique de chantier - Nouvelles-Casernes	2 025,00 \$
Jobillico inc.	Abonnement de 2 ans sur le site Jobillico	3 771,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
KPMG s.r.l./ S.E.N.C.R.L.	Évaluation des processus	10 000,00 \$
La Boîte à Idées Architecture inc.	Services professionnels en architecture / Rénovation et restauration de l'ancienne centrale électrique au parc du Bois-de-Coulonge	21 355,00 \$
La Horde patrimoine appliqué inc.	Surveillance archéologique des travaux d'inspection des fortifications du parc du Cavalier du Moulin	13 200,00 \$
Laboratoire d'expertise de Québec ltée	Services professionnels en ingénierie pour le contrôle de la qualité des matériaux pour les travaux de l'escalier du Bois-de-Coulonge	13 551,50 \$
Lamontagne Consultants	Traitement chimique d'urgence contre la maladie hollandaise de l'orme	13 613,60 \$
Le Groupe Essa inc.	Nettoyage des surfaces dures à la promenade Samuel-De Champlain	11 380,00 \$
Les Consultants Gen+ inc.	Services professionnels d'ingénierie en structure - Avis technique sur la structure de toiture à l'atelier du peintre au domaine Catarqui	2 000,00 \$
Les Jardins d'Antoine inc.	Nivellement de la cour intérieure de la Villa du domaine Catarqui	4 780,00 \$
Les Services EXP inc.	Services professionnels en ingénierie - Enlèvement de l'amiante et du réservoir de mazout de l'ancienne serre viticole au domaine Catarqui	18 970,55 \$
Lirette Dactylo Service inc.	Acquisition d'ordinateurs et mise à niveau de la caisse enregistreuse à l'Observatoire de la Capitale	4 055,00 \$
Lizotte Médico-experts	Expertise médicale	2 100,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Malette	Avis fiscal pour la cession du boisé des Compagnons-de-Cartier	2 625,00 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Services de graphisme pour la réalisation de divers mandats et du rapport annuel de la Commission	8 300,00 \$
Méconair inc.	Services professionnels en ingénierie / Conception de plans et devis pour la rénovation et la mise aux normes de l'ancienne centrale électrique	8 900,00 \$
Médisolution (2009) inc.	Mise à jour Virtuo	4 370,00 \$
Médisolution (2009) inc.	Contrat d'entretien et support applicatif pour VIRTUO du 1er avril 2022 au 31 mars 2023	22 584,00 \$
Menuiserie Gilles Simard inc.	Contrat à exécution sur demande de travaux d'ébénisterie	12 450,00 \$
Monette Express (Québec)	Contrat à exécution sur demande - Services de déménagement pour l'année 2021-2022	7 500,00 \$
Norton Rose Fulbright Canada LLP	Services professionnels / Accompagnement juridique en droit du travail	15 000,00 \$
Nvira Environnement inc.	Services professionnels – Prélèvement et analyse de matériaux pour vérifier la présence d'amiante au parc des Moulins	3 400,00 \$
Nvira Environnement inc.	Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols au parc des Moulins	18 520,00 \$
Paul-Gaston L'Anglais	Services professionnels en archéologie– Identification et analyse d'un canon ancien	2 800,00 \$
Pépinières Jasmin	Approvisionnement de vivaces, d'arbres et d'arbustes	3 556,25 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Présence	Acquisition d'haut-parleurs et installation pour PSC3 bâtiment B4	3 760,00 \$
Protection incendie PC inc.	Contrat d'entretien du système d'extinction automatique d'incendie des hottes de cuisine aux bâtiments pour 2 ans	9 596,40 \$
Publicité Maca inc.	Fourniture et livraison de vêtements promotionnels	1 827,80 \$
Québec multiplants	Approvisionnement de vivaces, d'arbres et d'arbustes	1 142,90 \$
Reboisement Les Cents Frontières inc.	Travaux de terrassement de finition autour de la maison Brassard	3 750,00 \$
Régulvar inc.	Inspection et réparation du système de contrôle de ventilation du quai des Cageux	4 350,00 \$
Rénovation M.D.R. inc.	Reconstruction du chaperon en bardeau de cèdre du muret au domaine Cataract	14 008,00 \$
Réserve Indienne de Wendake	Services de surveillance archéologique dans le cadre des projets réalisés par la Commission de la capitale nationale du Québec	90 000,00 \$
Scierie Mobile Gilbert inc.	Fourniture et livraison d'outillage	1 983,95 \$
Société Rivière St-Charles	Damage du sentier au parc des Moulins	8 205,90 \$
Solid Caddgroup inc.	Renouvellement de licences AutoCad	3 590,00 \$

8. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

8. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Stantec Experts-conseils ltée	Services professionnels en ingénierie pour des travaux de drainage et d'éclairage d'une section de bâtiment des Nouvelles-Casernes	36 253,00 \$
STB Experts-Conseils inc.	Service Ingénierie entrée d'eau gicleur maison du gardien CAT	6 100,00 \$
St-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	Services professionnels en architecture / Restauration du moulin à vent au parc des Moulins	24 760,00 \$
Tétra-Tech QI inc.	Services professionnels en ingénierie/ Consolidation du mur remblai de la falaise du domaine Catarqui (Lot 2)	20 109,00 \$
Unified Communications (Tele-Communication inc.) (Master Card)	Achat d'une tablette	2 157,80 \$
WSP Canada inc.	Expertise en ingénierie pour le dossier de réclamation d'assurances du projet des Nouvelles-Casernes - phase 1	15 000,00 \$
WSP Canada inc.	Expertise de l'état de la maçonnerie du mur pignon nord de la maison Cayouette	8 000,00 \$
Xerox Canada ltée	Location d'imprimante Xerox	3 000,00 \$
XYZ Technologie culturelle inc.	Achat et livraison de lampes pour projecteur à l'Observatoire	1 349,74 \$

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2021-03-009 Services de nature technique</p> <p>Déneigement au sol pour divers parcs et espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>Lot 1 1) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (58 167 \$) -non conforme 2) Les Entreprises Lou-Vil inc. (66 240 \$) 3) Transport GCH inc. (70 590 \$)</p> <p>Lot 2 1) Transport GCH inc. (76 800 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (77 982 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (80 100 \$)</p> <p>Lot 3 1) Transport GCH inc. (140 880 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (140 952 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (142 500 \$)</p> <p>Lot 4 1) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (93 522,00 \$) – non conforme 2) Les Entreprises P.N.P. inc. (95 640 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (102 960 \$)</p>	<p>Lot 1 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant non conforme, le contrat est octroyé au 2^e soumissionnaire soit à Les Entreprises Lou-Vil inc. au montant de 66 240 \$, soit 22 080 \$ par année.</p> <p>Lot 2 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Transport GCH inc. au montant de 76 800 \$, soit 25 600 \$ par année.</p> <p>Lot 3 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Transport GCH inc. au montant de 140 880 \$, soit 46 960 \$ par année.</p> <p>Lot 4 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant non conforme, le contrat est octroyé au 2^e soumissionnaire soit à Les Entreprises P.N.P. inc. au montant de 95 640 \$, soit 31 880 \$ par année.</p>
<p>2021-03-024 Services de nature technique</p> <p>Entretien ménager et cueillette d'ordures dans les bâtiments, les parcs et espaces verts de la Commission</p>	<p>1) Société Propara inc. (Lot 1: 157 320 \$, Lot 2: 125 025 \$ et Lot 3: 296 415 \$) 2) Opus Coop, Coopérative de solidarité (Lot 1: 179 756,70 \$, Lot 2: 156 836,85 \$ et Lot 3: 365 717,28 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Opus Coop, Coopérative de solidarité au montant de 674 994,90 \$, soit:</p> <p>Lot 1: 170 147,94 \$ (56 715,98 \$ par année) Lot 2: 152 011,38 \$ (50 670,46 \$ par année) Lot 3: 352 835,58 \$ (117 611,86 \$ par année)</p>

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2021-10-009 résilié Construction</p> <p>Travaux de drainage en façade au centre d'interprétation au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Le Groupe Less-Vil inc. (82 764 \$) 2) Drolet R. Excavation inc. (84 560 \$) 3) Gosselin Tremblay excavation inc. (87 800 \$) 4) Déneigement Daniel Lachance inc. (90 800 \$) 5) Excavation ETR inc. (98 800 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Le Groupe Less-Vil inc. au montant de 82 764 \$.</p>
<p>2021-10-014 Construction</p> <p>Consolidation des serres au domaine Catarqui</p>	<p>1) Construction TransParent (98 400 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction TransParent au montant de 98 400 \$.</p>
<p>1916-2122-10-004 Construction</p> <p>Travaux de drainage et d'électricité en façade au centre d'interprétation au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Drolet R. Excavation inc. (84 560 \$) 2) Construction Galipeau inc. (103 300 \$) 3) Les Entreprises Antonio Barrette inc. (115 749 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Drolet R. Excavation inc. au montant de 84 560 \$.</p>
<p>1915-2122-10-002 Construction</p> <p>Restauration de la toiture en bardeaux de cèdre de la Maison du fermier et de la grange attenante au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (288 768 \$) 2) Signature Paquet Construction inc. (443 853,68 \$) – non conforme et non admissible.</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant négocié de 279 768 \$.</p>

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>1914-2122-10-006 Construction</p> <p>Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes, lot 2, au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay (34 505 \$) 2) Construction N. Bossé inc. (59 940 \$) 3) Qualité Construction (CDN) ltée (63 250 \$) 4) Construction Bruno Blanchette (79 400 \$) 5) Canevas construction inc. (87 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay au montant de 34 505 \$.</p>
<p>2122-03-008 Construction</p> <p>Contrat à exécution sur demande - Travaux de peinture pour l'entretien des bâtiments et des infrastructures de la Commission</p>	<p>1) Services Peinture St-Laurent inc. (60 881 \$ par année) 2) Peinture Platinum inc. (67 375 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Services Peinture St-Laurent au montant de 182 643 \$, soit 60 881 \$ par année.</p>
<p>2122-03-007 Services de nature technique</p> <p>Vérification, inspection, estimation, entretien et réparation des systèmes et réseaux HVAC et de leurs contrôles</p>	<p>1) Av-Tech inc. (9 335,38 \$ par année) 2) Baulne inc. (10 450 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Av-Tech inc. au montant de 28 006,14 \$, soit 9 335,38 \$ par année.</p>
<p>2122-03-009 Construction</p> <p>Contrat à exécution sur demande - Service de maçonnerie pour l'entretien des immeubles</p>	<p>1) Maçonnerie Nouveau-Monde inc. (91 200 \$ par année) 2) Briquetal ltée (99 000 \$ par année) 3) Atwill-Morin (Québec) (100 264 \$ par année) 4) Gervais Jacques inc. (113 400 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Nouveau-Monde inc. au montant de 273 600 \$, soit 91 200 \$ par année.</p>
<p>2122-03-013 Construction</p> <p>Services d'un entrepreneur général pour contrat à</p>	<p>1) Construction TransParent (161 480 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction TransParent au montant négocié de 452 670 \$ pour 3 ans soit un montant de 150 890 \$ par année.</p>

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
exécution sur demande pour divers travaux auprès de la Commission de la capitale nationale du Québec		
<p>2122-03-015 Construction</p> <p>Services d'un entrepreneur en électricité pour contrat à exécution sur demande pour divers travaux auprès de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>1) Pagui inc. (44 521 \$ par année) 2) Les Installations électriques monsieur Watt (Canada) inc. (48 530 \$ par année) 3) Av-Tech inc. (48 862,50 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Pagui inc. au montant de 133 563 \$, soit un montant de 44 521 \$ par année.</p>
<p>2003-2122-10-015 Construction</p> <p>Travaux de remplacement de parement en bois, de menuiserie et de peinture de la maison du gardien et de son garage au domaine Cataragui</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (91 610 \$) 2) Construction Marc Bolduc inc. (143 000 \$) 3) Laberge & Allard inc. (223 500 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 91 610 \$.</p>
<p>2009-2122-01-003 Construction</p> <p>Lien piétonnier de la Coulée Saint-Denis</p>	<p>1) Construction Deric inc. (1 891,839 \$) 2) Construction BSL inc. (1 930 875 \$) 3) Parko inc. (1 976 943 \$) 4) Les Constructions Bé-Con inc. (1 989 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Deric inc. au montant de 1 891 839 \$.</p>

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2110-2122-10-020 Construction</p> <p>Consolidation du mur de remblai au domaine Catarauqui - Phase 2</p>	<p>1) Les Constructions Bé-Con inc. (409 490 \$) 2) Cimota inc. (418 500 \$) 3) Groupe Manexco inc.(454 910,04 \$) 4) Construction BSL inc. (563 675 \$) 5) Les Excavations Lafontaine inc. (702 015,51 \$) 6) Charles-Auguste Fortier inc. (702 834 \$) 7) Germain Construction inc. (1 274 862 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Constructions Bé-Con inc. au montant de 409 490 \$.</p>
<p>2103-2122-10-022 Construction</p> <p>Remplacement du revêtement et restauration des portes et fenêtres, façades nord et est de la maison Richard – parc des Moulins</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (174 315 \$) 2) Lévesque & Associés Construction inc. (196 500 \$) 3) Construction Marc Bolduc inc. (217 756 \$) 4) Menuiserie D. Pouliot inc. (223 700 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 174 315 \$.</p>
<p>2105-2122-10-024 Construction</p> <p>Construction pour une nouvelle entrée d'eau pour gicleurs à la maison du Gardien au domaine Catarauqui</p>	<p>1) Paradis aménagement urbain inc. (48 575,90 \$) 2) Maxi-Paysage inc. (57 557,43 \$) 3) Gosselin Tremblay excavation inc. (62 210 \$) 4) Groupe Manexco inc. (62 299,65 \$) 5) Les Excavations Lafontaine inc. (52 498,47 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Paradis aménagement urbain inc. au montant de 48 575,90 \$.</p>
<p>2102-2122-01-012 Construction</p> <p>Construction pour l'aménagement des aires d'accueil pour 5 parcs et sites de la Commission</p>	<p>1) Les mains vertes du paysage inc. (687 190,02 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les mains vertes du paysage inc. au montant négocié de 677 189,70\$.</p>

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2102-2122-01-006 Services professionnels</p> <p>Services professionnels en conception et fabrication de panneaux d'interprétation pour les sites de la Commission</p>	<p>1) Arium Design inc. 2) Bisson et Associés inc.</p>	<p>Évaluation par un comité de sélection tenue le 17 janvier 2022. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la qualité et prix ajusté le plus bas, le contrat est à Arium Design inc. au montant de 132 100 \$.</p>
<p>2122-03-028 Services de nature technique</p> <p>Contrat à exécution sur demande – Travaux d'arboriculture</p>	<p>1) Gestion Arboriculture inc. (47 790 \$) 2) Biothec Foresterie inc. (59 990 \$) 3) Histoire d'arbres, Coop de travailleurs (76 150 \$) 4) Abattage Larivée inc. (90 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Gestion arboriculture inc. au montant de 47 790 \$.</p>

10. CONSULTANTS EXTERNES

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.

a) le nom du projet :

- 1) Poursuite de l'implantation d'un logiciel de gestion de projets.
- 2) Développement d'un outil pour la gestion des requêtes citoyennes.
- 3) Poursuite d'abonnement en continu aux licences Microsoft Office avec offre infonuagique en collaboration et bureautique pour un an.

b) la nature du projet :

- 1) Consiste à soutenir les opérations implantées du système et développer des rapports personnalisés pour les suivis de l'organisation.
- 2) Terminer l'optimisation de diverses requêtes citoyennes.
- 3) Avoir une meilleure maintenance et gestion des systèmes informatiques incluant la téléphonie.

c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :

- 1) 163 890 \$
- 2) 10 800 \$
- 3) 35 153 \$

e) les plus récentes évaluations du coût du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Renseignements GÉNÉRAUX - Opposition OFFICIELLE

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total, et ventilés par année financière :

- 1) 65 520 \$ en 2018-2019 et 47 252 \$ en 2019-2020 et 31 054 \$ en 2020-2021 et 9 894 \$ en 2021-2022
- 2) 2 295 \$ en 2020-2021 et 5 065 \$ en 2021-2022
- 3) 2 886 \$ en 2020-2021 et 22 096 \$ en 2021-2022

g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :

Non pertinent à l'étude des crédits.

i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :

- 1) 94 %
- 2) 68 %
- 3) 71 %

j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :

Non pertinent à l'étude des crédits

k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

Non pertinent à l'étude des crédits.

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;

Non applicable pour les infrastructures, mais en cours d'évaluation pour les outils de bureautique.

m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

Aucun

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles.

(https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf).

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Renseignements GÉNÉRAUX - Opposition OFFICIELLE

12. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

La réponse à cette question est incluse à la question 11.

13. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec ;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 14 045 \$
 - b) mobilier de bureau : 11 716 \$
 - c) ameublement : 0 \$
 - d) décoration et embellissement : aucun.
 - e) distributeur d'eau de source :
Coût : 281 \$
 - f) remboursement des frais de transport
 - g) remboursement des frais d'hébergement
 - h) remboursement des frais de repas
- } Coût total pour f) g) h)
- Coût : 7 251 \$ (au Québec)
 - Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
 - i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
 - j) participation à des congrès et colloques
Coût : 174 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 11 265 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

13. DÉPENSES DIVERSES

14. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 ventilé par mois de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

c) les coûts d'acquisition des appareils;

d) le coût d'utilisation des appareils;

e) le coût des contrats téléphoniques;

f) les noms des fournisseurs;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) le nombre de minutes utilisées;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministre ou l'organisme;

i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;

j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;

k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Téléphones cellulaires utilisés :

Nombre de téléphones cellulaires	27
Coût d'acquisition	0 \$
Coût d'utilisation	9 272,44 \$
Coût des contrats téléphoniques	9 212,23 \$
Nom des fournisseurs	Telus
Nombre de minutes utilisées	115 883

Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
-------------------------------------	---

Nombre de tablettes électroniques et d'ordinateurs portables utilisés	4 tablettes et 25 portables
Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables)	28 523 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

14. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

15. EFFECTIF

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus ;

Voir les réponses de la question 12a des renseignements généraux.

b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins ;

Voir les réponses de la question 12b des renseignements généraux.

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;

Voir les réponses de la question 12c des renseignements généraux.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ;

Voir les réponses de la question 12d des renseignements généraux.

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

Voir les réponses de la question 12e des renseignements généraux.

15. EFFECTIF

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel ;

Voir les réponses de la question 12f des renseignements généraux.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ;

Voir les réponses de la question 12g des renseignements généraux.

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique ;

N'est pas pertinent à l'étude des crédits.

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers ;

Voir les réponses de la question 12h des renseignements généraux.

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;

Voir les réponses de la question 12i des renseignements généraux.

15. EFFECTIF

- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;**

Voir les réponses de la question 12j des renseignements généraux.

- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;**

Voir les réponses de la question 12k des renseignements généraux.

- m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions) ;**

Voir les réponses de la question 12l des renseignements généraux.

- n) le nombre d'employés permanents et temporaires ;**

Voir les réponses de la question 12n des renseignements généraux.

- o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ ;**

Voir les réponses de la question 12o des renseignements généraux.

- p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi ;**

Voir les réponses de la question 12p des renseignements généraux.

- q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;**

Voir les réponses de la question 12q des renseignements généraux.

- r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région**

Voir les réponses de la question 1r des renseignements généraux.

15. EFFECTIF

16. DÉPARTS À LA RETRAITE, REMPLACEMENTS ET CONTRATS

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2021 -2022 et les prévisions pour l'année 2022 -2023 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**

Voir les réponses de la question 13a des renseignements généraux.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**

Voir les réponses de la question 13b des renseignements généraux.

- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Voir les réponses de la question 13c des renseignements généraux.

17. BAUX SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2021 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2021 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

17. BAUX SQI

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

18. ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Aucun.

19. PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Aucun actif excédentaire.

20. RÉNOVATIONS, DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La réponse à cette question est incluse à la question 17.

21. CABINET MINISTÉRIEL – RÉNOVATIONS, DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Ne s'applique pas.

22. CABINET MINISTÉRIEL – PERSONNEL

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description des tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Ne s'applique pas.

23. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Ne s'applique pas.

24. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2022-2023.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 19 des renseignements généraux.

25. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2022-2023.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 20 des renseignements généraux.

26. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) **par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) **par catégorie d'âge;**
- c) **prévisions pour 2022-2023.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 21 des renseignements généraux.

27. POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 12p des renseignements généraux.

28. EFFECTIF – BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.

Ne s'applique pas.

29. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 22 des renseignements généraux.

30. ABONNEMENTS

La liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l’information loi annotée (mise à jour)	396,00 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 21-22	32,00 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	163,34 \$	Finance (électronique)
Cap-aux-Diamants	74,58 \$ / 2 ans	Histoire et patrimoine
L’Ancêtre	Gratuit	Histoire et patrimoine
Total	865,86 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)
Aucun

30. ABONNEMENTS

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

31. ABONNEMENTS CABINET

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Ne s'applique pas.

32. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune.

33. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- k) Coûts liés au renouvellement de certificat de sécurité (SSL) avec GoDaddy

2021-2022

a) Nom du site Web :	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :	Commission : Ixmédia ancien site et Vortex Solution nouveau site Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site :	capitale.gouv.qc.ca : 25 500 \$ pour la refonte et 800 \$ pour la sauvegarde FTP de l'ancien site Web par Vortex Solution (26 300 \$)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	Ixmédia : 455 \$ (hébergement)+500 \$ (entretien) Vortex Solution : 798 \$ (hébergement) + 3 128 \$ (entretien) Hébergement sites Commission et Observatoire : 1 253 \$ Entretien sites Commission et Observatoire : 3 628 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte :	25 500\$ pour la refonte et 800\$ pour la sauvegarde FTP de l'ancien site Web par Vortex Solution (26 300\$)
f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site	Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
g) Fréquence moyenne de mise à jour :	En continu.
h) Responsable du contenu sur le site :	Service des communications et de la promotion : Josyca Mercier, conseillère en marketing

33. SITES INTERNET

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

33. SITES INTERNET

i) Noms de domaines réservés :	domainecataraqui.com domainecataraqui.ca domainecataraqui.org observatoirecapitale.org observatoirecapitale.com observatoirecapitale.org
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines avec GoDaddy:	108 \$ pour 2 ans pour deux noms de domaine : observatoirecapitale.com ccnq.org
k) Coûts liés au renouvellement de certificat de sécurité (SSL) avec GoDaddy	www.observatoirecapitale.com : 124,99 \$ pour 1 an

34. NOMINATIONS NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées.**

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

35. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucune.

36. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Ne s'applique pas.

37. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

38. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCE

La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

39. CRÉDITS PÉRIMÉS ET GEL DE CRÉDITS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

41. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT – PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021, pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

42. SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun.

43. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement n'a été versée en 2021-2022.

44. CABINET MINISTÉRIEL – PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque cabinet ministériel, fournir, pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas.

En 2021-2022, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

45. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATIONS DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- **le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 35 des renseignements généraux.

46. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 36 des renseignements généraux.

47. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 37 des renseignements généraux.

48. DÉPLACÉS DE LEUR FONCTION – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

Les employés de la Commission de la capitale nationale du Québec ne sont pas sous la juridiction de la *Loi sur la Fonction publique*.

49. PROGRAMMES EXISTANTS – RECONDUCTION

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

50. PROGRAMMES EXISTANTS – INITIATIVES OU MAJORATIONS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

51. PLAN NORD – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

52. PLAN NORD – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

53. STRATÉGIE MARITIME – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

54. STRATÉGIE MARITIME – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

55. FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.

Ne s'applique pas.

56. FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

57. FONDS DU PLAN NORD – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

58. SERVICES JURIDIQUES – SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

59. INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION – SOMMES DÉPENSÉES

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);

Les informations sont disponibles dans la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

60. MASSE SALARIALE

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021 2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 41 des renseignements généraux.

61. TAUX D'ABSENTÉISME

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 42 des renseignements généraux.

62. RAPPORTS, ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ENQUÊTES

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

63. COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;**
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;**
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 43 des renseignements généraux.

64. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMETS ET NÉGOCIATIONS – LISTE

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

65. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMETS ET NÉGOCIATIONS – DÉTAILS

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquelles prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) la date;**
- b) la nature;**
- c) les participants;**
- d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la *Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.***

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

66. SONDAGES

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisé par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

Aucun sondage effectué en 2021-2022.

67. PUBLICITÉ – MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET INTERNET

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;**

Dans la dernière année, aucune dépense publicitaire n'a été effectuée dans les médias communautaires (0 %).

- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

Le pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux (1 348 \$) de l'ensemble des dépenses en publicité et en articles promotionnels (19 089 \$) se situe à 7 %.

Veillez vous référer à la question 45 des renseignements généraux pour cette question.

68. ACHAT CRÉDITS CARBONE

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun.

68. ACHAT CRÉDITS CARBONE

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

69. PORTRAIT DE L'EMPREINTE CARBONE

Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.

Aucun.

70. TRANSFERT D'EMPLOIS EN RÉGION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisés par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022.
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination.
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Ne s'applique pas.

71. POLITIQUE JEUNESSE DU QUÉBEC

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

72. PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN SANTÉ MENTALE 2022-2026

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026

Ne s'applique pas.

73. PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2021-2026

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.

Ne s'applique pas.

74. DROITS DES ENFANTS ET PROTECTION DE LA JEUNESSE

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse

Ne s'applique pas.

75. ACTION COMMUNAUTAIRE – PLAN D’ACTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre du Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire (PAGAC).

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale.

76. « LE RACISME AU QUÉBEC, TOLÉRANCE ZÉRO »

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.

La réponse à cette question sera transmise par le ministre responsable de ce dossier.

77. PERSONNES IMMIGRANTES – RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

78. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 6 des renseignements généraux.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous sommes dans l'obligation de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

79. POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

80. AUTOCHTONES – FEMMES ET FILLES AUTOCHTONES – ENQUÊTE NATIONALE

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

81. COMMISSION DES AUTOCHTONES – SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

82. « FAIRE PLUS ET MIEUX » – PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Aucune.

83. « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER » – PLAN D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

84. POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ– PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2017-2021

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

85. « AGISSONS » CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE – PLAN D'ACTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

86. « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC » – STRATÉGIE D'ACTION

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

87. MAIN D'ŒUVRE 2018-2023 –STRATÉGIE NATIONALE

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

88. PLAN D'ACTION POUR LA MAIN-D'OEUVRE

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

89. « UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES » – PLAN D'ACTION 2018-2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

90. OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES – STATÉGIE GOUVERNEMENTALE 2018-2022

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

91. ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF – PLAN D’ACTION 2020-2025

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d’action gouvernemental en matière d’allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Économie, de la Science et de l’Innovation.

92. PLAN D'AGRICULTURE DURABLE 2020-2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

93. POLITIQUE BIOALIMENTAIRE 2018-2025

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

94. STRATÉGIE NATIONALE D'ACHATS D'ALIMENTS QUÉBÉCOIS

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois

Ne s'applique pas.

95. ÉCONOMIE SOCIALE – PLAN D’ACTION 2020-2025

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d’action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Économie et de l’Innovation.

96. CROISSANCE ET TECHNOLOGIES PROPRES – PLAN D’ACTION 2018-2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d’action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

Ne s’applique pas.

97. PLAN D'ACTION EN ENTREPRENEURIAT – OSER ENTREPRENDRE 2017-2022

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

Ne s'applique pas.

98. STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION 2017-2020

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

Ne s'applique pas.

99. **STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DES SCIENCES DE LA VIE 2017-2027**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

100. STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'AÉROSPATIALE 2016-2026

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

101. ÉCONOMIE NUMÉRIQUE – PLAN D'ACTION 2016-2021

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

102. STRATÉGIE MARITIME 2015-2030

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

103. ALUMINIUM – STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT 2015-2025

Sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

104. PRODUITS FORESTIERS – STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE 2018-2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

105. RELANCE DES EXPORTATIONS – PLAN D'ACTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

106. PLAN POUR UNE ÉCONOMIE VERTE 2020-2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

107. DÉVELOPPEMENT DURABLE – STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE 2015-2020

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

Le bilan du plan d'action 2020-2021 sera présenté au rapport annuel de gestion.

108. STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'EAU – ACTIONS ET DÉPENSES

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2023.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

109. PLAN DIRECTEUR EN TRANSITION, INNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

110. CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

111. APPLICATION DE L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

112. TRANSPORT – ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

113. RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

114. VIOLENCE CONJUGALE – PLAN D'ACTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine

115. FEMMES EN CONTEXTE DE PANDÉMIE – PLAN D'ACTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine

116. DROITS DES ENFANTS ET PROTECTION DE LA JEUNESSE

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

117. EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS – RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.

La réponse à cette question sera transmise par le ministre responsable de ce dossier.

118. « REBÂTIR LA CONFIANCE » VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».

Ne s'applique pas

119. COVID-19 – MESURES DE TÉLÉTRAVAIL

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- b) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022;**
- c) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 51 des renseignements généraux.

120. COVID-19 – PRIMES

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.

Ne s'applique pas.

121. COVID-19 – MISES À PIED ET NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRATS

Nombre de mises à pied et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.

Ne s'applique pas.

122. COVID-19 – TÉLÉTRAVAIL COÛT MATÉRIEL

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

- Achat de 12 ordinateurs portables Lenovo Thinkbook = 15 417 \$
- Achat de 10 portables Dell Latitude avec station d'accueil = 10 220 \$
- Achat tablette porte-sonnette avec écran tactile à l'entrée au siège social = 2 886 \$
- Aucuns frais d'internet remboursé
- Aucun aménagement de bureau

DÉPENSES 2021-2022 : 28 523 \$

123. COVID-19 – SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

124. COVID 19 – VIDÉO-CONFÉRENCE

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) **liste des contrats;**
- b) **nom du fournisseur;**
- c) **montant déboursé.**

Veillez vous référer à la question 8.

125. COVID-19 – REMBOURSEMENT MATÉRIEL TÉLÉTRAVAIL

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune.

126. COVID-19 – EMPLOYÉS ABSENTS

Nombre d'employés ayant été absents du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 53 des renseignements généraux.

127. COVID-19 – SOUTIEN EMPLOYÉS SANTÉ MENTALE

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) les sommes dépensées;**
- b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);**
- c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 54 des renseignements généraux.

128. COVID-19 – MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 :

- a) total des dépenses réalisées ;
- b) type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
- c) liste des fournisseurs retenus;
- d) coûts d'installation; Aucun
- e) liste des contrats accordés et montants déboursés; Aucun
- f) si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

SIÈGE SOCIAL : 52 \$

- Gel désinfectant et masques (Costco, Novexco) : 52 \$

PARCS ET ESPACES VERTS : 112 \$

- Gel désinfectant, masques, ruban rouge (Costco, Novexco) : 112 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca

129. COVID-19 – ENTRETIEN MÉNAGER ET DÉSINFECTION DES LOCAUX

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) le total des sommes dépensées;**
- b) le nom des fournisseurs retenus;**
- c) la liste des contrats.**

La Société québécoise des infrastructures est responsable du contrat d'entretien ménager et désinfection des locaux.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

130. COVID-19 – AVIS DNSP ET INSPQ

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

131. COVID-19 – COÛT MESURES CNESST

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 56 des renseignements généraux.

132. COVID-19 – PLAINTES DU PUBLIC

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19.

(Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

133. COVID-19 – CONSIGNES DES CABINETS MINISTÉRIELS

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – DEUXIÈME OPPOSITION

Liste des questions

1	Postes ouverts et postes comblées
2	Rémunération des stages
3	Véhicules
4	Dépenses pour consultation avec les autochtones
5	Analyses différenciées selon les sexes
6	Dépenses – Plan national de sécurité civile
7	Acquisitions de marchés publics
8	COVID-19 – Dépenses supplémentaires
9	Dépenses – « Programmes d'aide aux employés »
10	Dépenses – Nouveau régime de dotation
11	Amendes perçues
12	Dépenses – Locaux physiques
13	Dépenses – Soutien législatif

1. POSTES OUVERTS ET POSTES COMBLÉS

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 12 r) des renseignements généraux.

2. RÉMUNÉRATION DES STAGES

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :

- a) **nombre de stagiaires reçus;**
- b) **heures de stages effectués;**
- c) **rémunération totale déboursée.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 60 des renseignements généraux.

3. VÉHICULES

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules
- b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables
- c) le nombre de véhicules électriques

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

4. DÉPENSES POUR CONSULTATION AVEC AUTOCHTONES

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

- a) **Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.**

Veillez vous référer à la question 6 des renseignements généraux.

5. ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXES

Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

6. DÉPENSES – PLAN NATIONAL DE SÉCURITÉ CIVILE

Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.

Ne s'applique pas.

7. ACQUISITIONS DE MARCHÉS PUBLICS

Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.

Aucune.

8. COVID-19 – DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021

	Année 2020-2021			Année 2021-2022		
	Siège social	Parcs	Chantier Nouvelles-Casernes	Siège social	Parcs	Chantier Nouvelles-Casernes
Matériel désinfectant	1 257 \$	321 \$		Aucune	357 \$	
Matériel de protection	1 173 \$	500 \$		52 \$	111 \$	
Entretien ménager	Aucune	23 150 \$		Aucune	30 995 \$	
Cueillette ordures	Aucune	2 587 \$		Aucune	3 332 \$	
Mesures sanitaires	Aucune	Aucune	56 250 \$	Aucune	Aucune	18 750 \$
Total	2 430 \$	26 558 \$	56 250 \$	52 \$	34 795 \$	18 750 \$

9. DÉPENSES – « PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS »

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 54 des renseignements généraux.

10. DÉPENSES – NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique

11. AMENDES PERÇUES

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucune.

11. AMENDES PERÇUES

Renseignements GÉNÉRAUX — DEUXIÈME groupe d'opposition

12. DÉPENSES – LOCAUX PHYSIQUES

Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2021 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2020 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

12. DÉPENSES – LOCAUX PHYSIQUES

Renseignements GÉNÉRAUX — DEUXIÈME groupe d'opposition

13. DÉPENSES – SOUTIEN LÉGISLATIF

Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.

Ne s'applique pas.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – TROISIÈME OPPOSITION

Liste des questions

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion ou en hélicoptère
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites
4.	Conférences de presse et événements médiatiques
5.	Formation en communication
6.	Formation en communication – Personnel politique
7.	Contrats octroyés
8.	Contrats autorisés par le sous-ministre – Art. 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>
9.	Contrats santé publique
10.	Appels d'offres publics
11.	Contrats octroyés par un cabinet ministériel
12.	Ressources internes non employées du gouvernement
13.	Développement informatique
14.	Dépenses diverses
15.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
16.	Effectif
17.	Départ à la retraite

18.	Baux SQI
19.	Rénovations, déménagement, aménagement – Cabinet ministériel
20.	Personnel du Cabinet ministériel
21.	Budget discrétionnaire
22.	Personnel hors structure
23.	Personnel en disponibilité
24.	Occasionnels mis à pied
25.	Postes abolis par bureau régional
26.	Effectif par bureau régional
27.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
28.	Abonnements
29.	Billets de saison, loges, club privé
30.	Sites Internet
31.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs
32.	Dépenses effectuées par ministère
33.	Demandes d'accès à l'information
34.	Adjoints parlementaires

35.	Entités administratives créées, fusionnées scindées abolies
36.	Ententes gouvernement fédéral et province
37.	Crédits périmés
38.	Revenus autonomes et tarification
39.	Dépenses de fonctionnement – Plan de réduction
40.	Sommes reçues du gouvernement fédéral
41.	Primes au rendement et bonis
42.	Primes de départ, allocations de transition
43.	Augmentations de salaire
44.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée – Cadres et dirigeants
45.	Déplacés de leurs fonctions – Cadres et dirigeants
46.	Comités formés par le Conseil exécutif et les M/O
47.	Ententes de confidentialité
48.	Programmes existants – Reconduction
49.	Programmes existants – Initiatives ou majorations
50.	Plan Nord – Employés ou ETC
51.	Plan Nord – Budget
52.	Stratégie maritime – Employés ou ETC
53.	Stratégie maritime – Budget
54.	Fonds vert – Programmes financés
55.	Fonds des ressources naturelles – Programmes financés
56.	Fonds du Plan Nord – Programmes financés
57.	Services juridiques – Sommes allouées à l'externe

58.	Actes répréhensibles – Divulgations
-----	-------------------------------------

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste; frais de déplacement, de repas, autres frais, etc.);
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Aucun voyage hors Québec en 2021-2022.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1.%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1.%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

Communications numériques

Gré à gré

Facebook

Description : Publicités sur les médias sociaux pour les circuits virtuels primaire et secondaire pour le programme Découvrir la Capitale.

Coût : 1 348 \$

Active Campaign

Description : Envoi d'infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 1 657 \$

Alerti Business

Description : Outil afin de surveiller les sites d'avis, le web et les réseaux sociaux.

Coût : 858 \$

GoDaddy

Description : Renouvellement de noms de domaine- Observatoirecapitale.com et ccnq.org avec les certificats de sécurité pour 2 ans.

Coût : 403 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Jotform

Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles.

Coût : 65 \$

Publicités pour l'Observatoire de la Capitale**Gré à gré****Office du tourisme de Québec (OTQ)**

Description : Publicité et rédactionnel dans le guide touristique 2020-2021 de l'OTQ.

Coût : 2 000 \$

Autres**Gré à gré****Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**

Description : Avis dans la gazette officielle pour lois et règlements.

Coût : 596 \$

Actions institutionnelles**Gré à gré****Jean-Philippe Labrie**

Description : Photos et retouches pour le rapport annuel 2020-2021, séance de photos au parc des Moulins et contrat pour la réalisation de photos hivernales sur 7 sites de la Commission.

Coût : 1 238 \$

CNW Telbec (une société Cision)

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d'annonce de projet.

Coût : 679 \$

Contrat ou mandats en graphisme**Gré à gré****Mathieu Plante - Design et graphisme**

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphique de publicités, de pavoisement, d'affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 8 529 \$

Contrat ou mandats pour révision linguistique**Gré à gré****Littera (Cendrine Audet)**

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 1 716 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

4. CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse d'événements médiatiques ou l'organisation d'événements :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but de chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements, ventilé par type d'événement.

Par une firme externe :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le nom de la ou des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie, de vidéo, etc.;
- e) le but de chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements, ventilé par type d'événement.

Veillez vous référer à la question 4 des renseignements généraux pour cette question.

5. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- b) le but de chaque dépense.

Organisée par une firme externe :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- b) le nom de la ou des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs ou des consultants;
- e) le but de chaque dépense.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 5 des renseignements généraux.

6. FORMATION EN COMMUNICATION – PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;**
- b) le but de chaque dépense.**

Ne s'applique pas.

7. CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

- Par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :
 - a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

- Par le ou les cabinets ministériels en 2021-2022, en indiquant :

- f) le nom du professionnel ou de la firme;
- g) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- h) le coût;
- i) l'échéancier;
- j) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indique.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

DÉTAILS AUX PAGES SUIVANTES

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

APPELS D'OFFRES SUR INVITATION

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
A.G. Consultant en affichage événementiel	Impression, livraison, réparation, installation, démontage et nettoyage des oriflammes de la promenade Samuel-De Champlain et du domaine Catarqui	12 729,00 \$
Gestion vert-sol-eau inc.	Entretien des bassins d'eau des parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	30 520,00 \$
La Jardinerie F. Fortier	Fleurs annuelles saison 2022	11 751,25 \$
Les Productions Cina inc.	Capsule numérique pour le secondaire Découvrir la capitale	15 925,00 \$
Matériaux Paysagers Savaria Itée	Achat et livraison de substrats pour les parcs et espaces verts de la Commission	23 174,40 \$
Mono-Lino inc.	Impression, récupération, installation et démontage des oriflammes de la promenade Samuel-de-Champlain, du domaine Catarqui et du parc du Bois-de-Coulonge	15 208,00 \$
Productions Go	Production d'une capsule numérique dédiée au niveau primaire pour le programme « Découvrir la capitale nationale »	8 500,00 \$
Référence Systèmes inc.	Achat de douze (12) ordinateurs portables avec sacs de transport	15 417,00 \$
Solotech inc.	Acquisition de bornes interactives pour la vitrine stratégique de la place des Canotiers	20 376,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
9319-0791 Québec inc. f.a.s.r.s. Hotte de la Capitale	Nettoyage des hottes de cuisine au domaine Catarqui	4 320,00 \$
9412-7628 Québec inc. (Entretien Bionaissance)	Éradication des espèces nuisibles	25 900,00 \$
Active Campaign	Renouvellement du contrat Active Campaign	1 613,00 \$
Advisa inc.	Modification des écrans tactiles de l'Observatoire de la Capitale	3 150,00 \$
Agence spatiale inc.inc.	Services professionnels – Conception d'une vitrine stratégique à la place des Canotiers	23 500,00 \$
Alexandre Zacharie	Production de capsules vidéos pour le chantier des Nouvelles-Casernes	9 760,00 \$
Atelier D. Architecture et design Laflamme	Services professionnels en architecture – Étanchéisation des fondations du bâtiment de l'atelier du jardinier au domaine Catarqui	8 050,00 \$
Auger & Dubord, arpenteurs- géomètres inc.	Services professionnels – Relevé d'arpentage du pont n° 1 au parc des Moulins	4 500,00 \$
Auger & Dubord, arpenteurs- géomètres inc.	Services professionnels – Relevé d'arpentage et lignes bathymétriques le long de la rivière Duberger au parc des Moulins	5 000,00 \$
Av-Tech inc.	Contrat à exécution sur demande/Entretien et réparation d'équipement de cuisine commerciale dans les bâtiments de la Commission	7 337,50 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Axys consultants inc.	Services professionnels en ingénierie - Consolidation des fondations de la serre horticole et réparation de la dalle de béton de la serre viticole du domaine Catarauqui	14 215,00 \$
Axys consultants inc.	Analyse dalle structurale – Écurie parc du Bois-de-Coulonge	2 500,00 \$
Bell Canada	Connexion internet Bell pour les bâtiments B1 et B5 à la promenade Samuel-de Champlain	6 692,40 \$
Bell Canada	Connexion internet Bell et ligne pour ascenseur pour le bâtiment B4 (bâtiment des baigneurs) à la promenade Samuel-de Champlain	4 786,20 \$
Bêty Expert-conseil inc.	Services d'ingénierie pour l'ajout de gicleurs à la maison du gardien au domaine Catarauqui	16 650,00 \$
Bio Naissance Charlesbourg Beauport	Contrat à exécution sur demande - Éradication espèces nuisibles dans les parcs et espaces verts de la Commission	14 000,00 \$
Bouthillette Parizeau inc.	Services professionnels en ingénierie pour la salle mécanique du Quai-des-Flots	1 968,75 \$
Brille-O-Max inc.	Nettoyage de gouttières sur l'ensemble des bâtiments de la Commission	12 420,00 \$
Christian Denis	Évaluation de la valeur patrimoniale du mobilier ancien du domaine Catarauqui	5 000,00 \$
Claris	Renouvellement licences d'utilisateurs FileMaker	1 300,00 \$
Compagnie Général Motors du Canada	Achat d'un véhicule léger via le Centre d'approvisionnement gouvernemental (CAG)	58 751,00 \$
Compugen inc.	Renouvellement licences « Creative Cloud »	3 810,30 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Côté Fleury inc.	Système de communication des alarmes au Quai-des-Flots	4 079,00 \$
CPU Service d'ordinateur inc.	Contrat à exécution sur demande – Entente de support informatique 2021-2022	2 125,00 \$
CPU service inc.	Achat et livraison d'équipement réseau pour les bâtiments B1, B4 et B5 – promenade Samuel-De Champlain	5 044,00 \$
Daoust Lestage inc.	Services professionnels en architecture – Entretien et mise à jour de la finition des éléments en bois de la promenade Samuel-De Champlain, phase 1	18 000,00 \$
Delisle Monuments	Fabrication et installation socle en granite pour bicentenaire de l'indépendance de l'Amérique du Sud	4 940,00 \$
Denis Bouchard	Assistance de suivi de travaux dans les différents parcs et espaces verts de la Commission	9 500,00 \$
Département studio créatif inc. (DPT inc.)	Services professionnels en technologie de l'information pour le développement d'une expérience numérique pour l'interprétation du site historique Cartier-Roberval	97 100,00 \$
DeVroomen Bulb Canada inc.	Fourniture et livraison de bulbes pour la saison 2021	2 945,75 \$
Douglas Consultants inc.	Services professionnels en génie de structure/ Restauration de deux (2) ponts au parc des Moulins	19 200,00 \$
Douglas Consultants inc.	Services professionnels en génie de structure / Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes au parc du Bois-de-Coulonge	4 750,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Fabrication de bannières d'accueil et de parcs de la Commission	6 480,00 \$
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Fabrication et livraison de bannières d'accueil pour les parcs de la Commission	6 365,00 \$
Écogénie inc.	Services professionnels en ingénierie – Assistance au projet de restauration des rives du parc des Moulins	23 700,00 \$
Émile Guilbeault-Cayer	Production du contenu de deux capsules numériques pour le programme « Découvrir la capitale nationale	5 000,00 \$
EMS Ingénierie inc.	Services professionnels en ingénierie/Inspection de la structure de la grange du parc du Bois-de-Coulonge	2 250,00 \$
Englobe Corp.	Services professionnels de laboratoire – Consolidation des fondations de la serre horticole et réfection de la dalle de béton de la serre viticole au domaine Cataraqui	13 746,00 \$
Enseigne Dumas	Fabrication et livraison d'une plaque en bronze en hommage au bicentenaire de l'Amérique-Centrale	3 747,00 \$
Entretien J.B. Expert inc. (Division Abris Auto Experts inc.)	Pavoisement pour les parcs et les espaces verts de la Commission	13 310,00 \$
Entretien JB Expert inc.	Remplacement d'un câble d'acier galvanisé sur un mât de drapeau au parc du Bois-de-Coulonge	2 350,00 \$
François Ménard	Services professionnels en ingénierie – Étanchéité du bassin de la fontaine au parc de la Francophonie	11 475,00 \$
Géolocation SPRCP inc.	Arpenteur-géomètre pour nouvelles servitudes PSDC Phase 3	5 975,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Gérard Bourbeau & Fils inc.	Fourniture et livraison d'équipement de jardinage pour l'entretien des parcs et espaces verts de la Commission	2 388,74 \$
Gestion parasitaire de la Capitale inc.	Services antiparasitaires pour les bâtiments et les parcs de la Commission de la capitale nationale du Québec	11 175,00 \$
Groupe ETR	Contrat à exécution sur demande / Achat d'affiches diverses, de quincaillerie et d'installation pour les parcs et les espaces verts de la Commission	2 500,00 \$
Groupe F.V.P. inc.	Nettoyage des surfaces dures de la promenade Samuel-De Champlain	7 833,35 \$
Groupe V.R.S.B. inc.	Services professionnels en arpentage – Relevé topographique - Nouvelles-Casernes	1 875,00 \$
H2prO	Contrat à exécution sur demande pour l'entretien des équipements de filtration dans les parcs et espaces verts de la Commission	1 746,00 \$
Hypertec Systèmes inc.	Achat de portables Dell	11 847,80 \$
Icetek Climatisation inc.	Inspection et réparation des systèmes de ventilation, de climatisation et de géothermie du quai des Cageux	7 184,00 \$
Insight Canada inc.	Achat de portables HPZbook	9 925,25 \$
Investigation EMS inc.	Services professionnels en ingénierie structurale pour le pont n° 1 au parc des Moulins	90 221,95 \$
J P Labrie, photographe	Suivi photographique de chantier – Nouvelles-Casernes	2 025,00 \$
Jobillico inc.	Abonnement de 2 ans sur le site Jobillico	3 771,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
KPMG s.r.l./ S.E.N.C.R.L.	Évaluation des processus	10 000,00 \$
La Boîte à Idées Architecture inc.	Services professionnels en architecture / Rénovation et restauration de l'ancienne centrale électrique au parc du Bois-de-Coulonge	21 355,00 \$
La Horde patrimoine appliqué inc.	Surveillance archéologique des travaux d'inspection des fortifications du parc du Cavalier du Moulin	13 200,00 \$
Laboratoire d'expertise de Québec ltée	Services professionnels en ingénierie pour le contrôle de la qualité des matériaux pour les travaux de l'escalier du Bois-de-Coulonge	13 551,50 \$
Lamontagne Consultants	Traitement chimique d'urgence contre la maladie hollandaise de l'orme	13 613,60 \$
Le Groupe Essa inc.	Nettoyage des surfaces dures à la promenade Samuel-De Champlain	11 380,00 \$
Les Consultants Gen+ inc.	Services professionnels d'ingénierie en structure - Avis technique sur la structure de toiture à l'atelier du peintre au domaine Catarqui	2 000,00 \$
Les Jardins d'Antoine inc.	Nivellement de la cour intérieure de la Villa du domaine Catarqui	4 780,00 \$
Les Services EXP inc.	Services professionnels en ingénierie - Enlèvement de l'amiante et du réservoir de mazout de l'ancienne serre viticole au domaine Catarqui	18 970,55 \$
Lirette Dactylo Service inc.	Acquisition d'ordinateurs et mise à niveau de la caisse enregistreuse à l'Observatoire de la Capitale	4 055,00 \$
Lizotte Médico-experts	Expertise médicale	2 100,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Malette	Avis fiscal pour la cession du boisé des Compagnons-de-Cartier	2 625,00 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Services de graphisme pour la réalisation de divers mandats et du rapport annuel de la Commission	8 300,00 \$
Méconair inc.	Services professionnels en ingénierie / Conception de plans et devis pour la rénovation et la mise aux normes de l'ancienne centrale électrique	8 900,00 \$
Médisolution (2009) inc.	Mise à jour Virtuo	4 370,00 \$
Médisolution (2009) inc.	Contrat d'entretien et support applicatif pour VIRTUO du 1er avril 2022 au 31 mars 2023	22 584,00 \$
Menuiserie Gilles Simard inc.	Contrat à exécution sur demande de travaux d'ébénisterie	12 450,00 \$
Monette Express (Québec)	Contrat à exécution sur demande - Services de déménagement pour l'année 2021-2022	7 500,00 \$
Norton Rose Fulbright Canada LLP	Services professionnels / Accompagnement juridique en droit du travail	15 000,00 \$
Nvira Environnement inc.	Services professionnels – Prélèvement et analyse de matériaux pour vérifier la présence d'amiante au parc des Moulins	3 400,00 \$
Nvira Environnement inc.	Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols au parc des Moulins	18 520,00 \$
Paul-Gaston L'Anglais	Services professionnels en archéologie– Identification et analyse d'un canon ancien	2 800,00 \$
Pépinières Jasmin	Approvisionnement de vivaces, d'arbres et d'arbustes	3 556,25 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Présence	Acquisition d'haut-parleurs et installation pour PSC3 bâtiment B4	3 760,00 \$
Protection incendie PC inc.	Contrat d'entretien du système d'extinction automatique d'incendie des hottes de cuisine aux bâtiments pour 2 ans	9 596,40 \$
Publicité Maca inc.	Fourniture et livraison de vêtements promotionnels	1 827,80 \$
Québec multiplants	Approvisionnement de vivaces, d'arbres et d'arbustes	1 142,90 \$
Reboisement Les Cents Frontières inc.	Travaux de terrassement de finition autour de la maison Brassard	3 750,00 \$
Régulvar inc.	Inspection et réparation du système de contrôle de ventilation du quai des Cageux	4 350,00 \$
Rénovation M.D.R. inc.	Reconstruction du chaperon en bardeau de cèdre du muret au domaine Cataraqi	14 008,00 \$
Réserve Indienne de Wendake	Services de surveillance archéologique dans le cadre des projets réalisés par la Commission de la capitale nationale du Québec	90 000,00 \$
Scierie Mobile Gilbert inc.	Fourniture et livraison d'outillage	1 983,95 \$
Société Rivière St-Charles	Damage du sentier au parc des Moulins	8 205,90 \$
Solid Caddgroup inc.	Renouvellement de licences AutoCad	3 590,00 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

7. CONTRATS OCTROYÉS

CONTRATS DE GRÉ À GRÉ (Suite)

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Stantec Experts-conseils Itée	Services professionnels en ingénierie pour des travaux de drainage et d'éclairage d'une section de bâtiment des Nouvelles-Casernes	36 253,00 \$
STB Experts-Conseils inc.	Service Ingénierie entrée d'eau gicleur maison du gardien CAT	6 100,00 \$
St-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	Services professionnels en architecture / Restauration du moulin à vent au parc des Moulins	24 760,00 \$
Tétra-Tech QI inc.	Services professionnels en ingénierie/ Consolidation du mur remblai de la falaise du domaine Catarauqui (Lot 2)	20 109,00 \$
Unified Communications (Tele-Communication inc.) (Master Card)	Achat d'une tablette	2 157,80 \$
WSP Canada inc.	Expertise en ingénierie pour le dossier de réclamation d'assurances du projet des Nouvelles-Casernes - phase 1	15 000,00 \$
WSP Canada inc.	Expertise de l'état de la maçonnerie du mur pignon nord de la maison Cayouette	8 000,00 \$
Xerox Canada Itée	Location d'imprimante Xerox	3 000,00 \$
XYZ Technologie culturelle inc.	Achat et livraison de lampes pour projecteur à l'Observatoire	1 349,74 \$

7. CONTRATS OCTROYÉS

Renseignements GÉNÉRAUX - TROISIÈME groupe d'opposition

8. **CONTRATS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE – ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

9. CONTRATS SANTÉ PUBLIQUE

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la *Loi sur la santé publique*, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'état de prestation des services;
- e) l'échéancier.

Aucun.

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la soumissionnaire retenue et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2021-03-009 Services de nature technique</p> <p>Déneigement au sol pour divers parcs et espaces verts de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>Lot 1 1) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (58 167 \$) – non conforme 2) Les Entreprises Lou-Vil inc. (66 240 \$) 3) Transport GCH inc. (70 590 \$)</p> <p>Lot 2 1) Transport GCH inc. (76 800 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (77 982 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (80 100 \$)</p> <p>Lot 3 1) Transport GCH inc. (140 880 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (140 952 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (142 500 \$)</p> <p>Lot 4 1) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (93 522,00 \$) – non conforme 2) Les Entreprises P.N.P. inc. (95 640 \$) 3) Les Entreprises Lou-Vil inc. (102 960 \$)</p>	<p>Lot 1 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant non conforme, le contrat est octroyé au 2^e soumissionnaire soit à Les Entreprises Lou-Vil inc. au montant de 66 240 \$, soit 22 080 \$ par année.</p> <p>Lot 2 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Transport GCH inc. au montant de 76 800 \$, soit 25 600 \$ par année.</p> <p>Lot 3 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Transport GCH inc. au montant de 140 880 \$, soit 46 960 \$ par année.</p> <p>Lot 4 Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant non conforme, le contrat est octroyé au 2^e soumissionnaire soit à Les Entreprises P.N.P. inc. au montant de 95 640 \$, soit 31 880 \$ par année.</p>

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2021-03-024 Services de nature technique</p> <p>Entretien ménager et cueillette d'ordures dans les bâtiments, les parcs et espaces verts de la Commission</p>	<p>1) Société Propara inc. (Lot 1: 157 320 \$, Lot 2: 125 025 \$ et Lot 3: 296 415 \$) 2) Opus Coop, Coopérative de solidarité (Lot 1: 179 756,70 \$, Lot 2: 156 836,85 \$ et Lot 3: 365 717,28 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Opus Coop, Coopérative de solidarité au montant de 674 994,90 \$, soit: Lot 1: 170 147,94 \$ (56 715,98 \$ par année) Lot 2: 152 011,38 \$ (50 670,46 \$ par année) Lot 3: 352 835,58 \$ (117 611,86 \$ par année)</p>
<p>2021-10-009 résilié Construction</p> <p>Travaux de drainage en façade au centre d'interprétation au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Le Groupe Less-Vil inc. (82 764 \$) 2) Drolet R. Excavation inc. (84 560 \$) 3) Gosselin Tremblay excavation inc. (87 800 \$) 4) Déneigement Daniel Lachance inc. (90 800 \$) 5) Excavation ETR inc. (98 800 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Le Groupe Less-Vil inc. au montant de 82 764 \$.</p>
<p>2021-10-014 Construction</p> <p>Consolidation des serres au domaine Catarqui</p>	<p>1) Construction TransParent (98 400 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction TransParent au montant de 98 400 \$.</p>
<p>1916-2122-10-004 Construction</p> <p>Travaux de drainage et d'électricité en façade au centre d'interprétation au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Drolet R. Excavation inc. (84 560 \$) 2) Construction Galipeau inc. (103 300 \$) 3) Les Entreprises Antonio Barrette inc. (115 749 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Drolet R. Excavation inc. au montant de 84 560 \$.</p>

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Renseignements GÉNÉRAUX - TROISIÈME groupe d'opposition

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>1915-2122-10-002 Construction</p> <p>Restauration de la toiture en bardeaux de cèdre de la Maison du fermier et de la grange attenante au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (288 768 \$) 2) Signature Paquet Construction inc. (443 853,68 \$) – non conforme et non admissible.</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant négocié de 279 768 \$.</p>
<p>1914-2122-10-006 Construction</p> <p>Réfection partielle du plancher du comble du caveau à légumes, lot 2, au parc du Bois-de-Coulonge</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay (34 505 \$) 2) Construction N. Bossé inc. (59 940 \$) 3) Qualité Construction (CDN) ltée (63 250 \$) 4) Construction Bruno Blanchette (79 400 \$) 5) Canevas construction inc. (87 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay au montant de 34 505 \$.</p>
<p>2122-03-008 Construction</p> <p>Contrat à exécution sur demande - Travaux de peinture pour l'entretien des bâtiments et des infrastructures de la Commission</p>	<p>1) Services Peinture St-Laurent inc. (60 881 \$ par année) 2) Peinture Platinum inc. (67 375 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Services Peinture St-Laurent au montant de 182 643 \$, soit 60 881 \$ par année.</p>
<p>2122-03-007 Services de nature technique</p> <p>Vérification, inspection, estimation, entretien et réparation des systèmes et réseaux HVAC et de leurs contrôles</p>	<p>1) Av-Tech inc. (9 335,38 \$ par année) 2) Baulne inc. (10 450 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Av-Tech inc. au montant de 28 006,14 \$, soit 9 335,38 \$ par année.</p>

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2122-03-009 Construction</p> <p>Contrat à exécution sur demande - Service de maçonnerie pour l'entretien des immeubles</p>	<p>1) Maçonnerie Nouveau-Monde inc. (91 200 \$ par année) 2) Briquetal ltée (99 000 \$ par année) 3) Atwill-Morin (Québec) (100 264 \$ par année) 4) Gervais Jacques inc. (113 400 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Maçonnerie Nouveau-Monde inc. au montant de 273 600 \$, soit 91 200 \$ par année.</p>
<p>2122-03-013 Construction</p> <p>Services d'un entrepreneur général pour contrat à exécution sur demande pour divers travaux auprès de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>1) Construction TransParent (161 480 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction TransParent au montant négocié de 452 670 \$ pour 3 ans soit un montant de 150 890 \$ par année.</p>
<p>2122-03-015 Construction</p> <p>Services d'un entrepreneur en électricité pour contrat à exécution sur demande pour divers travaux auprès de la Commission de la capitale nationale du Québec</p>	<p>1) Pagui inc. (44 521 \$ par année) 2) Les Installations électriques monsieur Watt (Canada) inc. (48 530 \$ par année) 3) Av-Tech inc. (48 862,50 \$ par année)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Pagui inc. au montant de 133 563 \$, soit un montant de 44 521 \$ par année.</p>
<p>2003-2122-10-015 Construction</p> <p>Travaux de remplacement de parement en bois, de menuiserie et de peinture de la maison du gardien et de son garage au domaine Cataract</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (91 610 \$) 2) Construction Marc Bolduc inc. (143 000 \$) 3) Laberge & Allard inc. (223 500 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 91 610 \$.</p>

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Renseignements GÉNÉRAUX - TROISIÈME groupe d'opposition

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2009-2122-01-003 Construction</p> <p>Lien piétonnier de la Coulée Saint-Denis</p>	<p>1) Construction Deric inc. (1 891,839 \$) 2) Construction BSL inc. (1 930 875 \$) 3) Parko inc. (1 976 943 \$) 4) Les Constructions Bé-Con inc. (1 989 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Deric inc. au montant de 1 891 839 \$.</p>
<p>2110-2122-10-020 Construction</p> <p>Consolidation du mur de remblai au domaine Catarqui - Phase 2</p>	<p>1) Les Constructions Bé-Con inc. (409 490 \$) 2) Cimota inc. (418 500 \$) 3) Groupe Manexco inc. (454 910,04 \$) 4) Construction BSL inc. (563 675 \$) 5) Les Excavations Lafontaine inc. (702 015,51 \$) 6) Charles-Auguste Fortier inc. (702 834 \$) 7) Germain Construction inc. (1 274 862 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Constructions Bé-Con inc. au montant de 409 490 \$.</p>
<p>2103-2122-10-022 Construction</p> <p>Remplacement du revêtement et restauration des portes et fenêtres, façades nord et est de la maison Richard – parc des Moulins</p>	<p>1) Construction Couture & Tanguay inc. (174 315 \$) 2) Lévesque & Associés Construction inc. (196 500 \$) 3) Construction Marc Bolduc inc. (217 756 \$) 4) Menuiserie D. Pouliot inc. (223 700 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. au montant de 174 315 \$.</p>
<p>2105-2122-10-024 Construction</p> <p>Construction pour une nouvelle entrée d'eau pour gicleurs à la maison du Gardien au domaine Catarqui</p>	<p>1) Paradis aménagement urbain inc. (48 575,90 \$) 2) Maxi-Paysage inc. (57 557,43 \$) 3) Gosselin Tremblay excavation inc. (62 210 \$) 4) Groupe Manexco inc. (62 299,65 \$) 5) Les Excavations Lafontaine inc. (52 498,47 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Paradis aménagement urbain inc. au montant de 48 575,90 \$.</p>

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
<p>2102-2122-01-012 Construction</p> <p>Construction pour l'aménagement des aires d'accueil pour 5 parcs et sites de la Commission</p>	<p>1) Les mains vertes du paysage inc. (687 190,02 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les mains vertes du paysage inc. au montant négocié de 677 189,70 \$.</p>
<p>2102-2122-01-006 Services professionnels</p> <p>Services professionnels en conception et fabrication de panneaux d'interprétation pour les sites de la Commission</p>	<p>1) Arium Design inc. 2) Bisson et Associés inc.</p>	<p>Évaluation par un comité de sélection tenue le 17 janvier 2022. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la qualité et prix ajusté le plus bas, le contrat est à Arium Design inc. au montant de 132 100 \$.</p>
<p>2122-03-028 Services de nature technique</p> <p>Contrat à exécution sur demande – Travaux d'arboriculture</p>	<p>1) Gestion Arboriculture inc. (47 790 \$) 2) Biothec Foresterie inc. (59 990 \$) 3) Histoire d'arbres, Coop de travailleurs (76 150 \$) 4) Abattage Larivée inc. (90 000 \$)</p>	<p>Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Gestion arboriculture inc. au montant de 47 790 \$.</p>

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Renseignements GÉNÉRAUX - TROISIÈME groupe d'opposition

11. CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- d) le coût;
- e) l'échéancier;
- f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Ne s'applique pas.

12. RESSOURCES INTERNES NON EMPLOYÉES DU GOUVERNEMENT

Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement.

Ne s'applique pas.

13. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2021-2022 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les sommes totales, reliées au projet, engagées à ce jour;
- g) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- h) le pourcentage de réalisation atteint à ce jour;
- i) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- j) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Aucun.

13. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

14. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 14 045 \$
 - b) mobilier de bureau : 11 716 \$
 - c) ameublement : aucun
 - d) décoration et embellissement : aucun.
 - e) distributeur d'eau de source : Coût : 281 \$
 - f) remboursement des frais de transport
 - g) remboursement des frais d'hébergement
 - h) remboursement des frais de repas
- } Coût total pour f) g) h)
- Coût : 7 251 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
- i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
 - j) participation à des congrès et colloques
Coût : 174 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 11 265 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

14. DÉPENSES DIVERSES

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

15. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- b) le coût d'acquisition des appareils;
- c) le coût d'utilisation des appareils;
- d) les noms des fournisseurs;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les ordinateurs portables;
- g) les iPad ou autre type de tablette électronique;
- h) le coût des frais d'itinérance.

Nombre de téléphones cellulaires	27
Coût d'acquisition	0 \$
Coût d'utilisation	9272,44 \$
Coût des contrats téléphoniques	9213,23 \$
Nom des fournisseurs	Telus
Nombre de minutes utilisées	115 883

Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
-------------------------------------	---

Nombre de tablettes électroniques utilisées	4 tablettes
Nombre d'ordinateurs portables utilisés	25 portables
Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables)	28 523 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1.%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

16. EFFECTIF

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles, et ce, pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

Voir les réponses de la question 12a et 12b) des renseignements généraux.

- b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Voir les réponses de la question 12c des renseignements généraux.

- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

Voir les réponses de la question 12d des renseignements généraux.

- d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

Voir les réponses de la question 12d des renseignements généraux.

- e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Voir les réponses de la question 12f des renseignements généraux.

- f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

Voir les réponses de la question 12g des renseignements généraux.

- g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

N'est pas pertinent à l'étude des crédits.

- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

Voir les réponses de la question 12h des renseignements généraux.

- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Voir les réponses de la question 12i des renseignements généraux.

16. EFFECTIF

- j) **l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**

Voir les réponses de la question 12j des renseignements généraux.

- k) **le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

Voir les réponses de la question 12k des renseignements généraux.

- l) **le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

Voir les réponses de la question 12l des renseignements généraux.

- m) **le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi et pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

17. DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

a) le nombre de départs à la retraite en 2021-2022;

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 13 des renseignements généraux.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 13 des renseignements généraux.

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 13 des renseignements généraux.

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 13 des renseignements généraux.

18. BAUX SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant, pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie du local loué;
- c) la superficie réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût des aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	371 922 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2021 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	200 555 \$
Coûts d'aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2021 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d'occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

19. RÉNOVATIONS, DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT – CABINET MINISTÉRIEL

Coûts de déménagement, d'aménagement et liste des travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans les bureaux de circonscription pour 2021-2022.

Ne s'applique pas.

20. PERSONNEL DU CABINET MINISTÉRIEL

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres pour 2021-2022 en indiquant, pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale chaque individu relève;
- g) la description de tâches;
- h) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2022;
- i) le nombre total d'employés au cabinet;
- j) la masse salariale totale par cabinet pour 2021-2022;
- k) les noms des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Ne s'applique pas.

20. PERSONNEL DU CABINET MINISTÉRIEL

Renseignements GÉNÉRAUX - TROISIÈME groupe d'opposition

21. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées pour 2021-2022 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le projet visé et le résultat.

Aucune.

22. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 19 des renseignements généraux.

23. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2022-2023.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 20 des renseignements généraux.

24. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2021-2022.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 21 des renseignements généraux.

25. POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Ne s'applique pas.

26. EFFECTIF PAR BUREAU RÉGIONAL

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.

Aucun.

27. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- a) l'assignation initiale;
- b) l'assignation actuelle;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucun.

28. ABONNEMENTS

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, ainsi que le coût de chacun.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l'information loi annotée (mise à jour)	396,00 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 20-21	32,00 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	163,34 \$	Finance (électronique)
Cap-aux-Diamants	74,58 \$ / 2 ans	Histoire et patrimoine
L'Ancêtre	Gratuit	Histoire et patrimoine
Total	865,86 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)

Aucun

29. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune.

30. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- c) le coût de construction du site;
- d) le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- e) le responsable du contenu sur le site;
- f) la fréquence moyenne des mises à jour;
- g) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- h) le nombre de fois où le site a été refait, le coût, les critères qui ont justifié les changements.

2021-2022	
a) Nom du site Web :	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :	Commission : Ixmédia ancien site et Vortex Solution nouveau site Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site :	capitale.gouv.qc.ca : 25 500 \$ pour la refonte et 800\$ pour la sauvegarde FTP de l'ancien site Web par Vortex Solution (26 300 \$)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	Ixmédia : 455 \$ (hébergement) + 500 \$ (entretien) Vortex Solution : 798 \$ (hébergement) + 3 128 \$ (entretien) Hébergement sites Commission et Observatoire : 1 253 \$ Entretien sites Commission et Observatoire : 3 628 \$
e) Responsable du contenu sur le site :	Service des communications et de la promotion : Josyca Mercier, conseillère en marketing
f) Fréquence moyenne de mise à jour :	En continu.
g) le nombre de visiteurs par mois	Avril 2021 : 13 313 sessions Mai 2021 : 16 487 sessions Juin 2021 : 17 092 sessions Juillet 2021 : 18 891 sessions Août 2021 : 17 395 sessions Septembre 2021 : 14 288 sessions

30. SITES INTERNET

Renseignements GÉNÉRAUX – TROISIÈME groupe d'opposition

30. SITES INTERNET

	Octobre 2021 : 12 536 sessions Novembre 2021 : 7 756 sessions Décembre 2021 : 6 533 sessions Janvier 2022 : 7 679 sessions Février 2022 : 7 287 sessions Mars 2022 : 8 636 sessions
h) le nombre de fois où le site a été refait, le coût, les critères qui ont justifié les changements	Pour l'année 2021-2022, le site capitale.gouv.qc.ca a été refait 1 seule fois, pour une refonte complète. Les critères qui ont justifié cette refonte : - Transfert vers Wordpress pour une autonomie plus poussée. - Refonte de l'arborescence pour simplifier le chemin du visiteur et limiter les duplications de contenus.

31. NOMINATIONS NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les contrats;
- d) le résultat du travail effectué;
- e) les échéances prévues;
- f) les sommes impliquées.

Veuillez référer à la réponse de la question 7

32. DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE

Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant par région et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles.

Aucune.

33. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 de la Commission

34. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat, en indiquant leur fonction et leur titre.

Ne s'applique pas.

35. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Le réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

36. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCE

La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

37. CRÉDITS PÉRIMÉS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.

Le réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

38. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour 2022-2023.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

39. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT – PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

Le réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

40. SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer, de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins ces sommes ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

41. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque ministère et organisme, y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2021-2022, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 33 des renseignements généraux.

42. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATIONS DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2021-2022, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 35 des renseignements généraux.

43. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2021-2022, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 36 des renseignements généraux.

44. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2021-2022, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 37 des renseignements généraux.

45. DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2021-2022, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

46. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES M/O

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Ne s'applique pas.

47. ENTENTES DE CONFIDENTIALITÉ

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

48. PROGRAMMES EXISTANTS – RECONDUCTION

Coûts de reconduction des programmes existants :

liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants de 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

49. PROGRAMMES EXISTANTS – INITIATIVES OU MAJORATIONS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

50. PLAN NORD – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

51. PLAN NORD – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

52. STRATÉGIE MARITIME – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

53. STRATÉGIE MARITIME – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

54. FONDS VERT – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

55. FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Aucune.

56. FONDS DU PLAN NORD – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

57. SERVICES JURIDIQUES – SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

58. ACTES RÉPRÉHENSIBLES – DIVULGATIONS

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

C'est question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des questions

1	Ville de L'Ancienne-Lorette
2	Nation huronne-wendat
3	Agrile du frêne
4	Salon de jeux de Québec – Fermeture
5	Salon de jeux de Québec – Déménagement
6	Mont Ste-Anne
7	Tunnel Québec-Lévis
8	Films ou séries télévisées et différentes productions culturelles
9	École sur l'ancien site du Jardin zoologique
10	Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain – Rapports
11	Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain – Dépenses encourues et sommes investies
12	Comités interministériels
13	Sondages
14	SQI – Mandats
15	Concours et tirages
16	Campagnes de publicité
17	Programmes de financement

18	Pont de Québec – Restauration, peinture et promotion
19	Entrée de la capitale nationale (entrée des points, tête des ponts) – Réaménagement
20	Budgets octroyés et sommes versées à la Ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale
21	Ville de Québec – Développement économique
22	Habitation – Enjeux
23	Ville de Québec – Densification et mouvement démographique
24	Habitations communautaires – Plan de déploiement
25	Prolongement de l'autoroute 40
26	COVID-19 – Pandémie
27	Pénurie de main-d'œuvre – Enjeux
28	Sommes non dépensées par la Commission
29	Surplus cumulés en date du 1 ^{er} avril 2021
30	Crédits dépensés
68	Effectif
69	Conseil d'administration
70	Employés occasionnels

71	Sommes accordées à la Commission en 2020-2021
72	Parcs et espaces verts – Exploitation
73	Réalisations – Bilan
74	Entrée de la capitale nationale (entrée des points, tête des ponts) – Aménagement – Schéma directeur
75	Avis envoyés
76	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – Études, rapports, analyses
77	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – Prévion budgétaire
78	Pont de Québec – Peinture – Documents
79	Tête des ponts (entrée de la capitale nationale, entrée de ponts) – Réaménagement
80	Accès à l'aéroport – Bonification
81	Fusion avec le Secrétariat à la Capitale-Nationale
82	Demandes d'accès à l'information

1. VILLE DE L'ANCIENNE-LORETTE

Pour l'année 2021-2022, les rencontres, études de faisabilité, analyses, notamment financières, et projets pour les terrains laissés disponibles à la ville de L'Ancienne-Lorette ventilé par les coûts engendrés

Aucune.

2. NATION HURONNE-WENDAT

En lien avec les terrains de la défense nationale à Sainte-Foy, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec la nation huronne-wendat.

Ne s'applique pas.

3. AGRILE DU FRÊNE

La ventilation des sommes dépensées pour l'année 2021-2022 et les crédits demandés dédiés pour le traitement de l'agrile du frêne dans la région.

Réel prévu 2021-2022 : 900 000 \$

Crédits demandés : 7 160 000 \$ répartis sur 8 ans.

3. AGRILE DU FRÊNE

Renseignements PARTICULIERS — Opposition OFFICIELLE

4. SALON DE JEUX DE QUÉBEC – FERMETURE

Toute note, évaluation, avis ou étude concernant la fermeture du Salon de jeux dans la région de la Capitale-Nationale ainsi que les coûts directs de la fermeture et l'impact sur la population de la ville de Québec.

Ne s'applique pas

5. SALON DE JEUX DE QUÉBEC – DÉMÉNAGEMENT

Tout note, évaluation, avis ou étude concernant le déménagement du Salon de jeux de Québec vers Beauport ainsi que l'ensemble des sommes dépensées en détail en 2021-2022 pour le déménagement, l'installation et l'ouverture du Salon de jeux.

Ne s'applique pas.

6. MONT STE-ANNE

En lien avec le Mont-St-Anne, pour l'année 2021-2022, toutes les rencontres, études, analyses, avis, étude ainsi que la ventilation des sommes dépensées pour la revitalisation de ce site.

Ne s'applique pas.

7. TUNNEL QUÉBEC-LÉVIS

Bilan détaillé des travaux du bureau de projet concernant le Tunnel Québec-Lévis :

- a. l'état d'avancement du projet et l'échéancier prévu. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis lien et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans ;
- b. l'estimation initiale et l'estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans ;
- c. liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisées à ce jour. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans ;
- d. échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon). Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans ;
- e. sommes investies en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans
- f. préciser les conditions de travail de François Pellerin ;
- g. préciser le nombre d'effectifs du Bureau de projet, ainsi que leur classe d'emploi ;
- h. donner les détails des locaux occupés spécifiquement par le Bureau de projet : leur adresse, le nombre de pieds carrés occupés, etc. ;
- i. l'organigramme du bureau de projet.

Ne s'applique pas.

7. TUNNEL QUÉBEC-LÉVIS

Renseignements PARTICULIERS — Opposition OFFICIELLE

8. FILMS OU SÉRIES TÉLÉVISÉES ET DIFFÉRENTES PRODUCTIONS CULTURELLES

Sommes dépensées en 2021-2022 pour des tournages de films ou séries télévisées et différentes productions culturelles

Aucune.

9. ÉCOLE SUR L'ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE

Les sommes consenties au projet de construction d'école en 2021-2022 sur le site de l'ancien Jardin zoologique, ainsi que les prévisions pour 2022-2023

Ne s'applique pas.

10. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – RAPPORTS

Copie des dernières études, rapports, analyses, impacts financiers et états de situation concernant le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain, et ce, pour le côté est et le côté ouest.

Voici un rapport produit dans le cadre du projet en 2021-2022 :

L'ANGLAIS, Paul-Gaston, Le canon du boulevard Champlain : Identification et datation, mars 2022, 15 pages.

11. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – DÉPENSES ENCOURUES ET SOMMES INVESTIES

Dépenses encourues et sommes investies en 2021-2022 pour le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain, et ce, pour le côté est et le côté ouest. Fournir les prévisions pour 2022-2023.

COTÉ EST- Phase III – PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN	
Dossier réalisation	
	Réel prévu au 31 mars 2022
Honoraires professionnels	1 888 188 \$
Gestion de projet	1 065 178 \$
Travaux	30 133 434 \$
Acquisition de terrain	160 431 \$
Autres	266 210 \$
Financement temporaire	103 459 \$
Total :	33 616 900 \$

12. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires en 2021-2022, précisant :

MTQ Pont de l'Île D'Orléans	Juan Vargas Peter Murphy Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Participer à des rencontres d'information et comité de partenaires (incluant sous-comités pour les approches nord et sud). Nombre et fréquence des rencontres : Au besoin (± une fois / 3 mois) 3 rencontres Dépenses : 0 \$
MAMH Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires	Philippe Plante Autres membres (voir MAMH)	Mandat : Rencontre de consultation et présentation de la démarche du MAMH Nombre et fréquence des rencontres : Dépenses : 0 \$
MAMH Renouvellement des Orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT)	Marie-Noël Chouinard Autres membres (voir MAMH)	Mandat : Consultation sur le renouvellement des Orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT) Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$
MCC Stratégie québécoise de l'architecture	Juan Vargas Philippe Plante	Mandat : Rencontre de consultation et présentation de la démarche du MCC Nombre et fréquence des rencontres : 1 rencontre Dépenses : 0 \$
MAMAH-CMQ Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé (PMADR) (2025-2041)	Peter Murphy	Mandat : Consultations préliminaires pour le projet de PMAD révisé de la CMQ Nombre et fréquence des rencontres : 3 rencontres Dépenses : 0 \$
MTQ Schéma directeur de l'entrée sud de la capitale nationale	Philippe Plante Marie-Noël Chouinard Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Collaborer à l'élaboration d'un cadre de référence pour la requalification des terrains vacants et sous-utilisés de part et d'autre de l'axe autoroutier entre les ponts de Pierre-Laporte et de Québec et le chemin des Quatre-Bourgeois; Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$

12. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

Renseignements PARTICULIERS — Opposition OFFICIELLE

13. SONDAGES

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2021-2022, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Aucun sondage effectué dans la dernière année.

14. SIQ – MANDATS

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022.

Entente d'occupation pour le siège social et l'Observatoire et entretien ménager
Coût : 579 525 \$

Service de la centrale de surveillance à distance et patrouille motorisée pour différents parcs et bâtiments de la Commission de la capitale nationale du Québec.
Coût : 58 214 \$

Mandat donné, mais aucune dépense en 2021-2022 :

Travaux d'excavation de 3 à 9 mètres de profondeur pour des fouilles archéologiques au 31, rue Mont-Carmel (parc Cavalier-du-Moulin).
Coût : 71 050 \$

Convention gestion d'immeubles, entretien et exploitation, du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2024.
Coût : 0 \$

14. SIQ – MANDATS

Renseignements PARTICULIERS — Opposition OFFICIELLE

15. CONCOURS ET TIRAGES

Indiquer pour 2021-2022 :

- a) **la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) **les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) **l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) **la liste des concours qui ont pris fin.**

Il n'y a pas eu de concours ni de tirage au cours de l'année 2021-2022.

16. CAMPAGNES DE PUBLICITÉ

Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Communications numériques

Gré à gré

Facebook

Description : Publicités sur les médias sociaux pour les circuits virtuels primaire et secondaire pour le programme Découvrir la Capitale.

Coût : 1 348 \$

Active Campaign

Description : Envoi d'infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 1 657 \$

Alerti Business

Description : Outil afin de surveiller les sites d'avis, le web et les réseaux sociaux.

Coût : 858 \$

GoDaddy

Description : Renouvellement de noms de domaine- Observatoirecapitale.com et ccnq.org avec les certificats de sécurité pour 2 ans.

Coût : 403 \$

Jotform

Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles.

Coût : 65 \$

Publicités pour l'Observatoire de la Capitale

Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)

Description : Publicité et rédactionnel dans le guide touristique 2020-2021 de l'OTQ.

Coût : 2 000 \$

Autres

Gré à gré

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Description : Avis dans la gazette officielle pour lois et règlements.

Coût : 596 \$

Actions institutionnelles

Gré à gré

Jean-Philippe Labrie

Description : Photos et retouches pour le rapport annuel 2020-2021, séance de photos au parc des Moulins et contrat pour la réalisation de photos hivernales sur 7 sites de la Commission.

Coût : 1 238 \$

CNW Telbec (une société Cision)

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d'annonce de projet.

Coût : 679 \$

16. CAMPAGNES DE PUBLICITÉ

Renseignements PARTICULIERS — Opposition OFFICIELLE

16. CAMPAGNES DE PUBLICITÉ

Contrat ou mandats en graphisme

Gré à gré

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoiement, d'affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 8 529 \$

Contrat ou mandats pour révision linguistique

Gré à gré

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 1 716 \$

16. CAMPAGNES DE PUBLICITÉ

Renseignements PARTICULIERS — Opposition OFFICIELLE

17. PROGRAMMES DE FINANCEMENT

La liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2021-2022 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé ;
- d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Aucun

18. PONT DE QUÉBEC – RESTAURATION, PEINTURE ET PROMOTION

Ventilation des sommes consenties en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.

Aucune.

19. ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE (ENTRÉE DES PONTS, TÊTE DES PONTS) – RÉAMÉNAGEMENT

Ventilation des sommes consenties en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale (tête des ponts).

Aucune.

20. SOMMES VERSÉES OU À VERSER À LA VILLE DE QUÉBEC À TITRE DE SUBVENTION À LA CAPITALE NATIONALE

Ventilation des sommes versées ou à verser à la ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

Aucune.

21. VILLE DE QUÉBEC – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la ville de Québec en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.

22. HABITATION – ENJEUX

Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant les enjeux d'habitation, l'accès à la propriété, l'achat et la vente de propriétés dans la région de la Capitale-Nationale.

Aucune.

23. VILLE DE QUÉBEC – DENSIFICATION ET MOUVEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant la densification de la ville de Québec, l'étalement urbain ainsi que du mouvement démographique de la ville de Québec vers les villes avoisinantes.

Aucune.

24. HABITATIONS COMMUNAUTAIRES – PLAN DE DÉPLOIEMENT

Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant un plan de déploiement d'habitations communautaires.

Aucune.

25. PROLONGEMENT DE L'AUTOROUTE 40

Pour l'année 2021-2022, liste de toute étude, analyse ou document concernant le prolongement de l'autoroute 40, incluant les scénarios, les rencontres avec la ministre, son cabinet et les maires de L'Ancienne-Lorette et de Québec.

Ne s'applique pas.

26. COVID-19 – PANDÉMIE

Concernant la pandémie de COVID-19, veuillez fournir :

- a) **Les crédits octroyés pour la relance du secteur touristique de la région;**
- b) **Les crédits octroyés pour la relance du secteur de la restauration de la région;**
- c) **Les crédits octroyés pour la relance du secteur de l'hébergement de la région;**
- d) **Les crédits octroyés pour la relance du secteur des croisières de la région;**

Aucun.

27. PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE – ENJEUX

Concernant les enjeux de pénurie de main-d'œuvre, veuillez fournir :

- Les crédits octroyés pour toute étude ou analyse concernant la problématique et le justificatif pour chacune des initiatives ;
- Les crédits octroyés pour toute initiative visant à résorber la pénurie de main-d'œuvre et le justificatif pour chacune des initiatives.

La Commission n'est pas assujettie à la Loi sur la fonction publique.

28. SOMMES NON DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION

Les sommes non dépensées par la Commission pour 2021-2022 en incluant un justificatif pour chaque élément.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

29. SURPLUS CUMULÉS EN DATE DU 1^{ER} AVRIL 2021

Le solde des surplus cumulés en date du 1^{er} avril 2022 en incluant le justificatif pour l'ensemble des montants disponibles.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

30. CRÉDITS DÉPENSÉS

La liste des crédits dépensés, ainsi que leur justificatif, qui n'avaient pas été budgété au 1^{er} avril 2021.

Aucun.

68. EFFECTIF

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2021-2022, indiquer :

a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

LISTE DES EMPLOYÉS

Babin, Louis-Marie	Gingras, Christian	Paquin, Nancy
Bélanger-Fortier, Raphaël	Girard, David	Picard, François
Benoit, Johanne	Giroux, Nicolas	Pigeon, Isabelle
Bilodeau, Dominique	Grégoire, Rénaud	Plante, Philippe
Bittencourt Machado, Monica	Grenon, François	Ricard, Stéphanie
Boulet, Nancy	Guay, Jean-Philippe	Roux, Julien
Caron, Stéphane	Houheche, Kaissa	Roy St-Pierre, Carolanne
Caron, Maxime	Kouakou, Claudine	Sanfaçon, Marie
Chevalier, Alexis	Lambert, Josiane	Savard, Vanessa
Chouinard, Marie-Noël	Lessard, France	Servant, Jean-Philippe
Cloutier-Leclerc, Alexandra	Lévesque, Arnaud	Sohier, Agnès
Daigneault-Clermont, Étienne	Mailloux, Martine	St-Hilaire, Isabelle
Des Rochers, Frédéric	Martel, Nathalie	St-Pierre, Ève-Marie
Dion, Jennifer	Mercier, Josyca	Tremblay, Larry
Duchesne, Hélène	Meslouhi, Mehdi	Vachon, Brigitte
Émond, Stéphane	Montminy, Katie	Vargas, Juan
Ferland, Josée	Murphy, Peter	Vézina, Marie-Christine
Gagnon, Bruno	Nadeau, Carine	
Gamache, Israël	Nadeau, Pierre	

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Marie Bouvier
 Pierre Dolbec
 Katia Duchesneau
 Steeve Gros-Louis
 Barry Holleman
 Alain Kirouac
 Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale
 Jean-Guy Poulin
 Pascal Raby
 André Roy
 Nancy Florence Savard
 Patrick St-Hilaire
 Fanny Tremblay-Racicot

b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

MEMBRE DU CONSEIL	ENTRÉE EN FONCTION	FIN DE MANDAT
Marie Bouvier	2021-07-07	2024-07-06
Pierre Dolbec	2021-07-07	2024-07-06
Katia Duchesneau	2021-07-07	2024-07-06
Barry Holleman	2021-08-15	2024-08-14
Jean-Guy Poulin	2021-07-07	2024-07-06
Nancy Florence Savard	2021-07-07	2024-07-06

68. EFFECTIF

Patrick St-Hilaire	2021-08-15	2024-08-14
Fanny Tremblay-Racicot	2021-07-07	2024-07-06

Aucune rémunération ne leur est versée.

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

La réponse à cette question se retrouve à la question 13 des renseignements généraux

69. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liste des membres du conseil d'administration, leur date d'entrée en fonction et la date de la fin de leur mandat, ainsi que la ventilation de leur rémunération ou des dédommagements offerts, sous toutes les formes

En vertu de notre loi constitutive, le président et directeur général est membre du conseil d'administration

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE FIN DE MANDAT
Mary Bouvier	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Pierre Dolbec	29 avril 2015	6 juillet 2024
Katia Duchesneau	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Steeve Gros-Louis	15 août 2018	14 août 2024
Barry Holleman	15 août 2018	14 août 2024
Alain Kirouac	29 avril 2020	28 avril 2023
Marie Claire Ouellet, pdg	6 sept. 2017	5 sept. 2022
Jean-Guy Poulin	20 juin 2018	6 juillet 2024
Pascal Raby	26 février 2020	25 février 2023
André Roy	29 avril 2020	28 avril 2023
Nancy Florence Savard	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Patrick St-Hilaire	15 août 2018	14 août 2024
Fanny Tremblay-Racicot	7 juillet 2021	6 juillet 2024

Aucune rémunération ne leur est versée.

70. EMPLOYÉS OCCASIONNELS

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur à la Commission et dans chaque organisme qui en relève en 2021-2022. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Le personnel de la Commission n'est pas nommé suivant la *Loi sur la fonction publique*.

71. SOMMES ACCORDÉES À LA COMMISSION EN 2020-2021

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 à la Commission incluant les budgets sous sa responsabilité et prévisions pour 2022-2023.

Pour 2021-2022, se référer au livre des crédits.

72. PARCS ET ESPACES VERTS – EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation des parcs et espaces verts pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉEL (PRÉVU) 2021-2022				
	AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	BÂTIMENTS	TAXES FONCIÈRES ET SCOLAIRES	TOTAL
Parc du Bois-de-Coulonge	412 022 \$	139 276 \$	556 716 \$	1 108 014 \$
Domaine Cataract	194 878 \$	172 105 \$	445 479 \$	812 462 \$
Promenade Samuel-De Champlain	994 789 \$	74 960 \$	266 804 \$	1 336 553 \$
Parc des Moulins	356 944 \$	81 334 \$	186 037 \$	624 315 \$
Place des Canotiers	369 156 \$	56 615 \$	577 668 \$	1 003 439 \$
Autres parcs et espaces verts	474 926 \$	34 842 \$	826 046 \$	1 335 814 \$
	2 802 715 \$	559 132 \$	2 858 750 \$	6 220 597 \$

73. RÉALISATIONS – BILAN

Bilan détaillé des réalisations de la CCN pour 2021-2022 et les mesures prévues pour 2022-2023.

Bilan détaillé des réalisations – Réel prévu 2021-2022	
Promenade Samuel-De Champlain – Phase 3 (Réalisation)	30 645 550 \$
Site archéologique Cartier-Roberval	2 045 000 \$
Nouvelles-Casernes	2 799 327 \$
Maintien d'actifs	1 575 000 \$
Mur de fortification – Cavalier du Moulin	188 610 \$
Escalier de la Coulée Saint-Denis	139 485 \$
Total	37 392 972 \$

73. RÉALISATIONS – BILAN

Renseignements PARTICULIERS — Opposition OFFICIELLE

74. ENTRÉE DES PONTS (ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE, TÊTE DES PONTS) – AMÉNAGEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR

Copie du schéma directeur réalisé par le Bureau de projet de la capitale nationale pour l'aménagement de l'entrée des ponts, de même qu'une copie des analyses ou des études obtenues pour ce projet, et liste des coûts associés à celles-ci.

Le schéma directeur produit sous la direction du MTQ n'a jamais été rendu public; plusieurs révisions ont été produites depuis 2015 dont la Commission n'a pas de copie.

75. AVIS ENVOYÉS

Copie de tous les avis envoyés aux ministères ou organismes du gouvernement, aux municipalités et aux organismes municipaux en lien avec l'application de la Politique relative à la capitale nationale, à l'initiative de la CCN ou à la demande du gouvernement.

Deux avis ont été produits en 2021-2022 en réponse aux demandes d'avis du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Avis 01 : Concernant le premier projet du Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé de la Communauté métropolitaine de Québec

La Commission a jugé le Plan conforme aux orientations de la Commission, mais a signifié que certains éléments pourraient être ajustés afin de donner une plus grande importance au statut de capitale de la région ainsi qu'à ses caractéristiques distinctives. Un document détaillant les commentaires de la Commission accompagne l'avis.

Avis 02 : Concernant le Règlement R.V.A.Q. 1404 de la Ville de Québec

La Commission a jugé le projet de règlement conforme à ses orientations puisqu'il permet la réalisation du projet de la troisième phase de la promenade Samuel-De Champlain.

La Commission n'a pas répondu à d'autres demandes d'avis du MAMH à l'égard de la Politique relative à la capitale nationale puisque celles-ci n'étaient pas en lien avec le champ d'action ou la mission de la Commission.

Pièces jointes : Avis 01 MAMH
Avis 02 MAMH

AVIS 01 – 2021-2022
AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L’HABITATION
CONCERNANT LE PREMIER PROJET DU
PLAN MÉTROPOLITAIN D’AMÉNAGEMENT ET DE
DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ
DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation doit, avant de donner un avis relatif au plan métropolitain d’aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec ou de l’une de ses constituantes, demander l’avis de la Commission de la capitale nationale du Québec, et ce, conformément à l’article 234.2 de la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire a sollicité, en date du 8 juillet 2021, l’avis de la Commission concernant la résolution no C-2021-105 édictant le premier projet de plan métropolitain d’aménagement et de développement révisé de la Communauté Métropolitaine de Québec;

ATTENDU QUE les articles 15 et 15.1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec (L.R.Q., c. C-33.1) habilite cette dernière à conseiller le gouvernement sur différents sujets, dont l’aménagement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec en regard de l’application des articles 51, 53.7, 56.4, 56.14 et 65 de la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme;

ATTENDU QUE le rôle-conseil de la Commission consiste, conformément à la Loi, à « veiller à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d’exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec »;

ATTENDU QUE la Commission conseille le gouvernement du Québec notamment sur « l’aménagement et le développement du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie »;

ATTENDU QUE le projet de P.M.A.D. révisé de la Communauté métropolitaine de Québec traite directement de sujets se rapportant aux orientations d’aménagement de la Commission;

ATTENDU QUE la résolution no C-2021-105 de la Communauté métropolitaine de Québec a pour objet d’édicter le premier projet de plan métropolitain d’aménagement et de développement révisé pour le territoire de l’agglomération de Québec;

EN CONSÉQUENCE, la Commission de la capitale nationale du Québec avise le ministre des Affaires municipales et de l’Habitation que le premier projet de plan métropolitain d’aménagement et de développement révisé de la Communauté métropolitaine de Québec est conforme aux orientations gouvernementales et aux orientations de la Commission. Toutefois, elle souhaite signifier que certains éléments pourraient être ajustés pour donner une plus grande importance au statut de capitale. Des commentaires accompagnent donc le présent avis. La Commission se rend disponible pour collaborer avec la Communauté métropolitaine de Québec à leur intégration.

Fait à Québec, le 7 septembre 2021.

Marie Claire Ouellet

La présidente et directrice générale,

Marie Claire Ouellet

Premier projet de plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC

Septembre 2021

Mise en contexte

L'avis de la Commission de la capitale nationale du Québec a été sollicité par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation dans le cadre de l'avis prévu dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en 2016.

Rappel du mandat et des pouvoirs de la Commission de la capitale nationale du Québec

Il est utile de rappeler que lors de sa création en 1995, le gouvernement du Québec a confié à la Commission, en rapport avec l'aménagement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec, les pouvoirs suivants :

- contribuer à l'aménagement et à l'amélioration des édifices et équipements majeurs qui caractérisent une capitale;
- établir des places, des parcs et jardins, des promenades, des monuments et œuvres d'art;
- contribuer à l'amélioration de la qualité de l'architecture et du paysage;
- contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'accessibilité de places, de parcs et jardins, de promenades et voies publiques de même que de sites, ouvrages, monuments et biens historiques assurant l'embellissement ou le rayonnement de la capitale;
- contribuer à la réalisation de travaux destinés à améliorer l'accès à la capitale.

La Commission a également été mandatée par le gouvernement du Québec pour poursuivre le programme *Redonner le fleuve aux Québécois* par l'aménagement des berges du fleuve Saint-Laurent, notamment avec les phases subséquentes de la promenade Samuel-De Champlain et le projet Littoral Est.

De par ses mandats, la Commission se sent particulièrement interpellée par le premier projet de révision du plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) déposé, notamment en ce qui a trait au statut de capitale nationale qui distingue Québec. En effet, la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) est différente de la Communauté métropolitaine de Montréal par la présence sur son territoire du siège du pouvoir politique provincial. Le statut de capitale nationale est également intrinsèquement lié à des lieux et paysages d'intérêts, non seulement pour les résidents de la CMQ, mais également pour tous les Québécois.

Le statut de capitale nationale est souligné dans les orientations gouvernementales en matière d'aménagement pour le territoire de la CMQ élaborées en 2001-2002 et révisées sommairement en 2011. Ces dernières visent notamment le rayonnement du site remarquable que constitue la Capitale-Nationale, tel qu'énoncé dans l'orientation 1 *Capitale nationale et site remarquable*. L'orientation vise à « assurer le plein rayonnement politique, administratif, historique et culturel de la capitale nationale et de la région métropolitaine de Québec, et concourir à la valorisation du cadre bâti et naturel distinctif qui fait de ce lieu un site remarquable »¹. Cette orientation est celle qui se rapproche le plus de la mission, des préoccupations, des objectifs et du champ de compétence de la Commission, c'est pourquoi l'analyse du PMAD réalisée par la Commission s'est penchée principalement sur cet aspect et les commentaires suivants y répondent directement.

L'ensemble de la démarche menant à la rédaction du PMAD démontre un intérêt de la CMQ et un approfondissement des éléments distinctifs importants pour la Commission, le tout dans l'optique de la mise en valeur de la Capitale. À la lecture, le projet de PMAD met également des efforts considérables sur les notions environnementales et de développement durable qui se doivent, en effet, d'être au cœur des préoccupations de la CMQ. Il apparaît

¹ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Annexe B Addenda modifiant les orientations gouvernementales en matière d'aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec en vue de l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement, gouvernement du Québec, 2011, p 8

toutefois que le projet de PMAD révisé pourrait être ajusté afin de répondre plus adéquatement à l'orientation gouvernementale visant à assurer le plein rayonnement de la capitale nationale, qu'il n'identifie d'ailleurs pas comme un défi à relever au cœur de son plan d'action.

À cet égard, la Commission est d'avis que le PMAD devrait davantage mettre en exergue la notion de Capitale-Nationale, son caractère ainsi que ses sites et ses paysages d'exception, afin de les intégrer de manière plus claire à sa vision, ses orientations, ses objectifs et ses critères. En effet, plus les éléments d'intérêt « capitale » seront identifiés clairement dans le PMAD, plus les occasions et les opportunités pour assurer leur protection et leur mise en valeur pourront être facilitées pour les différents acteurs de la région.

De manière plus précise, le projet de PMAD révisé est commenté en fonction des quatre objectifs de l'orientation gouvernementale *Capitale nationale et site remarquable* :

1. *Protéger, mettre en valeur et rendre accessibles, pour tous les résidents et visiteurs, les lieux de mémoire et les lieux emblématiques du territoire de la communauté métropolitaine de Québec.*

Lieux emblématiques

Le projet de PMAD reconnaît, dans son orientation 7 – *Espaces naturels, récréotouristiques et patrimoniaux*, que les espaces patrimoniaux « contribuent fortement à l'attractivité de la région métropolitaine »². Il identifie des grands ensembles patrimoniaux et axes anciens d'intérêt métropolitain, ainsi que des mesures pour leur protection et leur mise en valeur, le tout dans l'objectif de « favoriser un aménagement et un développement du territoire soucieux de la protection du patrimoine ». Parallèlement, le projet de PMAD identifie aussi dans les orientations 6 – *Paysages identitaires* et 8 – *Fleuve Saint-Laurent* des points de vue remarquables et des points d'accès au fleuve comme étant des lieux d'importance du patrimoine maritime, historique et immatériel à mettre en valeur.

Cependant, la plupart des sites identifiés ne sont pas caractérisés à savoir si certains seraient à prioriser pour leur protection et leur mise en valeur ou encore, si certains revêtent une importance davantage « capitale » que métropolitaine. Des moyens sont aussi identifiés dans le PMAD pour protéger et mettre en valeur les caractéristiques distinctives de ces lieux et paysages patrimoniaux. Cependant, ces thématiques sont réparties à travers les 3 orientations mentionnées précédemment, tout comme les moyens pour les protéger et les mettre en valeur. Ceci mériterait d'être structuré de manière plus claire dans le PMAD afin d'assurer une plus grande cohérence entre les thèmes avancés dans chacune des orientations, les lieux identifiés et les moyens pour leur protection et leur mise en valeur. Par exemple, l'orientation 8 – *Fleuve Saint-Laurent* discute dans son préambule de l'importance des paysages maritimes et patrimoniaux du fleuve Saint-Laurent. Cependant, les objectifs et critères qui y sont présentés ne réfèrent qu'aux éléments récréotouristiques des accès au fleuve. Il faut alors se reporter à l'orientation 6 – *Paysages identitaires* pour les objectifs, critères et mesures relatives à la protection et à la mise en valeur des bassins visuels du fleuve.

Par ailleurs, la Commission est d'avis que les lieux d'importance devraient être caractérisés dans le PMAD afin, premièrement, d'en favoriser la connaissance et leur accorder la protection et la mise en valeur appropriées et, deuxièmement, de déterminer s'ils ont une importance métropolitaine (pour les résidents de la CMQ) ou un intérêt de protection et de mise en valeur « capital » (pour tous les citoyens du Québec). Une caractérisation et une hiérarchisation claire des éléments pourraient par la suite mener plus facilement à des opportunités de mise en valeur pour les acteurs de la région.

Enfin, le projet de PMAD ne satisfait pas les attentes gouvernementales par rapport à la caractérisation et à l'élaboration d'une vision pour l'avenir des bâtiments religieux d'importance « capitale », telles que signifiées dans les sous-objectifs de l'orientation gouvernementale.

² Communauté métropolitaine de Québec, Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé – 1er projet, Bâtir ensemble un territoire durable pour 2041, 2021, p 104

Accessibilité

La Commission est satisfaite des orientations mentionnées dans le tableau 30 pour l'accessibilité et la desserte des grands ensembles patrimoniaux. Elle accueille favorablement l'intérêt qui est porté aux portes d'entrée et au parcours d'accueil de la capitale dans l'objectif 28 du PMAD³, ainsi que des mesures proposées pour la protection et mise en valeur du réseau routier qui le constitue. En effet, ceux-ci sont essentiels pour la « (...) mise en valeur et l'accessibilité des principaux ensembles, lieux de mémoire et biens culturels(...) »⁴.

Par contre, la Commission est d'avis que dans une vision d'avenir et de développement durable, il serait essentiel de considérer la notion de parcours d'accueil et d'interconnexion des différentes portes d'accès à la capitale identifiées (aéroport de Québec, terminal de croisière et gare du Palais) en lien avec les différentes intentions de mobilité durable citées dans l'orientation 1 - *Structuration du territoire et mobilité durable* du PMAD. Ces sujets sont actuellement traités de manière indépendante, mais nous sommes d'avis qu'une meilleure interconnexion et intermodalité en lien avec le parcours d'accueil de la capitale pourrait contribuer à l'accessibilité de la colline Parlementaire, notamment depuis l'aéroport de Québec, pour tous les citoyens et visiteurs.

Ainsi, en plus d'être accompagné d'une zone de protection et de mise en valeur, notamment aux croisements des entrées sud et ouest des entrées à la capitale, il serait important de travailler à favoriser une interconnexion entre des réseaux de transports en commun et le parcours d'accueil de la capitale.

2. *Concourir à un aménagement de la colline Parlementaire qui assure un équilibre entre ses vocations administratives, résidentielles, culturelles et ludiques.*
3. *Contribuer au renforcement de la capitale nationale et du territoire métropolitain par la présence et le maintien des institutions et des activités de l'État.*

Colline Parlementaire

Le projet de PMAD ne fait pas mention de critères d'aménagement spécifiques pour la colline Parlementaire « (...) visant à maintenir la fonctionnalité, à assurer la cohabitation harmonieuse de ses vocations et à gérer notamment l'occupation des espaces vacants, les ruptures et les transitions (...) »⁵ comme attendu dans les orientations gouvernementales. Dans l'objectif du PMAD d'« assurer une planification intégrée de l'aménagement du territoire et des transports »⁶, la colline Parlementaire est intégrée à ce qu'il nomme le « pôle métropolitain urbain à rayonnement national et international » et y propose, dans le tableau 2, des mesures relatives à la planification détaillée. Cependant celles-ci sont les mêmes pour les 5 autres types de pôles et noyaux urbains qui y sont identifiés. La Commission est d'avis que l'importance et l'intérêt « capitale » de ce secteur devraient être mis en exergue et mériter des critères d'aménagement plus spécifiques à ses particularités, notamment pour mieux répondre aux attentes gouvernementales en lien avec la colline Parlementaire.

Par ailleurs, le statut particulier de la colline Parlementaire comme pôle d'emploi et lieu distinctif de la capitale n'est pas clairement mis de l'avant dans le PMAD et très peu de ses objectifs pourraient contribuer à son renforcement et sa mise en valeur. Par exemple, l'objectif 15 du projet de PMAD de « créer des lieux d'emplois de qualité et qui distinguent la région métropolitaine de Québec »⁷ ne prend pas en compte le pôle d'emploi important qu'est la colline Parlementaire, ni son statut particulier dans le maintien de la symbolique du siège du pouvoir national dans la capitale.

³ Communauté métropolitaine de Québec, Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé – 1er projet, Bâtr ensemble un territoire durable pour 2041, 2021, p 98

⁴ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Annexe B Addenda modifiant les orientations gouvernementales en matière d'aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec en vue de l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement, gouvernement du Québec, 2011, p 7

⁵ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Annexe B Addenda modifiant les orientations gouvernementales en matière d'aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec en vue de l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement, gouvernement du Québec, 2011, p 7

⁶ Communauté métropolitaine de Québec, Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé – 1er projet, Bâtr ensemble un territoire durable pour 2041, 2021, p 39

⁷ Communauté métropolitaine de Québec, Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé – 1er projet, Bâtr ensemble un territoire durable pour 2041, 2021, p 78

Il est essentiel pour la Commission que le PMAD reconnaisse le statut particulier de la colline Parlementaire comme lieu d'emploi distinctif de la capitale. Le développement et la mise en valeur de la colline Parlementaire sont primordiaux afin de maintenir un équilibre entre ce pôle existant, symbole de l'exercice du pouvoir à Québec, et les nouveaux pôles d'emplois en développement ailleurs dans la région métropolitaine de Québec, dont certains comprennent d'ailleurs de nouveaux lieux d'activité de l'État (pôle d'Estimauville, pôle Sainte-Foy, pôle Lebourgneuf). La conservation d'un certain équilibre entre les pôles d'emploi existants et les pôles émergents est importante pour le maintien du caractère symbolique de la colline Parlementaire. Cet aspect est d'autant plus important dans le contexte de l'essor du télétravail en réponse à la pandémie de la covid-19 où les pôles d'emploi existants, comme la colline Parlementaire, seront sans doute appelés à se transformer dans les prochaines décennies.

4. *Veiller à la protection des sites exceptionnels et reconnaître et mettre en valeur les paysages caractéristiques sur l'ensemble du territoire.*

Paysages et sites emblématiques

La CMQ regorge de lieux et sites exceptionnels qui ont contribué, et qui contribuent encore aujourd'hui, à confirmer son statut particulier de Capitale-Nationale du Québec. Certains de ces lieux sont directement liés à l'exercice du pouvoir dans la capitale, comme l'hôtel du Parlement et les bâtiments ministériels et parcs situés sur la colline Parlementaire. D'autres lieux révèlent davantage le passé historique propre à Québec, comme la ville fortifiée du Vieux-Québec, de nombreux bâtiments et sites patrimoniaux et différents monuments. Enfin, les caractéristiques morphologiques particulières de Québec qui ont caractérisé son évolution comme capitale au fil des siècles participent à la création de paysages emblématiques distinctifs qui lui sont propres, comme le fleuve Saint-Laurent, l'escarpement de Québec et le Cap-Diamant, la silhouette de la ville fortifiée et de la haute-ville pour n'en nommer que quelques-uns.

Le projet de PMAD fait peu mention des sites exceptionnels et emblématiques de la capitale sus mentionnés et les orientations proposées pour leur protection ou leur mise en valeur ne sont pas toujours claires ou sont réparties à travers plusieurs orientations.

L'orientation 6 - *Paysages identitaires* du projet de PMAD identifie l'importance des paysages dans la représentation et l'appréhension des caractéristiques distinctives et des paysages propres à la Capitale-Nationale. Il y est souligné que « (...) la ville de Québec se distingue par son statut et son rôle de capitale nationale. Outre la colline Parlementaire, symbole du pouvoir national, des accès et parcours, des paysages emblématiques et des points de vue remarquables constituent des éléments distinctifs de la capitale qui touchent l'ensemble du territoire de la Communauté. »⁸.

En ce sens, le projet de PMAD révisé identifie 44 unités de paysages d'intérêt **métropolitain** et des points de vue pour leur protection et leur mise en valeur. Il est énoncé que ces paysages "se démarquent par (...) leur caractère emblématique, leur qualité visuelle, leur attrait récréotouristique, leur appropriation sociale et leur intérêt patrimonial, naturel et économique »⁹. Or, les listes et les cartographies présentées des unités de paysages et des points de vue ne permettent pas de caractériser, ni de distinguer les sites et les paysages exceptionnels de la capitale des autres, ni de déterminer lesquels devraient être priorisés dans des efforts de protection et de mise en valeur. À cet égard, la Commission est d'avis qu'il serait important que les critères permettent d'identifier et de distinguer les sites et paysages caractéristiques de la capitale afin d'en favoriser la connaissance et de leur accorder la protection et la mise en valeur appropriées.

Par ailleurs, le projet de PMAD ne fait mention que des paysages d'intérêt **métropolitain**. La Commission est d'avis qu'il serait important de travailler à une hiérarchisation entre les paysages et les points de vue identifiés. La Commission trouve important de faire une distinction entre les paysages et points de vue d'intérêt **métropolitain** (qui représentent les caractéristiques propres à la CMQ et identitaires

⁸ Communauté métropolitaine de Québec, Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé – 1er projet, Bâtir ensemble un territoire durable pour 2041, 2021, p 92

⁹ Communauté métropolitaine de Québec, Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé – 1er projet, Bâtir ensemble un territoire durable pour 2041, 2021, p 94

pour ses résidents) avec les **paysages d'intérêt « capitale »** (qui représentent les caractéristiques distinctives de la capitale et d'intérêt pour l'ensemble des Québécois) afin d'en faire la mise en valeur et de « renforcer le statut de capitale nationale »¹⁰.

La mise en valeur du rayonnement du site remarquable que constitue la Capitale-Nationale devrait passer par l'énonciation claire des caractéristiques distinctives qui composent les paysages et points de vue d'intérêt. Les paysages particuliers méritent d'être identifiés comme d'intérêt « capitale » en plus d'avoir un intérêt métropolitain, afin de les protéger et d'agir pour leur mise en valeur.

Caractéristiques distinctives

Le PMAD fait mention à plusieurs reprises des caractéristiques distinctives de la capitale et des paysages d'intérêts. Cependant, la liste des éléments distinctifs composant les paysages d'intérêt « capitale » et métropolitain mériterait d'être plus clairement énoncée et mise de l'avant. La Commission pense qu'il serait judicieux de faire une plus grande place à ces caractéristiques composant les paysages d'intérêt « capitale » et d'intérêt métropolitain, afin qu'elles soient claires pour tous les acteurs de la communauté et pour que tous puissent travailler conjointement à leur protection et leur mise en valeur.

Enfin, la Commission est d'avis que tous les sites, points de vue et paysages d'intérêt « capitale » et d'intérêt métropolitain, ainsi que les caractéristiques qui les composent, devraient être identifiés préalablement et figurer au PMAD afin que les différents acteurs puissent travailler à leur protection et mise en valeur plutôt qu'à leur identification. Ce point est valable autant pour les points de vue et paysages internes (depuis la capitale, vers la capitale) qu'externes (vers la capitale).

Liste non exhaustive des caractéristiques distinctives du paysage emblématique de la capitale

- Symbole national du pouvoir : Colline Parlementaire incluant l'hôtel du Parlement, les édifices administratifs du gouvernement du Québec et les espaces publics qui la constituent (Grande Allée, parc de la Francophonie, parc de l'Amérique-Française, avenue Honoré-Mercier et boulevard René-Levesque)
- Le fleuve Saint-Laurent et son littoral
- Le promontoire de Québec et le cap Diamant avec leurs escarpements, crans rocheux et lignes de crête
- Environnements bâtis distinctifs composés de la ville fortifiée, de la haute-ville et de la basse-ville
- Les éléments emblématiques comme le pôle de la colline Parlementaire, le Château Frontenac et les fortifications
- Les silhouettes bâties de Québec et de Lévis
- Les grands domaines et parcs urbains, notamment les grands domaines de Sillery, la promenade Samuel-De Champlain, le parc des champs de bataille, etc.
- Accès de la Capitale : Ponts Pierre-Laporte, de Québec et de l'île d'Orléans, Traversiers, Voie maritime et du chenal nord du Saint-Laurent
- Paysages touchant les 5 sites patrimoniaux de la CMQ

¹⁰ Communauté métropolitaine de Québec, Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé – 1er projet, Bâtir ensemble un territoire durable pour 2041, 2021, p 96

AVIS 02 – 2021-2022

**AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L’HABITATION
CONCERNANT LE RÈGLEMENT R.V.A.Q. 1404
DE LA VILLE DE QUÉBEC**

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l’Habitation doit, avant de donner un avis relatif au schéma métropolitain d’aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec ou de l’une de ses constituantes, demander l’avis de la Commission de la capitale nationale du Québec, et ce, conformément à l’article 234.2 de la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire a sollicité, en date du 8 septembre 2021, l’avis de la Commission concernant le règlement R.A.V.Q. 1404;

ATTENDU QUE les articles 15 et 15.1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec (L.R.Q., c. C -33.1) habilite ce dernier à conseiller le gouvernement sur différents sujets, dont l’aménagement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec en regard de l’application des articles 51, 53.7, 56.4, 56.14 et 65 de la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme;

ATTENDU QUE le rôle-conseil de la Commission consiste, conformément à la Loi, à « veiller à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d’exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec »;

ATTENDU QUE la Commission conseille le gouvernement du Québec notamment sur « l’aménagement et le développement du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie »;

ATTENDU QUE le règlement R.A.V.Q. 1404 de la Ville de Québec se rapporte aux orientations d’aménagement de la Commission, notamment la mise en valeur des berges du fleuve Saint-Laurent;

ATTENDU QUE le règlement R.A.V.Q. 1404 de la Ville de Québec a pour objet d’autoriser les travaux d’aménagement de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain dans la zone inondable;

EN CONSÉQUENCE, la Commission de la capitale nationale du Québec avise le ministre des Affaires municipales et de l’Habitation qu’elle estime le règlement R.A.V.Q. 1404 de la Ville de Québec conforme à ses orientations d’aménagement. La réalisation de cette troisième phase de la promenade Samuel-De Champlain prévoit le prolongement des aménagements existants de 2,5 km vers l’est, permettant ainsi aux Québécois de parcourir les rives du fleuve Saint-Laurent sur près de sept kilomètres, en plus de pouvoir profiter d’un nouveau pôle balnéaire en bordure du fleuve.

Fait à Québec, le 23 septembre 2021.

La présidente et directrice générale,

Marie Claire Ouellet

Marie Claire Ouellet

76. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses, impacts financiers, valeur du site et états de situation concernant la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

ÉTUDES, ANALYSES, PLANS ET DEVIS (2021-2022)

- Inspection de la maison Richard pour problème de fissures au plafond
- Expertise pour investiguer l'instabilité du mur pignon nord de la maison Cayouette
- Conception de plans et devis pour la restauration des ponts #2 et #3 au parc des Moulins
- Services en ingénierie structurale pour la restauration du pont #1 au parc des Moulins
- Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols pont #1 au parc des Moulins
- Relevé d'arpentage complet au pont #1
- Relevé bathymétrique le long de la rivière
- Laboratoire pour caractérisation des matériaux, présence d'amiante sur tous les ponts et les berges
- Expert-conseil et assistance au projet de restauration de rives du parc des Moulins
- Relevé bathymétrique le long de la rivière
- Architecture pour la restauration du moulin à vent au parc des Moulins

TRAVAUX (2021-2022)

- Prolongement d'une tranchée près des terrains résidentiels au parc des Moulins
- Réparation de clôtures près de la rivière Berger et du portique principal
- Refaire pergolas qui soutient les plantes derrière la maison Brassard et refaire platelage de bois de la terrasse près des ruches
- Corriger l'affaissement de pavé uni de façon sectorielle au parc des Moulins
- Corriger joints de mortier au bas de la cheminée de la maison Richard et refaire le muret du balcon principal
- Réparation de maçonnerie pour sécurisation du perron au bloc sanitaire, pallier et murets autour des ponts :
- Traitement d'urgence contre la maladie hollandaise de l'orme
- Travaux arboricoles quant à l'agrile du frêne

PLAN MAINTIEN ACTIFS (2021-2022)

- Remplacement des plinthes électriques à la maison Richard
- Restauration des façades est et nord de la maison Richard
- Terrassement de finition autour de la maison Brassard à la suite des expertises de fondation
- Rejointement des quatre murs et resurfaçage de marches et d'escaliers de béton de la maison Cayouette
- Numérisation de documents d'archives de la fondation Sylvio Brassard

77. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Prévisions pour 2022-2023 des sommes dédiées et crédits demandés à la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

2022-2023 : Investissement pour le parc des Moulins et son boisé

- À même son budget de maintien de l'actif : 1 026 276 \$
- À même son budget de fonctionnement : 549 495 \$

78. PONT DE QUÉBEC – PEINTURE – DOCUMENTS

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant la peinture du pont de Québec.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

79. TÊTE DES PONTS (ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE, ENTRÉE DES PONTS) – RÉAMÉNAGEMENT

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale pour l'année (tête des ponts) 2021-2022.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

80. ACCÈS À L'AÉROPORT – BONIFICATION

Travaux et documents produits par la Commission de la capitale nationale concernant la bonification de l'accès à l'aéroport.

Aucun document n'a été produit par la Commission pour ce dossier en 2021-2022.

81. FUSION AVEC LE SECRÉTARIAT À LA CAPITALE-NATIONALE

Pour l'année 2021-2022, liste de tout étude, analyse ou document concernant les impacts financiers et sur les crédits du CCN d'une possible fusion avec le Secrétariat à la Capitale-Nationale pour en faire une seule entité.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

82. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Concernant l'accès à l'information :

- **Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.**

Aucun.

- **Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022.**

Veillez référer à la réponse fournie à la question 58 des renseignements généraux.

- **Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.**

Veillez référer à la réponse fournie à la question 58 des renseignements généraux.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 de la Commission.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – TROISIÈME OPPOSITION

Liste des questions

11	Effectif	28	Massif de Charlevoix – Sommes consenties
12	Compressions demandées par le Conseil du trésor	29	Mont Sainte-Anne – Sommes consenties
13	Compressions pour projets d'infrastructures	30	L'Hôtel-Dieu de Québec – Déménagement des activités
14	Informatique et technologies de l'information – Sommes dépensées	31	L'Hôtel-Dieu de Québec – Activités conservées
15	Sondages	32	Table de concertation du Vieux-Québec – Subvention
16	SIQ – Mandats	33	Frais d'agglomération – Médiation entre municipalités
17	Rénovations (déménagement, aménagement)	34	Subventions du SCN – Projets
18	Annonces gouvernementales	35	Grands projets de transport de la capitale nationale – Échéancier
19	Comités interministériels	36	Troisième lien Québec-Lévis – Démarche, dépenses, sommes investies
20	Région de la Capitale-Nationale – Développement-vision	37	Tunnel Québec-Lévis – Études, analyses
21	Programmes – Crédits non reconduits	38	Tête des ponts – Réaménagement
22	Programmes – Crédits demandés	39	Pont de Québec – Estimation coût pour la peinture
23	Nouvelles dépenses et prévisions	40	Construction du pont de l'île d'Orléans - Échéancier
24	Peinture du Pont de Québec – Rapport, analyse	41	Sommes versées ou à verser à la Ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale
25	Pont de Québec – Sommes consenties par le SCN	42	Soutien au développement économique de la Ville de Québec
26	Projet de tramway – Rapport, analyse	43	Déclaration sur la reconnaissance du statut particulier de la capitale nationale – Budgets
27	Projet de tramway – Sommes investies par le SCN		

44	Fonds de la région de la Capitale-Nationale – Budget consacré
45	Fonds de la région de la Capitale-Nationale – Projets subventionnés/ sommes octroyées
46	Rencontres – Conférence administrative régionale (CAR)
47	Réseau de transport structurant – État de situation
48	Demandes d'accès à l'information
49	Rencontres diplomatiques, sommets gouvernementaux et autres
50	Membres du conseil d'administration
51	Sommes accordées à la Commission depuis 2011-2012 et prévisions 2021-2022
52	Parcs et espaces verts – Exploitation
53	Sommes sous la responsabilité de la Commission 2011-2012 et prévisions 2021-2022
54	Réalisations CCNQ – Bilan et prévisions
55	Québec Horizon 2030 – Plan d'action
56	Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain – Études, rapports, analyses
57	Promenade Samuel-De Champlain – Prolongement – Dépenses encourues et sommes investies
58	Entrée des ponts (tête des ponts, entrée de la capitale) – Aménagement – Schéma directeur
59	Nouvelles-Casernes – Correspondance
60	Nouvelles-Casernes – Étude, rapports et analyses
61	Nouvelles-Casernes – Prochaines étapes
62	Nouvelles-Casernes – Actualisation des coûts, prévisions 2022-2023 et avancement des travaux

63	Nouvelles-Casernes – Projets analysés
64	Avis envoyés
65	Publicité – Campagnes promotionnelles
66	Annonces gouvernementales impliquant la Commission
67	Mise en valeur de l'ancien site du Jardin zoologique – Correspondance gouvernement fédéral
68	Mise en valeur de l'ancien site du Jardin zoologique – Correspondance ministre/CCNQ
69	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – Études, rapports, analyses
70	Mise en valeur de l'ancien site du Jardin zoologique – Prévisions budgétaires
71	Projet HUMANITI
72	Sommes octroyées à la Ville de Québec
73	Pont de Québec – Restauration, peinture
74	Entrée de la capitale nationale – Réaménagement – État de situation
75	Entrée de la capitale nationale – Réaménagement – Sommes consenties
76	L'Hôtel-Dieu de Québec – Déménagement des activités
77	L'Hôtel-Dieu de Québec – Activités conservées
78	Projets ayant bénéficié d'une subvention
79	Budgets octroyés et sommes versées à la Ville de Québec – Rôle de la capitale nationale
80	Ville de Québec – Développement économique

11. EFFECTIF

Pour chaque organisme, agence ou autre instance relevant du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, pour l'année 2021-2022, indiquer :

a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration;

LISTE DES EMPLOYÉS

Babin, Louis-Marie	Gingras, Christian	Paquin, Nancy
Bélanger-Fortier, Raphaël	Girard, David	Picard, François
Benoit, Johanne	Giroux, Nicolas	Pigeon, Isabelle
Bilodeau, Dominique	Grégoire, Rénaud	Plante, Philippe
Bittencourt Machado, Monica	Grenon, François	Ricard, Stéphanie
Boulet, Nancy	Guay, Jean-Philippe	Roux, Julien
Caron, Stéphane	Houheche, Kaissa	Roy St-Pierre, Carolanne
Caron, Maxime	Kouakou, Claudine	Sanfaçon, Marie
Chevalier, Alexis	Lambert, Josiane	Savard, Vanessa
Chouinard, Marie-Noël	Lessard, France	Servant, Jean-Philippe
Cloutier-Leclerc, Alexandra	Lévesque, Arnaud	Sohier, Agnès
Daigneault-Clermont, Étienne	Mailloux, Martine	St-Hilaire, Isabelle
Des Rochers, Frédéric	Martel, Nathalie	St-Pierre, Ève-Marie
Dion, Jennifer	Mercier, Josyca	Tremblay, Larry
Duchesne, Hélène	Meslouhi, Mehdi	Vachon, Brigitte
Émond, Stéphane	Montminy, Katie	Vargas, Juan
Ferland, Josée	Murphy, Peter	Vézina, Marie-Christine
Gagnon, Bruno	Nadeau, Carine	
Gamache, Israël	Nadeau, Pierre	

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Marie Bouvier
Pierre Dolbec
Katia Duchesneau
Steeve Gros-Louis
Barry Holleman
Alain Kirouac
Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale
Jean-Guy Poulin
Pascal Raby
André Roy
Nancy Florence Savard
Patrick St-Hilaire
Fanny Tremblay-Racicot

b. la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, leur rémunération ainsi que la date du début et de la fin de leur mandat;

MEMBRE DU CONSEIL	ENTRÉE EN FONCTION	FIN DE MANDAT
Pierre Dolbec	2021-07-07	2024-07-06
Barry Holleman	2021-08-15	2024-08-14
Jean-Guy Poulin	2021-07-07	2024-07-06
Patrick St-Hilaire	2021-08-15	2024-08-14

Aucune rémunération ne leur est versée.

11. EFFECTIF

Renseignements PARTICULIERS — TROISIÈME groupe d'opposition

11. EFFECTIF

- c. la liste des personnes qui ont été nommées en incluant leur nom, leur titre ainsi que la date du début et de la fin de leur mandat, de même que leur rémunération et leur cv;

MEMBRE DU CONSEIL	ENTRÉE EN FONCTION	FIN DE MANDAT
Marie Bouvier	2021-07-07	2024-07-06
Katia Duchesneau	2021-07-07	2024-07-06
Nancy Florence Savard	2021-07-07	2024-07-06
Fanny Tremblay-Racicot	2021-07-07	2024-07-06

Aucune rémunération ne leur est versée.

- d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 13 des renseignements généraux.

12. COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le SCN (et la Commission de la capitale nationale), ainsi que pour tous les organismes sous sa juridiction en 2021-2022.

Fournir les prévisions pour 2022-2023.

2021-2022 : Rendement escompté pour le télétravail : 143 700 \$

13. COMPRESSIONS POUR PROJETS D'INFRASTRUCTURES

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor dans les projets d'infrastructures de la région de la Capitale-Nationale depuis 2011-2012; prévisions pour 2022-2023.

Aucune.

14. INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION – SOMMES DÉPENSÉES

Indiquer la somme dépensée depuis 2011-2012 (et les prévisions pour 2022-2023) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Voir en détail la question 40 des renseignements généraux.

15. SONDAGES

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2021-2022, incluant les coûts et les résultats.

Aucun sondage n'a été effectué au cours de l'année 2021-2022.

16. SIQ – MANDATS

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et par sous-contrats, depuis 2012-2013, par année financière.

Se référer à la réponse de la question 14 des renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

17. RÉNOVATIONS (DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT)

Pour chacun des emplacements utilisés par le SCN et la Commission de la capitale nationale, incluant le cabinet, indiquer, pour l'exercice 2021-2022 :

- a) **la date des rénovations;**
- b) **la liste des rénovations;**
- c) **le coût des rénovations;**
- d) **le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.**

Veillez vous référer à la réponse de la question 16 des renseignements généraux.

18. ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Sommes consenties pour les annonces gouvernementales depuis 2012-2013, par année financière, et le détail des dépenses.

Référez à la question 4 des renseignements généraux pour cette question.

19. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

Liste des comités interministériels et de ceux impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2021-2022, les résultats obtenus ainsi que le nombre et la fréquence des rencontres.

MTQ Pont de l'Île D'Orléans	Juan Vargas Peter Murphy Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Participer à des rencontres d'information et comité de partenaires (incluant sous-comités pour les approches nord et sud). Nombre et fréquence des rencontres : Au besoin (± une fois / 3 mois) 3 rencontres Dépenses : 0 \$
MAMH Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires	Philippe Plante Autres membres (voir MAMH)	Mandat : Rencontre de consultation et présentation de la démarche du MAMH Nombre et fréquence des rencontres : Dépenses : 0 \$
MAMH Renouvellement des Orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT)	Marie-Noël Chouinard Autres membres (voir MAMH)	Mandat : Consultation sur le renouvellement des Orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT) Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$
MCC Stratégie québécoise de l'architecture	Juan Vargas Philippe Plante	Mandat : Rencontre de consultation et présentation de la démarche du MCC Nombre et fréquence des rencontres : 1 rencontre Dépenses : 0 \$
MAMAH-CMQ Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé (PMADR) (2025-2041)	Peter Murphy	Mandat : Consultations préliminaires pour le projet de PMAD révisé de la CMQ Nombre et fréquence des rencontres : 3 rencontres Dépenses : 0 \$
MTQ Schéma directeur de l'entrée sud de la capitale nationale	Philippe Plante Marie-Noël Chouinard Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Collaborer à l'élaboration d'un cadre de référence pour la requalification des terrains vacants et sous-utilisés de part et d'autre de l'axe autoroutier entre les ponts de Pierre-Laporte et de Québec et le chemin des Quatre-Bourgeois; Nombre et fréquence des rencontres : 2 rencontres Dépenses : 0 \$

19. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

Renseignements PARTICULIERS — TROISIÈME groupe d'opposition

20. RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – DÉVELOPPEMENT – VISION

Copie des scénarios, états de situation, études, analyses et notes concernant la vision de développement de la région de la Capitale-Nationale et liste des prochaines étapes.

Documents d'orientation produits par la Commission touchant son territoire depuis 2019 :

1. Horizon 2030 (mise à jour 26 avril 2019);
2. Une vision de la mise en valeur de la Capitale-Nationale, horizon 2030 (mise à jour 10 juin 2019).

21. PROGRAMMES – CRÉDITS NON RECONDUITS

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Aucun.

22. PROGRAMMES – CRÉDITS DEMANDÉS

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2022-2023.

Pour 2021-2022, veuillez vous référer au livre des crédits.

23. NOUVELLES DÉPENSES ET PRÉVISIONS

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022 2023.

Pour 2021-2022, veuillez vous référer au livre des crédits.

24. PEINTURE DU PONT DE QUÉBEC – RAPPORT, ANALYSE

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant la peinture du pont de Québec.

Ne s'applique pas.

25. PONT DE QUÉBEC – SOMMES CONSENTIES PAR LE SCN

Ventilation des sommes consenties par le SCN en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.

Ne s'applique pas.

26. PROJET DE TRAMWAY – RAPPORT, ANALYSE

Copie des études, rapports, analyses, états de situation et de toutes correspondances concernant le projet de tramway, depuis le 23 avril 2014.

Ne s'applique pas.

27. PROJET DE TRAMWAY – SOMMES INVESTIES PAR LE SCN

Ventilation des sommes consenties par le SCN en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour le projet de tramway.

Ne s'applique pas.

28. MASSIF DE CHARLEVOIX – SOMMES CONSENTIES

Ventilation de toutes les sommes consenties au Massif de Charlevoix depuis 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Ne s'applique pas.

29. MONT SAINTE-ANNE – SOMMES CONSENTIES

Ventilation de toutes les sommes consenties au Mont-Sainte-Anne depuis 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Ne s'applique pas.

30. L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – DÉMÉNAGEMENT DES ACTIVITÉS

État de situation sur le déménagement des activités de l'Hôtel-Dieu de Québec sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Ne s'applique pas.

31. L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – ACTIVITÉS CONSERVÉES

État de situation des activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs d'entre elles sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Ne s'applique pas.

32. TABLE DE CONCERTATION DU VIEUX-QUÉBEC – SUBVENTION

Depuis 2012-2013, ventilation des dépenses effectuées dans le cadre de la subvention pour le fonctionnement de la table de concertation du Vieux-Québec. Copie de la reddition de comptes transmise par la Ville de Québec, responsable de la gestion des sommes.

La Commission ne fait aucune contribution financière à cette table outre la délégation d'un représentant aux rencontres.

33. FRAIS D'AGGLOMÉRATION – MÉDIATION ENTRE MUNICIPALITÉS

Coûts, honoraires et toute autre somme engagée pour la médiation entre les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures, Ancienne-Lorette et Québec concernant les frais d'agglomération.

Ne s'applique pas.

34. SUBVENTIONS DU SCN – PROJETS

En 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, la liste des projets ayant bénéficié d'une subvention de la part du SCN et sommes accordées.

Aucun.

35. GRANDS PROJETS DE TRANSPORT DE LA CAPITALE NATIONALE – ÉCHÉANCIER

**Échéancier pour les grands projets de transport de la capitale nationale.
Fournir une ventilation de toutes les dépenses engagées et des investissements
en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.**

Ne s'applique pas.

36. TROISIÈME LIEN QUÉBEC-LÉVIS – DÉMARCHE, DÉPENSES, SOMMES INVESTIES

État de situation, démarches effectuées, dépenses encourues et sommes investies en 2021-2022 pour le bureau de projet sur le troisième lien entre Québec et Lévis.

Fournir les prévisions pour 2022-2023.

Ne s'applique pas.

37. TUNNEL QUÉBEC-LÉVIS – ÉTUDES, ANALYSES

Copie des scénarios, états de situation, études, analyses et notes concernant le projet de tunnel entre Québec et Lévis.

Ne s'applique pas

38. TÊTE DES PONTS – RÉAMÉNAGEMENT

État de situation, démarches effectuées, dépenses encourues et sommes investies en 2021-2022 pour le réaménagement de la tête des ponts. Fournir les prévisions pour 2022 2023.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

39. PONT DE QUÉBEC – ESTIMATION COÛT POUR LA PEINTURE

Copie de l'estimation « consensuelle » des coûts pour la peinture du pont de Québec. État de situation, démarches effectuées, liste des rencontres et noms des participants, échéancier, prévisions d'investissements pour les cinq prochaines années.

Ne s'applique pas.

40. CONSTRUCTION DU PONT DE L'ÎLE D'ORLÉANS – ÉCHÉANCIER

Échéancier pour la construction du pont de l'île d'Orléans. Fournir une ventilation de toutes les dépenses engagées et des investissements en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Ne s'applique pas.

41. SOMMES VERSÉES OU À VERSER À LA VILLE DE QUÉBEC À TITRE DE SUBVENTION À LA CAPITALE NATIONALE

Ventilation des sommes versées ou à verser à la ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

Un montant de 5 M\$ par année a été octroyé jusqu'en 2019-2020 par la Commission à la Ville de Québec pour son rôle de capitale (accord de partenariat avec les municipalités).

Pour 2020-2021 : aucune somme versée.

Pour 2021-2022 : aucune somme versée.

42. SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE QUÉBEC

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la ville de Québec en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020 2021 et en 2021-2022. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.

43. DÉCLARATION SUR LA RECONNAISSANCE DU STATUT PARTICULIER DE LA CAPITALE NATIONALE – BUDGETS

Budgets et suivis accordés à la Déclaration sur la reconnaissance du statut particulier de la capitale nationale, signée le 8 juin 2006.

Aucun.

44. FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – BUDGET CONSACRÉ

Budget consacré au Fonds de la région de la Capitale-Nationale en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023.

Aucun.

45. FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – PROJETS SUBVENTIONNÉS / SOMMES OCTROYÉES

Liste détaillée des projets subventionnés, des sommes octroyées et des organismes bénéficiaires du Fonds de la région de la Capitale-Nationale 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023 (montant par territoire de MRC et par circonscription), et sommes décaissées en 2021-2022.

Ne s'applique pas.

46. RENCONTRES – CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR)

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Cette question doit être répondue par le Secrétariat à la Capitale-Nationale.

47. RÉSEAU DE TRANSPORT STRUCTURANT – ÉTAT DE SITUATION

État de situation, démarches effectuées, dépenses encourues et sommes investies en 2021-2022 pour le bureau de projet sur le Réseau de transport structurant. Fournir les prévisions pour 2022-2023.

Ne s'applique pas

48. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Aucune.

49. RENCONTRES DIPLOMATIQUE, SOMMETS GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

Conformément à la *Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs*, sanctionnée le 9 décembre 2016, fournir la liste et les dates des rencontres diplomatiques, des sommets gouvernementaux, des grandes rencontres politiques et des négociations importantes auxquels a pris part le gouvernement en 2020-2021 qui ont eu lieu à Québec, et ceux qui ont été tenus dans une autre municipalité (dans ces cas, préciser le lieu).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

50. MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liste des membres du conseil d'administration, leur date d'entrée en fonction et la date de la fin de leur mandat, ainsi que la ventilation de leur rémunération ou des dédommagements offerts, sous toutes les formes.

En vertu de notre loi constitutive, le président et directeur général est membre du conseil d'administration

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE FIN DE MANDAT
Mary Bouvier	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Pierre Dolbec	29 avril 2015	6 juillet 2024
Katia Duchesneau	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Steeve Gros-Louis	15 août 2018	14 août 2024
Barry Holleman	15 août 2018	14 août 2024
Alain Kirouac	29 avril 2020	28 avril 2023
Marie Claire Ouellet, pdg	6 sept. 2017	5 sept. 2022
Jean-Guy Poulin	20 juin 2018	6 juillet 2024
Pascal Raby	26 février 2020	25 février 2023
André Roy	29 avril 2020	28 avril 2023
Nancy Florence Savard	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Patrick St-Hilaire	15 août 2018	14 août 2024
Fanny Tremblay-Racicot	7 juillet 2021	6 juillet 2024

Aucune rémunération ne leur est versée.

51. SOMMES ACCORDÉES À LA COMMISSION DEPUIS 2011-2012 ET PRÉVISIONS 2021-2022

Ventilation détaillée des sommes accordées depuis 2012-2013 à la CCN, incluant les budgets sous sa responsabilité; prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question se trouve à la question 71 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

52. PARCS ET ESPACES VERTS – EXPLOITATION

Ventilation détaillée des dépenses d'exploitation des parcs et espaces verts, par année financière, depuis 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

RÉEL (PRÉVU) 2021-2022				
	AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	BÂTIMENTS	TAXES FONCIÈRES ET SCOLAIRES	TOTAL
Parc du Bois-de-Coulonge	412 022 \$	139 276 \$	556 716 \$	1 108 014 \$
Domaine Cataract	194 878 \$	172 105 \$	445 479 \$	812 462 \$
Promenade Samuel-De Champlain	994 789 \$	74 960 \$	266 804 \$	1 336 553 \$
Parc des Moulins	356 944 \$	81 334 \$	186 037 \$	624 315 \$
Place des Canotiers	369 156 \$	56 615 \$	577 668 \$	1 003 439 \$
Autres parcs et espaces verts	474 926 \$	34 842 \$	826 046 \$	1 335 814 \$
	2 802 715 \$	559 132 \$	2 858 750 \$	6 220 597 \$

53. SOMMES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA COMMISSION DEPUIS 2011-2012 ET PRÉVISIONS 2021-2022

Ventilation de toutes les sommes sous la responsabilité de la CCN depuis 2011-2012, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question se trouve à la question 71 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

54. RÉALISATIONS CCNQ – BILAN ET PRÉVISIONS

Bilan détaillé des réalisations de la CCN depuis 2012-2013 et les mesures prévues pour 2022-2023.

La réponse à cette question se trouve à la question 73 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

55. QUÉBEC HORIZON 2030 – PLAN D’ACTION

Bilan ou ventilation des sommes versées depuis 2012-2013 et le détail des mesures entreprises dans le cadre du Plan d’action Québec Horizon 2030 de la CCN.

Horizon 2030 est une vision, et non un plan d’action. Ce document a été produit à l’interne.

56. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain.

Voici un rapport produit dans le cadre du projet en 2021-2022 :

L'ANGLAIS, Paul-Gaston, Le canon du boulevard Champlain : Identification et datation, mars 2022, 15 pages.

57. PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – PROLONGEMENT – DÉPENSES ENCOURUES ET SOMMES INVESTIES

Dépenses encourues et sommes investies en 2021-2022 pour le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain.

- Fournir les prévisions pour 2022-2023.

COTÉ EST- Phase 3 – PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN	
Dossier réalisation	
	Réel prévu au 31 mars 2022
Honoraires professionnels	1 888 188 \$
Gestion de projet	1 065 178 \$
Travaux	27 207 696 \$
Acquisition de terrain	160 431 \$
Autres	220 598 \$
Financement temporaire	103 459 \$
Total :	30 645 550 \$

58. ENTRÉE DES PONTS (TÊTE DES PONTS, ENTRÉE DE LA CAPITALE) – AMÉNAGEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR

Copie du schéma directeur réalisé par le Bureau de projet de la capitale nationale pour l'aménagement de l'entrée des ponts, de même qu'une copie des analyses ou des études obtenues pour ce projet, et liste des coûts associés à celles-ci.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

59. NOUVELLES-CASERNES – CORRESPONDANCE

Copie de toute la correspondance entre le cabinet du ministre et la CCN depuis le 23 avril 2014 concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

60. NOUVELLES-CASERNES – ÉTUDES, RAPPORTS ET ANALYSES

Copie des études, rapports et analyses concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

ARCHÉOLOGIE

- Interventions archéologiques 2019 (CeEt-403, opérations 98 et 101), par Artefactuel, reçu 2020-04-09;
- Interventions archéologiques 2020 (CeEt-403, opération 102), par Artefactuel, reçu 2021-01-05;
- Interventions archéologiques 2021 (CeEt-403, opération 103); (CeEt-38, opération 18), par Artefactuel, reçu le 2022-02-09

ENVIRONNEMENT, HYGIÈNE ET CONTRÔLE QUALITÉ

- Rapport résultat analyses microbiologiques bloc 7, 2020-07-13, par Englobe, reçu 2020-07-14;
- Rapport d'analyses microbiologiques bloc 4, 2021-03-15, par Englobe, reçu 2021-03-19;

RBQ – DÉROGATION SYSTÈME DE PROTECTION INCENDIE

- Demande de mesures différentes « MD-1 : Détection de débit du système de gicleurs », par RBQ, reçu 2020-12-04;
- Demande de mesures différentes « MD-2 : Temps de déclenchement du système de gicleurs sous air », par RBQ, reçu 2020-12-04.

INSPECTION DES LIGNES DE VIE EN TOITURE

- Attestation de conformité – Système de protection contre les chutes, par Service d'ingénierie Jean Massé, reçu 2020-05-07.

61. NOUVELLES-CASERNES – PROCHAINES ÉTAPES

Liste des prochaines étapes et des rencontres prévues concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

- Réalisation des travaux complémentaires aux deux phases (interventions de protection des maçonneries et de remise en état du site) : été 2022.
- Rencontres de chantier prévues à toutes les deux semaines et au besoin afin d'encadrer les travaux.

62. NOUVELLES-CASERNES – ACTUALISATION DES COÛTS, PRÉVISIONS 2022-2023 ET AVANCEMENT DES TRAVAUX

Actualisation des coûts relatifs aux Nouvelles-Casernes, les prévisions pour 2022-2023, et un état de situation sur l'avancement des travaux.

Le budget total du projet est de 20 M\$.

Les travaux de consolidation ont été scindés en deux phases. Les travaux de la phase 1 (trois sections) ont été réalisés du printemps 2018 au printemps 2020 et ceux de la phase 2 (quatre sections) ont été amorcés à l'été 2020 pour se terminer en avril 2022. Des travaux complémentaires parachèveront ces deux phases à l'été 2022 par des interventions de protection des maçonneries et de remise en état du site.

Tableau sommaire des dépenses

PHASE 1	Réel (Prévu) 2021-2022
Honoraires professionnels	966 \$
Travaux	- \$
Frais de gestion	- \$
Financement temporaire	33 476 \$
Total Phase 1	34 442 \$

PHASE 2	Réel (Prévu) 2021-2022
Honoraires professionnels	174 993 \$
Travaux	2 530 683 \$
Frais de gestion	47 574 \$
Financement temporaire	11 635 \$
Autres	- \$
Total Phase 2	2 764 885 \$

Total PHASES 1 et 2	2 799 327 \$
----------------------------	---------------------

63. NOUVELLES-CASERNES – PROJETS ANALYSÉS

Copie de la liste des projets analysés par la CCN pour les Nouvelles-Casernes depuis le début de l'appel de projets. État de situation concernant l'appel de projets.

Aucun projet n'a été analysé en 2021-2022.

64. AVIS ENVOYÉS

Copie de tous les avis envoyés aux ministères ou organismes du gouvernement, aux municipalités et aux organismes municipaux en lien avec l'application de la Politique relative à la capitale nationale, à l'initiative de la CCN ou à la demande du gouvernement.

Répondu à la question 75 de l'opposition officielle

65. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Sommes consenties pour les campagnes promotionnelles de la CCN depuis 2012-2013, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Communications numériques

Gré à gré

Facebook

Description : Publicités sur les médias sociaux pour les circuits virtuels primaire et secondaire pour le programme Découvrir la Capitale.

Coût : 1 348 \$

Active Campaign

Description : Envoi d'infolettres publiques et bulletins internes de la Commission.

Coût : 1 657 \$

Alerti Business

Description : Outil afin de surveiller les sites d'avis, le web et les réseaux sociaux.

Coût : 858 \$

GoDaddy

Description : Renouvellement de noms de domaine- Observatoirecapitale.com et ccnq.org avec les certificats de sécurité pour 2 ans.

Coût : 403 \$

Jotform

Description : Abonnement pour la gestion des soumissions des locations de salles.

Coût : 65 \$

Publicités pour l'Observatoire de la Capitale

Gré à gré

Office du tourisme de Québec (OTQ)

Description : Publicité et rédactionnel dans le guide touristique 2020-2021 de l'OTQ.

Coût : 2 000 \$

Autres

Gré à gré

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Description : Avis dans la gazette officielle pour lois et règlements.

Coût : 596 \$

Actions institutionnelles

Gré à gré

Jean-Philippe Labrie

Description : Photos et retouches pour le rapport annuel 2020-2021, séance de photos au parc des Moulins et contrat pour la réalisation de photos hivernales sur 7 sites de la Commission.

Coût : 1 238 \$

CNW Telbec (une société Cision)

Description : Pour la diffusion sur le fil de presse de divers communiqués officiels et d'annonce de projet.

Coût : 679 \$

65. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Renseignements PARTICULIERS – TROISIÈME groupe d'opposition

65. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Contrat ou mandats en graphisme

Gré à gré

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d'affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 8 529 \$

Contrat ou mandats pour révision linguistique

Gré à gré

Littera (Cendrine Audet)

Description : Services de révision linguistique pour divers documents de la Commission.

Coût : 1 716 \$

65. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Renseignements PARTICULIERS — TROISIÈME groupe d'opposition

66 ANNONCES GOUVERNEMENTALES IMPLIQUANT LA COMMISSION

Sommes consenties pour les annonces gouvernementales impliquant la CCN depuis 2012-2013, par année financière.

Veillez référer à la question 4 des renseignements généraux pour cette question.

67. MISE EN VALEUR DE L'ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE – CORRESPONDANCE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre et le gouvernement fédéral touchant les dossiers de la région de la Capitale-Nationale, depuis le 23 avril 2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

68. MISE EN VALEUR DE L'ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE – CORRESPONDANCE MINISTRE/CCNQ

Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre et la CCN concernant la mise en valeur de l'ancien site du jardin zoologique, et ce, depuis le 23 avril 2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

69. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses, impacts financiers, valeur du site et états de situation concernant la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

La réponse à cette question se trouve à la question 76 des renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

70. MISE EN VALEUR DE L'ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE – PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Prévisions pour 2022-2023 des sommes dédiées à la mise en valeur de l'ancien site du jardin zoologique.

Veillez vous référer à la question 77 des renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

71. PROJET HUMANITI

Copie des études, rapports, analyses, correspondance et état de situation concernant le projet HUMANITI.

Aucun avis ou communication n'a été émis concernant le projet HUMANITI en 2021-2022.

72. SOMMES OCTROYÉES À LA VILLE DE QUÉBEC

Ventilation détaillée des budgets octroyés à la Ville de Québec depuis 2012-2013 par la CCN, par année financière, y compris les sommes accordées pour son rôle de capitale nationale. Fournir une ventilation par entente et par projet.

Veillez référer à la réponse de la question 41.

73 PONT DE QUÉBEC – RESTAURATION, PEINTURE

Ventilation des sommes consenties par la CCN en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.

Les projets visés par ces questions ne concernent pas des projets ou sites de nature capitale correspondant à la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec.

74. ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE – RÉAMÉNAGEMENT – ÉTAT DE SITUATION

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale, depuis le 23 avril 2014.

La Commission ne peut disposer de ces informations, car c'est le ministère des Transports qui en est responsable.

75. ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE – RÉAMÉNAGEMENT – SOMMES CONSENTIES

Ventilation des sommes consenties par la CCN en 2021-2022 et, pour 2022-2023, prévisions pour le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale.

Aucune.

76 L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – DÉMÉNAGEMENT DES ACTIVITÉS

État de situation sur le déménagement des activités de l'Hôtel-Dieu de Québec sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Veillez vous référer à la fiche 30.

77 L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – ACTIVITÉS CONSERVÉES

État de situation sur les activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs d'entre elles sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Veillez vous référer à la fiche 31.

78. PROJETS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE SUBVENTION

En 2021-2022, liste des projets ayant bénéficié d'une subvention de la part du CCN et les sommes accordées.

Aucun.

79. BUDGETS OCTROYÉS ET SOMMES VERSÉES À LA VILLE DE QUÉBEC – RÔLE DE LA CAPITALE NATIONALE

Ventilation des sommes versées ou à verser à la Ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

La réponse à cette question se retrouve à la question 20 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

80. VILLE DE QUÉBEC – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la ville de Québec en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.